

Rapport de recherche

PROGRAMME ACTIONS CONCERTÉES

Politiques sociales favorisant la redistribution de la richesse : options pour le contexte québécois

Chercheure principale

Amélie Quesnel-Vallée, U. McGill

Cochercheur.e.s

Jaunathan Bilodeau, Université McGill, Nancy Beauregard, Université de Montréal, Daniel Béland, Université McGill, Mélanie Bourque, Université du Québec en Outaouais, Marie Connolly, UQAM, Catherine Haeck, UQAM, Céline Le Bourdais, Université McGill, Stéphane Moulin, Université de Montréal, Maude Pugliese, INRS, Mylène Riva, Université McGill, Axel van den Berg, Université McGill

Établissement gestionnaire de la subvention

Université McGill

Numéro du projet de recherche

2020-ORCR-280247

Titre de l'Action concertée

Politiques sociales favorisant une meilleure redistribution de la richesse dans la société

Partenaires de l'Action concertée

Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS)

Ministère des Finances du Québec (MFQ)

et le Fonds de recherche du Québec – Société et culture (FRQSC)

Table des matières

PARTIE A - CONTEXTE DE LA RECHERCHE	1
PARTIE B - PISTES DE SOLUTION OU D'ACTION SOUTENUES PAR LES RÉSULTATS DE LA RECHERCHE	4
LES EFFETS SUR LES INÉGALITÉS EN SANTÉ	9
PARTIE C- MÉTHODOLOGIE	10
PARTIE D - PRINCIPAUX RÉSULTATS	12
RÉSULTATS DE LA REVUE SYSTÉMATIQUE	12
RÉSULTATS DES GROUPES DE DISCUSSION.....	15
PARTIE E - NOUVELLES PISTES OU QUESTIONS DE RECHERCHE	21
PARTIE F - RÉFÉRENCES ET BIBLIOGRAPHIE	23
ANNEXES 26	
ANNEXE 1. TABLEAU SYNTHÈSE	27
ANNEXE 2. SURVOL DE LA DÉMARCHE DANS SON ENSEMBLE	37
ANNEXE 3. REVUE SYSTÉMATIQUE	38
MÉTHODOLOGIE DE LA REVUE SYSTÉMATIQUE	38
GRILLES D'ÉVALUATION DE LA QUALITÉ DES ÉTUDES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
RÉSULTATS DE LA REVUE SYSTÉMATIQUE	40
ANNEXE 4. REVUE NARRATIVE	69
ANNEXE 5. NOTE DE RECHERCHE DE MI-PARCOURS	101
ANNEXE 6. GROUPES DE DISCUSSION	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
MÉTHODOLOGIE DES GROUPES DE DISCUSSION	110
APPROBATION ÉTHIQUE	112
FICHES SYNTHÈSES DES POLITIQUES/PROGRAMMES PRÉSENTÉS	114
GRILLE DE DISCUSSION DES GROUPES DE DISCUSSION	135
RÉSULTATS DES GROUPES DE DISCUSSION	138
BIBLIOGRAPHIE DES GROUPES DE DISCUSSION	169
ANNEXE 8. REMERCIEMENTS	170
ANNEXE 9. BIBLIOGRAPHIE DE LA REVUE SYSTÉMATIQUE	171
ANNEXE 10. BIBLIOGRAPHIE COMPLÈTE	192
ANNEXE 11. LISTE D'ACRONYMES	198

PARTIE A - CONTEXTE DE LA RECHERCHE

Galvanisées par l'ampleur de la crise financière mondiale de 2008, les revendications de mouvements sociaux ont favorisé l'émergence d'un débat public sur les effets délétères de la croissance des inégalités de revenu. À la lumière d'un corpus de recherche important, de nombreuses juridictions se sont saisies de cet appel à l'action et ont considéré le rôle des politiques sociales dans le développement des inégalités de revenu. Les politiques sociales constituent en effet des leviers essentiels de modulation des inégalités socioéconomiques à travers la prédistribution (lois et régulations du travail et du salaire), la redistribution privée (transferts entre les ménages régulés par le public) et la redistribution publique (opérée via le transfert d'argent et de taxes) (Gornick et Smeeding 2018).

Les politiques sociales sont réputées intervenir sur un ensemble de déterminants sociaux de la santé, et ce, dans divers champs de l'action gouvernementale (famille, éducation, soutien à l'emploi et solidarité sociale, logement/aménagement du territoire). Parmi ces déterminants figure le statut socioéconomique, qui représente une cause fondamentale d'inégalités sociales de santé (Phelan, Link et Tehranifar 2010; Pickett et Wilkinson 2015). Cependant, rares sont les études qui se sont penchées sur la manière dont les facteurs institutionnels qui précèdent ces inégalités pourraient modifier la relation entre le statut socioéconomique individuel et la santé (Brennenstuhl, Quesnel-Vallée et McDonough 2012; Giodono, Jones et Rothwell 2019; Muntaner et al., 2017). Les connaissances existantes proviennent surtout d'études ayant documenté la contribution des régimes providentiels (tels que formulés par Esping-Andersen (1990)) aux inégalités de revenu et de santé.

Quoiqu'éclairantes, ces données ne permettent pas d'évaluer l'incidence de politiques spécifiques sur les inégalités de revenu et de santé. L'amélioration des

connaissances sur ce sujet constitue pourtant une condition cruciale de l'élaboration de politiques publiques efficaces de réduction des inégalités sociales de santé et particulièrement des écarts de mortalité prématurée entre ces catégories socioéconomiques.

Dans sa *Politique gouvernementale de prévention en santé* (PGPS 2016), le Québec prend acte de ce constat, notamment à travers l'établissement de sa cible d'une réduction de 10% d'ici 2025 de l'écart de mortalité prématurée entre les personnes les plus favorisées et celles les plus défavorisées sur le plan socioéconomique. Ce projet s'inscrit dans le 3^e objectif de la PGPS, qui vise à « améliorer les conditions de vie des populations plus vulnérables », et dont la première étape concrète est l'établissement d'un chantier visant à recenser les politiques sociales favorisant une meilleure redistribution de la richesse, redistribution qui contribuerait en retour à réduire les inégalités de santé.

Des études ont dressé un portrait de l'état des connaissances de l'incidence de politiques publiques sur les inégalités socioéconomiques ou de santé, mais elles sont circonscrites à des applications spécifiques et généralement limitées. Par exemple, dans une revue systématique, Mosquera et al., (2017) ont recensé les études examinant l'effet des politiques fiscales discrétionnaires (principalement d'austérité ou expansionniste) sur les inégalités socioéconomiques (revenu, emploi, éducation et pauvreté) dans les pays de l'OCDE. Ils concluent que l'effet varie substantiellement d'un pays à l'autre et ne peuvent donc pas fournir une réponse non équivoque puisque largement tributaire du contexte. Il est également à noter que cette revue systématique porte sur des politiques ponctuelles visant à répondre à des situations bien particulières (p. ex., crise économique). Une autre revue systématique a documenté les retombées des politiques macrosociales sur les inégalités de genre en santé (Borrell et al., 2014).

Elle montre que les politiques qui visent explicitement à soutenir les femmes et les familles contribuent à améliorer la santé des femmes et à réduire les inégalités de santé. Toutefois, les études compilées sont majoritairement transversales ce qui ne permet pas de conclure à un lien de causalité entre une politique et les inégalités de santé. Une autre revue systématique sur l'impact de l'assistance sociale sur la santé dans les pays à hauts revenus montre que les bénéficiaires de ces programmes sont généralement en moins bonne santé physique et mentale (Shahidi et al., 2019). Ceci amène les auteurs à conclure que les programmes d'assistance n'arrivent pas dans l'ensemble à améliorer la santé des populations vulnérables.

Or, la majorité des études recensées par ces revues systématiques sont descriptives et/ou transversales. Ainsi, résumant l'état des connaissances, une revue systématique récente conclut que les analyses systématiques actuelles portant sur les effets des interventions des politiques de protection sociale restent rares, de qualité médiocre, sont peu généralisables et relativement peu concluantes (Hillier-Brown et al., 2019). À la lumière de ces conclusions, force est de constater que nous ne disposons pas des données qui figurent particulièrement haut dans la pyramide de hiérarchie de qualité des données probantes (Madigan Library, 2022). Cette situation constitue un frein évident pour sélectionner de façon éclairée les politiques pertinentes pour le Québec et dont les retombées sur le revenu et la santé sont soutenues par des données probantes. Devant ce constat et en réponse à l'appel de propositions de cette Action concertée (AC), notre recherche a procédé en deux phases:

1. Le recensement des politiques sociales implantées dans diverses juridictions qui favorisent une meilleure redistribution de la richesse et;
2. L'analyse de leur pertinence ainsi que leur faisabilité pour le Québec.

PARTIE B - PISTES DE SOLUTION OU D'ACTION SOUTENUES PAR LES RÉSULTATS DE LA RECHERCHE

Notre démarche de recherche (détaillée dans les sections subséquentes de ce rapport) nous conduit à présenter six pistes de solution à privilégier pour réduire la pauvreté et les inégalités sociales au Québec. Considérant les limites imposées par le gabarit de ce rapport, nous invitons les lecteurs à consulter l'Annexe 1 pour trouver les références aux maints entrants de la recherche qui ont alimenté ces recommandations.

Nous avons privilégié les recommandations à retenir selon les critères suivants : actions de prévention, structurantes et se déployant au long des parcours de vie, impliquant des partenaires ou ayant des retombées interministérielles. Il est à noter que ces recommandations procèdent toutes d'un constat commun de difficultés d'accès aux services publics, et qu'il importerait d'adopter plus systématiquement une perspective intersectionnelle en étant sensible à l'effet combiné de plusieurs axes d'inégalité dont, entre autres, le statut socio-économique, le genre et le groupe ethnique.

Enfin, ces recommandations se limitent à des orientations générales puisque le mandat de notre étude ne portait pas sur les détails de leur mise en œuvre au Québec. Ces recommandations devraient ainsi faire l'objet de travaux subséquents d'expérimentation et de documentation (et publication) des résultats, pour assurer une implantation harmonieuse au Québec et faire état de ces succès dans la littérature scientifique, le cas échéant.

1. Assurer l'équité d'accès aux services de garde éducatifs de qualité

Les résultats de la revue systématique ont mis en exergue l'importance d'intervenir tôt dans la vie. Les groupes de discussion ont quant à eux souligné la nécessité d'accroître l'égalité d'accès et de qualité des services de garde à la petite enfance, en privilégiant des améliorations au modèle des CPE. Nous notons cependant qu'il importe également

de maintenir une offre de services adaptée aux besoins des municipalités et MRC lorsque le modèle des CPE ne répond pas à ces besoins (p. ex., le maintien du soutien aux services de garde en milieu familial lorsque la concentration de services de garde en CPE impliquerait de trop longues distances de route). Un consensus autour de l'acceptabilité sociale des interventions auprès des enfants a émergé de la majorité des groupes de discussion. Sur le plan de l'inspiration, la ressemblance de certains programmes québécois (p. ex., « *Au cœur de l'enfance* ») avec le programme « *Head Start* » aux États-Unis pourrait amener à établir une meilleure coordination entre les CPE et les centres de pédiatrie sociale. Cependant, alors que « *Head Start* » est principalement destiné aux familles en situation de vulnérabilité, il serait plus approprié au Québec d'adopter une perspective d'universalisme proportionné. Le modèle de garderie en Suède s'avérait aussi une source d'inspiration. Devant ces constats, nous préconisons les mesures suivantes :

- 1.1 Généraliser le modèle des CPE en assurant un accès régional équitable et adapté aux besoins
- 1.2 Offrir des horaires de services de garde à la petite enfance plus flexibles
- 1.3 Positionner les CPE comme une « première ligne » du bien-être et de la santé des tout-petits, notamment en privilégiant une proximité physique et en assurant un lien de référence avec les centres de pédiatrie sociale

2. Pour un système d'éducation public qui combat les iniquités.

Si le Québec se positionne globalement de façon enviable au niveau de la performance scolaire (Pelletier, 2013), des études ont démontré que des inégalités importantes demeurent: au niveau individuel, les effets de l'origine sociale et du genre y sont relativement plus élevés que dans les autres provinces (Finnie, & Mueller, 2017; Moulin, 2018); au niveau structurel, les élèves dont la scolarité est limitée au programme régulier du système d'enseignement secondaire public sont nettement moins susceptibles d'entrer à l'université que leurs pairs des établissements privés ou ceux qui participent à des programmes enrichis dans les écoles secondaires publiques (Maroy et

Kamanzi, 2017). Les groupes de discussion ont souligné le besoin de réduire les inégalités issues de la segmentation scolaire en programmes particuliers, qui impliquent souvent des frais supplémentaires qui les rendent inaccessibles aux familles à faible revenu. Ainsi, l'accent devrait être mis sur un système d'éducation avec une offre diversifiée plus équitable, possiblement à travers des subventions liées au revenu ou même la gratuité de ces programmes. Enfin, la revue narrative a fait ressortir la performance du système éducatif de la Finlande, notamment au niveau du suivi individualisé offert aux élèves. Cet élément, ainsi que le soutien à la profession enseignante ont trouvé écho en groupes de discussion comme étant des pistes dont le Québec pourrait s'inspirer.

Ces résultats nous conduisent ainsi à proposer la mise en œuvre des mesures suivantes :

- 2.1 Considérer la subvention des programmes particuliers pour les familles à faible revenu, ou même la gratuité pour tous dans les écoles publiques
- 2.2 Adopter un ensemble de mesures valorisant la profession enseignante (tel que le salaire, les conditions de travail)
- 2.3 Assurer un suivi individualisé plus efficient des élèves afin de favoriser la réussite et la persévérance scolaire

3. Des mesures de protection des travailleuses et travailleurs qui permettent de sortir de la pauvreté

La revue systématique a permis de repérer des études qui suggèrent des effets bénéfiques de programmes offrant un soutien de revenu aux travailleurs en situation de pauvreté. Cette préoccupation pour un revenu suffisant en situation d'emploi a été également souligné lors des groupes de discussion. En effet, bien que le taux de chômage au Québec figure parmi les plus bas du Canada, la proportion élevée de travailleurs pauvres s'avère persistante et préoccupante. Par ailleurs, notre démarche a aussi permis d'identifier des études soutenant qu'un niveau plus élevé de régulation du marché du travail est associé à un niveau moins élevé d'inégalité de revenus. Ce

constat fait écho aux groupes de discussion rapportant des conditions souvent précaires d'emploi en termes de protection et avantages sociaux. Les faibles revenus conjugués avec des conditions précaires d'emploi constitueraient ainsi des freins importants pour sortir de la pauvreté et réduire les inégalités. En effet, les risques psychosociaux sont maintenant couverts sous la Loi modernisant le régime de santé et de sécurité du travail, ce qui souligne le fort potentiel de concentration des inégalités sociales et de santé généré par les emplois précaires. Ces constats concordent avec des propositions de meilleurs revenus et protection pour les travailleurs et travailleuses dans l'optique de réduction des inégalités (Atkinson, 2015). Notre démarche nous amène ainsi à suggérer les avenues suivantes :

- 3.1 Expérimenter et généraliser un revenu minimum destiné aux travailleurs.euses à faible revenu à partir d'un certain seuil de nombre d'heures
- 3.2 Bonifier des normes du travail visant à réduire les inégalités dans l'accès aux protections et avantages sociaux (p. ex., délais de préavis, encadrer l'utilisation des contrats temporaires, l'accès aux formations, pensions)

4. Bonifier l'aide sociale et mieux soutenir les transitions vers l'emploi et la formation qualifiante

De nombreux besoins en matière d'aide sociale ont été évoqués conjointement avec la précarité d'emploi à laquelle les populations vulnérables font face. Ces constats sont en phase avec des propositions de réformes de l'aide sociale qui répondent mieux aux besoins actuels en termes de bénéficiaires (Boccanfuso, Cousineau et Fonseca, 2017; Hillel, 2020). Il a également été question d'un meilleur accompagnement vers l'activation. Sur ce point, les éléments de ressemblance avec un programme ayant fait ses preuves au Danemark constituent des sources d'inspiration pour une amélioration au Québec. Par ailleurs, notre revue systématique appuie globalement les mesures d'activation pour réduire la pauvreté. Ces résultats nous conduisent ainsi à proposer la mise en œuvre des mesures suivantes :

- 4.1 Offrir un niveau de vie décent aux assistés sociaux sans égard à leur capacité de travail
- 4.2 Soutenir l'activation par l'augmentation de la limite du revenu exclu du calcul ainsi qu'un taux de réduction moins marqué de la prestation lors du dépassement de cette limite
- 4.3 Assurer un meilleur accompagnement personnalisé menant vers un emploi ou la formation qualifiante

5. Accroître l'accès aux logements abordables et sociaux

Tel que soulevé dans plusieurs groupes de discussion, l'accès aux logements s'avère une problématique fondamentale à laquelle le gouvernement doit s'attarder afin de réduire la pauvreté et les inégalités au Québec. Les bienfaits de telles mesures sont appuyés par certaines études de notre revue systématique relativement aux programmes d'assistance pour le logement. Cependant, des problèmes d'accès et de niveau de soutien des programmes québécois existants ont été soulevés au cours de maints groupes de discussion. Ainsi, les résultats découlant de ce projet nous amènent à suggérer les mesures suivantes :

- 5.1 Assurer un accès et une répartition plus équitable des logements abordables et sociaux sur tout le territoire
- 5.2 Réviser l'allocation logement pour plus d'efficacité et d'équité d'accès

6. Bonifier et pérenniser le financement des organismes communautaires

Les organismes communautaires jouent un rôle prépondérant et reconnu dans la lutte contre la pauvreté au Québec. Considérant les besoins évoqués unanimement dans les groupes de discussion, la réduction des inégalités et de la pauvreté passe aussi par un renforcement d'actions qui ont fait leurs preuves au Québec (et ce, en dépit d'un sous-financement chronique). Ainsi, outre une bonification et une pérennisation du financement pour répondre à la demande de services, nous suggérons d'améliorer les mécanismes de financement (p. ex., à la mission plutôt que par projet) et de concertation avec les différents ministères et les municipalités.

Les effets sur les inégalités en santé

Bien que le mandat de cette Action concertée soit limité à l'étude des inégalités sociales, considérant que ce projet s'inscrit dans le cadre la PGPS, nous brosons ici un très bref portrait des retombées potentielles de nos recommandations pour limiter les inégalités de santé. Dans l'ensemble, peu d'études établissent un lien empirique explicite entre nos recommandations et les inégalités de santé. Des éléments de similarité permettent néanmoins d'attendre des bénéfices en santé de ces interventions.

Petite enfance. De nombreuses études ont documenté les interventions durant l'enfance sur des mesures de fonctionnement ou de développement, qui peuvent, à leur tour, établir une base solide pour assurer une meilleure santé aux âges adultes. Globalement, les revues de littérature et méta-analyses rapportent des effets salutaires de ces programmes à cet égard (Brunsek et al., 2020; Rao et al., 2017; Tanner, Candland, et Odden, 2015). Quant aux garderies subventionnées, des effets bénéfiques sur la santé physique et mentale des jeunes enfants ont été observés suivant une réforme diminuant les coûts et accroissant l'accès en Suède (Van den Berg, 2022).

Éducation. Nos recherches n'ont pas permis de repérer des études sur les impacts du long tronc commun ou de programmes particuliers en éducation sur la santé. Les évidences scientifiques quant à la relation entre l'éducation et le revenu ainsi qu'avec la santé sont toutefois abondantes (Quesnel-Vallée, Bilodeau et Conway, 2021).

Emploi. Le lien entre les conditions d'emploi et la santé est également bien établi empiriquement alors que les emplois précaires sont identifiés comme un déterminant social délétère de la santé (Benach et al., 2014; Quesnel-Vallée et al., 2021).

Aide sociale. Tel qu'évoqué précédemment, les bénéficiaires de l'aide sociale sont généralement en moins bonne santé, mais il importe de considérer la possibilité d'une causalité inversée (Shahidi et al., 2019). Les limites des données actuelles soulignent

la nécessité de mieux documenter les retombées des politiques de transferts sur la santé des populations (Sun et al., 2021).

Logement. L'absence de consensus quant aux logements sociaux appelle à davantage d'études sur différentes populations (Parson et al., 2011; Slopen et al., 2018; Woods et al., 2016). À l'instar de l'assistance sociale, il est possible que les individus utilisant les programmes liés au logement soient déjà en moins bonne santé (Ruel et al., 2010). Par ailleurs, l'accès au logement salubre est aussi un déterminant majeur de la santé (Quesnel-Vallée et al., 2021).

Organismes communautaires. Les organismes communautaires au Québec sont également susceptibles d'avoir des retombées sur la réduction des inégalités de santé (SACAIS, 2020). Certaines études ont effectivement appuyé l'effet d'interventions communautaires sur différents indicateurs de santé (Haslam, Nesbit, Christensen, 2019; Lassi, Haider et Bhutta, 2010).

PARTIE C- MÉTHODOLOGIE

La première phase de ce projet repose sur une revue systématique de la littérature comprenant une série de critères d'inclusion et d'exclusion spécifiques (Annexe 3). Le protocole de recherche est enregistré dans PROSPERO (CRD42020215480). En résumé, notre recherche a ciblé les études qui documentent l'effet d'une politique ou d'un programme spécifique sur les inégalités de revenus ou la pauvreté. Cette relation devait également être documentée dans une perspective causale et faire l'objet de publications dans des revues scientifiques avec évaluation par les pairs. Enfin, notre recherche se limite aux politiques/programmes des pays riches de l'OCDE dont les domaines d'intervention étaient pertinents à ceux de la juridiction québécoise.

Nous avons consulté 15 bases de données générales et spécialisées en considérant toutes les études publiées jusqu'au 9 février 2020. L'extraction des résultats a requis le travail de deux chercheurs indépendants qui ont décrit les études retenues, analysé leur qualité méthodologique et dégagé les tendances des résultats (Annexe 3). À chaque étape d'évaluation, les conflits ont été résolus par un troisième chercheur.

Considérant les critères stricts d'inclusion et d'exclusion inhérents à la revue systématique, une revue narrative a été complétée afin d'enrichir la revue systématique (Annexe 3). Sur la base des résultats du sondage auprès d'experts dans le domaine (Annexe 4), ces revues ont touché les domaines de l'éducation, de la pauvreté et l'exclusion, de la sécurité du revenu et de l'emploi, ainsi que du logement. L'objectif était de repérer les politiques présentes dans les pays pouvant être des vecteurs efficaces de redistribution de la richesse.

La troisième étape de ce projet, complémentaire aux deux susmentionnées, a consisté à réaliser plusieurs groupes de discussion; les détails méthodologiques en lien avec cette étape se trouvent à l'Annexe 6. Une approche de consultations virtuelles s'est avérée nécessaire en raison de la pandémie. Les coordonnées des participants invités nous ont été fournies par les membres du comité de suivi de l'Action concertée et de notre équipe de recherche. Ces informateurs clés étaient issus des secteurs gouvernementaux, communautaires, académiques ou ayant une expérience vécue des situations de pauvreté et d'exclusion sociale. Les groupes ont traité des domaines d'intervention gouvernementale suivants : famille, pauvreté et exclusion, sécurité du revenu et de l'emploi et éducation. Au total, 18 personnes ont participé à cinq groupes de discussion de deux heures chacun portant sur les thèmes suivants :

- les besoins spécifiques du Québec en matière de politiques sociales dans leur domaine d'intervention gouvernementale

- les politiques/programmes québécois devant être prioritairement bonifiés
- la pertinence et la faisabilité d'implanter des politiques/programmes internationaux au Québec
- les politiques/programmes pertinents non discutés.

L'analyse du verbatim des rencontres a fait ressortir les besoins, critiques, succès, solutions, accords, types de transferts, domaines abordés et l'acceptabilité ainsi que la transférabilité. Enfin, nous avons orienté l'analyse vers les mesures les plus consensuelles à travers tous les groupes de discussion, en mettant l'emphase sur la faisabilité et les obstacles liés à l'implantation des politiques discutées.

PARTIE D - PRINCIPAUX RÉSULTATS

Résultats de la revue systématique

L'Annexe 3 présente les résultats de la revue systématique en détail. Au total, 161 études répondaient aux critères d'inclusion. Les études incluses étaient très hétérogènes, tant en termes de politiques/programmes que de mesures des différentes manifestations de la pauvreté et des inégalités. Ce résultat est cohérent avec notre objectif de couvrir et d'identifier le plus grand nombre de politiques pertinentes. Toutefois, il a été difficile de résumer tous les résultats dans ce document et impossible de réaliser une méta-analyse. Nous sommes néanmoins en mesure d'offrir des constats généraux. D'abord, les études incluses ont surtout utilisé un devis quasi-expérimental ou longitudinal. Cette observation permet de juger le poids des preuves empiriques disponibles pour nos recommandations dans ce présent rapport. Veuillez vous référer à l'Annexe 6 pour des fiches synthèses de plusieurs des programmes évoqués dans cette section.

Un fait saillant de cette recherche a trait à la proportion élevée d'études portant sur les États-Unis. Considérant le nombre marginal de programmes ayant été identifiés

en Grande-Bretagne, en Australie et dans d'autres pays anglophones, il est peu probable que ce biais émane de notre stratégie de recherche (effectuée en langue anglaise). Il est donc plus probable que ce grand nombre d'études découle d'une confluence de facteurs incluant : un plus grand recours à des devis expérimentaux pour le développement de programmes sociaux, à la documentation des résultats et à leur publication dans des revues par les pairs, ainsi qu'un biais plus général déjà documenté à la publication de résultats portant sur des populations américaines (Olson et al., 2002).

Il ressort que les principaux programmes de lutte contre la pauvreté aux États-Unis, dont le « *TANF* », l'aide alimentaire et les programmes liés au logement, offrent des résultats mitigés. Toutefois, il est à noter que les programmes liés au logement semblent bénéfiques lorsqu'on exclut des programmes tels que « *Section 8* » et « *Move to Opportunity* ». Certaines études montrent ainsi des retombées positives globalement quant aux programmes d'assistance pour le logement (Kim, 2017; Owens, 2015; Tatian, 2005). Une autre étude suggère des effets positifs des logements sociaux et de l'assistance pour le loyer pour les mères monoparentales en emploi (Cheng, 2010). Deux des études sur le logement ont documenté un programme de soutien à l'accès à la propriété dans la ville de Denver. Ces deux études offrent des résultats encourageants avec quatre effets bénéfiques observés au niveau de quatre associations (Galster et al., 2019 et Santiago, 2017). Une autre expérience conduite aux États-Unis qui semble profitable est le programme de soutien à la petite enfance « *New Hope* » pour lequel 3 études sur 4 ont trouvé au moins un effet bénéfique.

Au Canada, le programme le plus documenté est le « *Projet d'autosuffisance* » qui consiste à donner un supplément de revenu à des parents de familles monoparentales qui quittent l'aide sociale et obtiennent un emploi à temps plein. Sur

un total de 16 relations documentées, 7 suggèrent des effets bénéfiques, 4 offrent des effets bénéfiques limités dans le temps, 1 montre un effet délétère et 4 relèvent des effets non significatifs. Enfin, plusieurs études européennes ont documenté les effets bénéfiques des politiques instaurées dans ces juridictions, mais le faible nombre d'études nous empêche de dégager des tendances.

De façon globale, cette revue systématique soutient l'importance d'intervenir tôt dans la vie pour réduire les inégalités socioéconomiques. Presque toutes les études ciblant la petite enfance entre zéro et cinq ans dans les familles vulnérables ont des effets bénéfiques qui sont observés même jusqu'à l'âge adulte. Ce constat persiste indépendamment du pays et de la mesure de l'inégalité ou de la pauvreté.

Enfin, les études réalisées auprès d'autres groupes en situation de vulnérabilité, dont les femmes ou les assistés sociaux, présentent des résultats plutôt mitigés dans l'ensemble. Des analyses descriptives ont été réalisées à partir de la base de données créée. Les résultats du Tableau 3 de l'Annexe 3 viennent globalement appuyer ces constats. Il est possible que ces résultats découlent d'un fort biais de sélection qui persiste malgré le recours à des méthodes d'analyses causales.

À noter qu'il est possible que l'approche globale que nous avons adoptée dans cette revue systématique n'ait pas capturé toutes les études pertinentes à des programmes spécifiques (p. ex., l'algorithme n'a capturé qu'un article sur le programme MINCOME). Mais dès lors que les programmes prometteurs au niveau de la faisabilité et de l'acceptabilité sont identifiés, il serait possible – et souhaitable – de produire des revues systématiques ciblant chacun de ces programmes explicitement (et incluant notamment la littérature grise, excluse ici).

L'articulation des résultats découlant de la revue systématique et de la revue narrative a alimenté une série de recommandations préliminaires ayant été partagées

avec le Comité interministériel du Plan d'action de la PGPS en juin 2021 (Annexe 5). Enfin, nous avons extrait les politiques qui s'avéraient les plus prometteuses à la lumière de ces deux revues et avons produit de brèves fiches synthèses sur ces politiques (disponibles à l'Annexe 6), que nous avons préalablement partagées avec les membres des groupes de discussion.

Résultats des groupes de discussion

Suivant le guide d'entrevue à l'Annexe 6, nous avons amorcé les groupes de discussion avec une question ouverte portant sur les besoins au Québec dans le domaine d'action gouvernementale spécifié. Les participants aux groupes de discussion (n=18) ont évoqué de nombreux besoins en matière de politiques sociales ou programmes afin de réduire les inégalités de revenu et la pauvreté au Québec. Ces derniers s'articulent autour de deux catégories : des besoins relevant de domaines d'action gouvernementale spécifiques et des besoins transversaux. Par souci d'espace, les détails et les extraits des groupes de discussion retenus sont disponibles en annexe (Annexe 6).

Certains enjeux de politiques sociales au Québec ont été soulevés par différents groupes et ont fait l'objet d'un large consensus parmi les participants. C'est notamment le cas des besoins relativement aux services de garde à la petite enfance, au logement, à l'éducation aux adultes, à l'aide sociale, au salaire minimum, aux conditions d'emploi et aux services communautaires. Il convient de noter que la réitération de certains enjeux par différents groupes pourrait être attribuable à une importante couverture médiatique de certains de ces enjeux au moment des groupes de discussion en décembre 2021 (grève dans les CPE, élections municipales) qui aurait pu rendre plus saillants ces problèmes. Nous présentons ici les enjeux qui faisaient l'objet d'un

consensus parmi plus d'un groupe de discussion. Bien qu'ils portent sur des domaines d'action gouvernementale spécifique, tous ces enjeux ont ceci de commun qu'ils mettent en exergue des difficultés d'accès, souvent associées d'inégalités lorsque les services montrent des variations systématiques de qualité. Ainsi, il faut faire le constat que l'accès aux services n'est pas garanti par leur gratuité ou leur universalité (de principe), et qu'il est important de considérer également les barrières (p. ex., administratives ou géographiques) qui peuvent aller à l'encontre de l'équité.

Les services de garde à la petite enfance. Les participants ont noté un enjeu d'importance contribuant à l'exacerbation des inégalités sociales et de santé parmi les populations en situation de vulnérabilité : l'iniquité d'accès aux services de garde à la petite enfance, particulièrement en ce qui concerne leur qualité. Des éléments de solutions ont été avancés dont l'amélioration de la formation et de la qualification des éducatrices, la provision de repas de qualité, l'accès à des espaces verts, et les liens avec la pédiatrie sociale. Par ailleurs, les services de garde éducatifs à la petite enfance, de qualité et subventionnés ont été unanimement identifiés parmi les mesures à bonifier au Québec. Les participants ont souvent cité les CPE comme un modèle robuste sur lequel il convient de s'appuyer (toutefois, il faut également reconnaître que ce modèle n'est pas optimal hors des agglomérations urbaines).

L'équité en éducation. L'équité d'accès à l'éducation tout au long des parcours de vie a également alimenté les discussions. L'accès inéquitable aux programmes particuliers (p. ex., sport-études) offerts par le système public a notamment été évoqué, soulignant que ces programmes sont souvent associés à des frais supplémentaires qui les rendent inaccessibles à un large pan des familles à moyen et faible revenu. Les informateurs clé ont souligné qu'il ne s'agirait pas ici d'abolir ces programmes, mais plutôt de les rendre plus accessibles financièrement. Ceci, en vue

d'offrir un vaste éventail de choix au plus grand nombre pour rencontrer des besoins diversifiés en soutien de la persévérance scolaire. Les besoins quant à l'éducation des adultes s'avèrent un autre thème récurrent dans plusieurs groupes de discussion. La formation aux adultes est ainsi non seulement perçue comme un outil à privilégier pour réduire la pauvreté, mais a également été présentée comme un moyen d'intégration sociale, ce qui nous a conduit à l'inclure dans nos recommandations en regard de l'accompagnement aux bénéficiaires de l'aide sociale.

L'aide sociale. Les discussions ont fréquemment porté sur plusieurs lacunes de l'aide sociale et de nombreux besoins qui demeurent à combler. Les participants ont d'abord évoqué la nécessité de bonifier l'aide sociale qui ne permet actuellement pas de répondre aux besoins de base de plusieurs groupes d'individus. Plusieurs participants ont identifié la nécessité d'une plus grande flexibilité dans le programme, ainsi que l'importance de revoir le taux de réduction, les catégories de prestataires et de mieux soutenir les transitions vers l'emploi. Il existerait également un besoin de mieux distinguer les personnes qui bénéficient de l'aide sociale pour des motifs économiques et pour des motifs de santé.

Le salaire minimum. Plusieurs groupes de discussion ont souligné la nécessité d'augmenter le salaire minimum pour permettre aux populations de travailleurs de sortir de la pauvreté et atteindre un niveau de vie décent. Par ailleurs, l'augmentation du salaire minimum est également présentée par certains répondants comme une solution à d'autres problèmes liés à la pauvreté, dont l'insécurité alimentaire, l'accès à un logement salubre ou l'épargne pour la retraite.

Les conditions d'emploi. Les discussions entourant les besoins ont fait ressortir la question des lacunes importantes en matière de conditions d'emploi au Québec. À l'instar du salaire minimum, certains participants soulignent que l'étendue de la

précarité d'emploi actuelle serait un frein important pour sortir de la pauvreté, notamment parmi certains bénéficiaires de l'aide sociale. Ainsi, tel qu'évoqué précédemment, la question de la pauvreté ne peut se résorber uniquement par la bonification de l'aide sociale ou du salaire minimum.

Le logement. Un autre besoin pressant soulevé dans plusieurs groupes concerne le logement. Les participants ont notamment fait ressortir l'importance de donner davantage de leviers aux municipalités en matière de logement, la nécessité d'une réglementation plus sévère et d'une surveillance plus étroite du marché locatif, une mise à jour du programme de logements sociaux et de l'allocation au logement, le besoin d'assurer une plus grande dispersion des logements sociaux et abordables à l'échelle de tout le territoire (favorisant ainsi la mixité sociale) ainsi que l'augmentation du nombre de logements abordables et même à prix modique.

Le soutien communautaire. Le rôle crucial des organismes communautaires a été abordé à maintes reprises dans tous les groupes de discussion. À cet égard, il est pertinent de noter que ce constat était partagé non seulement par les acteurs des organismes communautaires, mais également par des acteurs de différents ministères ainsi que par les experts. D'ailleurs, les organismes communautaires ont été nommés comme des courroies de transmissions importantes des besoins et de services entre les familles, l'école, les services de santé, l'insertion socioprofessionnelle ou encore l'aide sociale. En dépit de ce rôle central reconnu, la nécessité de cohésion des services, de concertation et de financement se trouvait au cœur des besoins évoqués.

Comblent les lacunes par l'émulation ou l'inspiration

À la suite de cette évocation des besoins, nous avons demandé aux participants de se prononcer sur la faisabilité et l'acceptabilité des différentes politiques présentées dans les fiches synthèses. De façon intéressante, si la discussion précédente avait soulevé de

nombreux besoins à combler, cette discussion a mené les participants à nommer maintes forces des politiques au Québec, soulignant souvent que les programmes existants avaient des objectifs comparables. Cette prise de conscience, couplée aux défis inhérents au transfert des politiques, a fait ressortir qu'aucune mesure présentée ne semblait importable telle quelle au Québec que ce soit en termes d'acceptabilité ou de transférabilité. Néanmoins, dans plusieurs cas, les participants concevaient plutôt le transfert de ces politiques ou programmes sous le mode proche de l'« émulation » ou de l'« inspiration » (Dolowitz et Marsh, 2000). On retrouve ainsi dans les propos des participants l'idée de prendre des éléments précis qui ne sont pas nécessairement au cœur du programme étranger visé afin de les intégrer et peaufiner ce qui existe déjà au Québec et ainsi combler certains besoins. Les politiques et programmes internationaux jugés les plus prometteurs à cet égard sont présentés ici.

Le système de garderie en Suède. Le système de garderie de qualité suédois a reçu un accueil favorable de la part des participants. Étant étroitement liés aux besoins évoqués quant aux services de garde du Québec, les participants ont retenu certains éléments d'inspiration de ce modèle, dont la qualité de la formation des éducatrices, ainsi que la flexibilité des horaires de services de garde à la petite enfance.

Le programme « Head Start ». Des éléments d'inspiration étaient également présents quant au programme « Head Start » aux États-Unis. Entre autres, des participants ont reconnu les avantages des dimensions intersectorielles du soutien aux familles vulnérables et de la pédiatrie sociale qui sont sous-jacentes au programme, et dont on pourrait concevoir l'émulation au Québec, ainsi que les mesures facilitant l'accès au logement pour les familles vulnérables.

Le système d'éducation finlandais. À l'instar du système de services de garde à la petite enfance en Suède, la Finlande était perçue comme un modèle à suivre en

matière d'éducation, notamment sur le plan de la valorisation de la profession enseignante et du long tronc commun dans le parcours éducatif. Il faut néanmoins mentionner que des enjeux de faisabilité ont été soulevés concernant les transformations majeures qui seraient requises dans le système éducatif québécois. Par exemple, il a été noté que le Québec comporte une plus grande proportion d'écoles secondaires privées qu'en Finlande, ce qui pourrait limiter l'équité d'accès.

Allocation garantie de revenu en Belgique. L'allocation garantie de revenu a reçu un accueil plutôt mitigé de la part des participants. D'une part, la complexité du programme dans son ensemble constituait pour certains un frein pour une implantation au Québec sous la forme d'une imitation. Par ailleurs, certains participants ont noté des ressemblances avec le crédit d'impôt pour la solidarité qui permettraient d'offrir des pistes de solution aux enjeux de fiscalisation du filet social au Québec.

Programme d'activation danois « Flere skal med 2 ». Le programme « Flere skal med 2 » au Danemark figure également sur la courte liste ayant reçu des commentaires favorables. Les participants ont noté des parallèles avec les programmes au Québec qui permettraient de s'en inspirer pour améliorer lesdits programmes. Il a notamment été question d'un accompagnement plus étroit des prestataires et des entreprises jusqu'à l'obtention d'un contrat de travail ainsi qu'une meilleure évaluation des programmes d'activation.

PARTIE E - NOUVELLES PISTES OU QUESTIONS DE RECHERCHE

Le mandat était vaste et ambitieux, et les besoins évoqués nombreux. Ce projet a permis de mettre en lumière plusieurs pistes à explorer pour la réduction des inégalités de richesse au Québec, mais il soulève autant, sinon plus de questions à explorer. Il montre que le projet d'une société plus équitable n'est jamais achevé, puisqu'il porte en soi l'aspiration de faire toujours mieux. Ce constat souligne l'importance de l'évaluation des interventions pour en documenter les retombées, et, si besoin est, rajuster le tir, dans un processus de système apprenant.

En effet, le riche corpus d'études issues des États-Unis dans la revue systématique fait ressortir plusieurs leçons quant aux mesures peu concluantes à éviter (Dolowitz et al., 2000). Par ailleurs, la surreprésentation de cette juridiction illustre la nécessité et la pertinence d'une évaluation plus systématique de l'impact des politiques et programmes sur les inégalités de richesse et de santé dans une perspective causale dans toutes les juridictions, incluant le Québec (Sun et al., 2021). Ainsi, considérant que nos recommandations se limitent à des orientations générales, elles devraient faire l'objet de travaux subséquents d'expérimentation et de documentation (et publication) des résultats, pour assurer une implantation harmonieuse au Québec et faire état de ces succès dans la littérature scientifique, le cas échéant.

Ce constat est d'autant plus important que la dernière rencontre de suivi auprès des différents partenaires de l'Action concertée au printemps 2022 a souligné que nos recommandations étaient en phase avec de nombreuses initiatives gouvernementales (plans d'actions et politiques) en chantier. Nous saluons ces initiatives et rappelons l'importance de procéder à l'évaluation des retombées sur divers indicateurs de santé et de richesse dans une perspective causale. Nous voudrions également souligner l'importance d'adopter une perspective intersectionnelle et interministérielle dans

l'élaboration et la mise en œuvre de ces programmes, considérant les enjeux d'équité d'accès, en particulier à des services de qualité, soulevés par les participants à nos groupes de discussion.

Par ailleurs, la réduction des inégalités de richesse risque de demeurer un projet utopique si l'accumulation de la richesse continue de croître plus rapidement pour les plus fortunés, particulièrement suivant l'exacerbation des inégalités économiques découlant de la pandémie de la COVID-19 (Deaton, 2021; Esseau-Thomas et al., 2022; World Bank, 2022). Par conséquent, pour parvenir à réduire les inégalités et financer les nouvelles mesures, le Québec devra inévitablement se doter des moyens de ses ambitions. À ce titre, il convient de souligner que ce projet n'a pas traité des politiques fiscales, qui mériteraient un projet en soi, vu le rôle fondamentalement structurant qu'elles jouent dans la redistribution. De même, une évaluation en profondeur de l'équité d'accès au système de santé et de son effet redistributeur serait souhaitable, considérant les réformes importantes des dernières décennies, ainsi que celles qui s'annoncent en 2022. La place du privé en santé est en effet plus d'actualité que jamais, et apportera son lot de considération d'équité, vu l'importance de la pratique privée chez beaucoup des professionnels de la santé qui seront appelés à combler les besoins d'accès en temps opportun, comme les psychologues ou les physiothérapeutes.

Le Québec est fort de ses acquis en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion et de prévention en santé, mais il demeure des besoins criants. Au su des retombées bénéfiques de la réduction des inégalités sur la croissance économique (Cingano, 2014) et la santé de la population, le gouvernement gagnerait à envisager rapidement comment mobiliser un effort collectif pour cet important projet sociétal.

PARTIE F - RÉFÉRENCES ET BIBLIOGRAPHIE

- Atkinson, A. (2015). *Inequality: What Can Be Done?*. Cambridge, MA and London, England: Harvard University Press. <https://doi.org/10.4159/9780674287013>
- Boccanfuso, D., Cousineau, J-M., & Fonseca, R. (2017). *Le revenu minimum garanti : une utopie. Une inspiration pour le Québec. Rapport final du comité d'experts sur le revenu minimum garanti. Vol 1. Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.*
https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/RMG_Rapportfinal_volume1_v3_Accessible_FR.pdf
- Borrell, C., Palència, L., Muntaner, C., Urquía, M., Malmusi, D., & O'Campo, P. (2013). Influence of macrosocial policies on women's health and gender inequalities in health. *Epidemiologic reviews*, 36(1), 31-48.
- Brennenstuhl, S., Quesnel-Vallée, A., & McDonough, P. (2012). Welfare regimes, population health and health inequalities: a research synthesis. *Journal of Epidemiology & Community Health*, 66(5), 397-409.
- Dolowitz, D. P., & Marsh, D. (2000). Learning from abroad: The role of policy transfer in contemporary policy-making. *Governance*, 13(1), 5-23.
- Esping-Andersen, G. (1990). *The three worlds of welfare capitalism*: Princeton University Press.
- Giordano, L. S., Jones, M. D., & Rothwell, D. W. (2019). Social Policy Perspectives on Economic Inequality in Wealthy Countries. *Policy Studies Journal*, 47(S1), S96-S118.

- Gornick, J. C., & Smeeding, T. M. (2018). Redistributive Policy in Rich Countries: Institutions and Impacts in Nonelderly Households. *Annual review of sociology*, 44, 441-468.
- Hillel, I. (2020). Holes in the social safety net: Poverty, inequality and social assistance in Canada (No. 2020-06). Centre for the Study of Living Standards.
- Hillier-Brown, F., Thomson, K., McGowan, V., Cairns, J., Eikemo, T. A., Gil-González, D., & Bambra, C. (2019). The effects of social protection policies on health inequalities: evidence from systematic reviews. *Scandinavian journal of public health*, 47(6), 655-665.
- Mosquera, I., Gonzalez-Rabago, Y., Bacigalupe, A., & Suhrcke, M. (2017). The impact of fiscal policies on the socioeconomic determinants of health: a structured review. *International Journal of Health Services*, 47(2), 189-206.
- Muntaner, C., Davis, O., McIsaac, K., Kokkinen, L., Shankardass, K., & O'Campo, P. (2017). Retrenched welfare regimes still lessen social class inequalities in health: a longitudinal analysis of the 2003–2010 EU-SILC in 23 European countries. *International Journal of Health Services*, 47(3), 410-431.
- Phelan, J. C., Link, B. G., & Tehranifar, P. (2010). Social conditions as fundamental causes of health inequalities: theory, evidence, and policy implications. *Journal of health and social behavior*, 51(S1), S28-S40.
- Pickett, K. E., & Wilkinson, R. G. (2015). Income inequality and health: a causal review. *Social Science & Medicine*, 128, 316-326.
- Quesnel-Vallée, A., Bilodeau, J., & Conway, K. (2021). Social policies and health inequalities. *The Wiley Blackwell Companion to Medical Sociology*, 322-345.

Shahidi, F. V., Ramraj, C., Sod-Erdene, O., Hildebrand, V., & Siddiqi, A. (2019). The impact of social assistance programs on population health: a systematic review of research in high-income countries. *BMC public health*, 19 : 2.

Sun, S., Huang, J., Hudson, D. L., & Sherraden, M. (2021). Cash transfers and health. *Annual review of public health*, 42, 363-380.

ANNEXES

Le gabarit de ce rapport ne permettant pas de rendre la profondeur et la richesse du processus de recherche qui a mené aux recommandations, nous avons préparé plusieurs annexes. Celles-ci permettent d'élaborer la méthodologie de l'ensemble de la démarche et des études qui l'appuient, ainsi que de fournir plus de détails quant aux résultats qui sous-tendent nos recommandations.

Pour orienter la lecture de ces annexes, nous commençons par la présentation d'un tableau synthèse reprenant les recommandations et indexant les résultats plus détaillés élaborés à travers les annexes.

ANNEXE 1. Tableau synthèse

Tableau synthèse indexant les résultats sous-tendant les pistes d'action

Pistes	Recension systématique	Revue narrative	Groupes de discussion
<p>1. Assurer l'équité d'accès aux services de garde éducatifs de qualité</p> <p>1.1 Généraliser le modèle des CPE en assurant un accès régional équitable</p> <p>1.2 Offrir des horaires de services de garde à la petite enfance plus flexibles dans les CPE</p> <p>1.3 Positionner les CPE comme une « première ligne » du bien-être et de la santé des tout-petits, notamment en privilégiant une proximité physique et en assurant un lien de référence avec les centres de pédiatrie sociale</p>	<p>Tableau A. Études sous-tendant les recommandations sur l'enfance 0-5 ans, p. 31</p> <p>Tableau 3. Tableaux croisés entre les types de programmes et les retombées positives (enfant), p. 66</p>	<p>Tableau 4. Résultats du sondage pour la revue narrative, p. 70</p>	<p>1.1.1 Les services de garde, p. 139</p> <p>2.1.2 Le programme «<i>Head Start</i>», p. 164</p>

Pistes	Recension systématique	Revue narrative	Groupes de discussion
<p>2. 2. Pour un système d'éducation public qui combat les iniquités</p> <p>2.1 Considérer la subvention des programmes particuliers pour les familles à faible revenu, ou même la gratuité pour tous aux programmes publics</p> <p>2.2 Adopter un ensemble de mesures valorisant la profession enseignante (tel que le salaire, les conditions de travail).</p> <p>2.3 Assurer un suivi individualisé plus efficient des élèves afin de favoriser la réussite et la persévérance</p>	<p>Tableau B. Études sous-tendant les recommandations sur l'éducation, p. 32</p> <p>Tableau 3. Tableaux croisés entre les types de programmes et les retombées positives (éducation), p. 66</p>	<p>Tableau 4. Résultats du sondage pour la revue narrative, p. 70</p> <p>Politiques éducatives et inégalités sociales: comparaison internationale et modèle Finlandais, p. 97</p>	<p>1.2 Des besoins transversaux, p. 156</p> <p>2.1.3 Le système d'éducation finlandais, p. 165</p>
<p>3. Des mesures de protection des travailleuses et travailleurs qui permettent de sortir de la pauvreté</p> <p>3.1 Expérimenter et généraliser un revenu minimum destiné aux travailleuses à faible revenu à partir d'un certain seuil de nombre d'heures.</p> <p>3.2 Bonifier des normes du travail visant à réduire les inégalités dans l'accès aux protections et avantages sociaux (p. ex., délais de préavis,</p>	<p>Tableau C. Études sous-tendant les recommandations sur la protection des travailleurs et du revenu, p. 33</p>	<p>Tableau 4. Résultats du sondage pour la revue narrative, p. 70</p> <p>Revue de la littérature sur les politiques de sécurité du revenu et de l'emploi au Danemark, p. 85</p>	<p>1.1.5 Le salaire minimum, p. 150</p> <p>1.1.6 Les conditions d'emploi, p. 152</p>

Pistes	Recension systématique	Revue narrative	Groupes de discussion
encadrer l'utilisation des contrats temporaires, l'accès aux formations, pensions)		Revue de la littérature sur les politiques de sécurité du revenu et de l'emploi en France, p. 91 Note de recherche de mi-parcours, p. 101	
<p>4. Bonifier l'aide sociale et mieux soutenir les transitions vers l'emploi ou la formation qualifiante</p> <p>4.1 Offrir un niveau de vie décent aux assistés sociaux sans égard à leur capacité de travail</p> <p>4.2 Soutenir l'activation par l'augmentation de la limite du revenu exclu du calcul ainsi qu'un taux de réduction moins marqué de la prestation lors du dépassement de cette limite</p> <p>4.3 Assurer un meilleur accompagnement personnalisé menant vers un emploi ou la formation qualifiante</p>	<p>Tableau D. Études sous-tendant les recommandations sur l'activation, p. 34</p> <p>Tableau 3. Tableaux croisés entre les types de programmes et les retombées positives (activation), p. 66</p>	<p>Tableau 4. Résultats du sondage pour la revue narrative, p. 70</p> <p>Revue de la littérature sur les politiques de sécurité du revenu et de l'emploi au Danemark, p. 85</p> <p>Revue de la littérature sur les politiques de sécurité du revenu et de l'emploi en France, p. 91</p>	<p>1.1.4 L'aide sociale, p. 146</p> <p>2.1.5 Programmes d'activation pour sociaux «<i>Flere skal med 2</i>», p. 168</p>

Pistes	Recension systématique	Revue narrative	Groupes de discussion
		Note de recherche de mi-parcours, p. 101	
<p>5. Accroître l'accès aux logements abordables et sociaux</p> <p>5.1 Assurer une répartition des logements sociaux sur le territoire</p> <p>5.2 Réviser l'allocation logement pour plus d'efficience</p> <p>5.3 Mettre en place un registre des loyers</p>	Tableau E. Études sous-tendant les recommandations sur le logement, p. 36	Revue de littérature sur les politiques d'habitation allemandes et leurs effets sur la redistribution, p. 71	1.1.2 Le logement, p. 142
<p>6. Bonifier et pérenniser le financement des organismes communautaires</p>			1.1.7 Le soutien communautaire, p. 153

Tableau A. Études sous-tendant les pistes en lien avec la petite enfance 0-5 ans

AUTEUR	ANNÉE	PAYS	PROGRAMME/POLITIQUE	INDICATEURS			RÉSULTATS		
				1	2	3	1	2	3
Arteaga	2014	USA	<i>National School Lunch Program (NSLP)</i>	Insécurité alimentaire	Insécurité alimentaire persistante		+	+	
Campbell	2012	USA	<i>Abecedarian Project</i>	Ratio revenu-besoins	Emploi	Réception d'assistance publique	ns	+	+
Cannon	2006	USA	Maternelle, journée complète	Emploi à temps plein maternel			+ mitigé		
Chu	2015	USA	Bien-être social (<i>Aid to Families with Dependent Children (AFDC)</i>) et <i>Temporary Aid to Needy Families (TANF)</i>	Premier revenu d'emploi			+		
Havnes	2015	Norvège	Expansion de services de garde subventionnés	Revenu			mixte, réduit inégalités		
Mohan	2019	Irlande	Partage de coûts de médicaments pour familles ayant carte médicale	Privation matérielle			+ mitigé		
Nores	2005	USA	<i>HighScope Perry Preschool Program</i>	Revenu	Réception d'assistance sociale		+	+	
O'Brien	2018	USA	Politique d'éligibilité Medicaid	Mobilité économique			+		
Reynolds	2007	USA	<i>Child-Parent Center program</i>	Emploi à temps plein	Revenu trimestriel > 3000\$	Réception d'assistance publique	+	ns	ns
Reynolds	2011	USA	<i>Child-Parent Center program</i>	Bons d'alimentation	Emploi à temps plein		+ mitigé	ns	
Thompson	2018	USA	<i>Head Start</i>	Revenu	Revenu familial		+		

Tableau B. Études sous-tendant les pistes en lien avec l'éducation

AUTEUR	ANNÉE	PAYS	PROGRAMME/POLITIQUE	INDICATEURS			RÉSULTATS		
				1	2	3	1	2	3
Boliver	2011	Angleterre	Transition d'école sélective à compréhensive	Mobilité entre quartiles de revenu			+		
Campbell	2012	USA	<i>Abecedarian Project</i>	Ratio revenu-besoins	Emploi	Réception d'assistance publique	ns	+	+
Cannon	2006	USA	Maternelle, journée complète	Emploi à temps plein maternel			+ mitigé		
Jackson	2016	USA	Hausse de financement scolaire	Salaire	Revenu familial	Pauvreté	+	+	+
Kaida	2013	Canada	Éducation et formation de langue pour immigrants	Sortie de pauvreté familiale			+ mitigé		
Nores	2005	USA	<i>HighScope Perry Preschool Program</i>	Revenu	Réception d'assistance sociale		+	+	
Reynolds	2007	USA	<i>Child-Parent Center program</i>	Emploi à temps plein	Revenu trimestriel > 3000\$	Réception d'assistance publique	+	ns	ns
Reynolds	2011	USA	<i>Child-Parent Center program</i>	Bons d'alimentation	Emploi à temps plein		+ mitigé	ns	
Schweinhart	2013	USA	<i>HighScope Perry Preschool program</i>	Emploi	Revenu		+	+	
Thompson	2018	USA	<i>Head Start</i>	Revenu	Revenu familial		+		

Tableau C. Études sous-tendant les pistes en lien avec la protection des travailleurs et du revenu

AUTEUR	ANNÉE	PAYS	PROGRAMME/POLITIQUE	INDICATEURS			RÉSULTATS		
				1	2	3	1	2	3
Boyle	2019	USA	Congé familial payé de Californie	Statut pauvreté	Revenu total de ménage	Revenu total provenant du salaire du ménage	+	+	+
Bider	2008	Canada	<i>Self Sufficiency Project (SSP)</i>	Revenu mensuel	Salaire mensuel moyen	Revenu total mensuel	+ mitigé	+ mitigé	+
Card	2005	Canada	<i>Self Sufficiency Project (SSP)</i>	Participation à l'assistance au revenu	Taux d'emploi	Salaire	+ mitigé	+ mitigé	ns
Connolly	2009	Canada	<i>Self Sufficiency Project (SSP)</i>	Croissance salariale			+		
Deakin	2014	OECD (multiple)	Régulations du travail	Chômage	Fraction de revenu national lié à main-d'oeuvre		+ mitigé	+ mitigé	
Gassman-Pines	2006	USA	<i>New Hope</i>	Croissance salariale	Revenu		+	+	
Huston	2001	USA	<i>New Hope</i>	Emploi	Revenu	Difficultés matérielles	+	+	ns
Huston	2005	USA	<i>New Hope</i>	Emploi	Revenu	Pauvreté	+ mitigé	+ mitigé	+
Morris	2003	Canada	<i>Self-Sufficiency Project (SSP)</i>	Emploi	Revenu	Difficultés matérielles	+	+	+
Reeves	2014	Europe (multiple)	Politiques de protection de l'emploi	Chômage			+ mitigé		
Wulfgramm	2015	Europe (multiple)	Politiques du marché du travail	Stabilité de ré-emploi			+		
Zabel	2013	Canada	<i>Self Sufficiency Project (SSP)</i>	Progression salariale			+		
Zabel	2010	Canada	<i>Self Sufficiency Project (SSP)</i>	Emploi			+		

Tableau D. Études sous-tendant les pistes en lien avec l'activation

AUTEUR	ANNÉE	PAYS	PROGRAMME/POLITIQUE	INDICATEURS			RÉSULTATS		
				1	2	3	1	2	3
Autor	2017	USA	<i>Work First</i>	Revenu			+ mitigé		
Azam	2013	Lettonie	Programme de travail public d'urgence	Revenu du ménage			+		
Behrenz	2016	Suède	<i>Self-employment start-up</i>	Sortie du chômage (vers emploi, emploi autonome ou éducation)			+		
Bitler	2006	USA	<i>Job First</i>	Revenu	Revenu total		+ mitigé	+ mitigé	
Bolhaar	2019	Hollande	Périodes de recherche d'emploi obligatoires	Réception d'assistance sociale	Revenu	Revenu total	+ mitigé	+	ns
Connolly	2009	Canada	<i>Self Sufficiency Project (SSP)</i>	Augmentation salariale (entre emplois ou pendant un même emploi)			+		
Enayati	2019	USA	Programmes de formation School-to-work	Emploi	Revenu		+	-	
Ferracci	2013	France	Conseillers de recherche d'emploi et ressources pour recherche d'emploi	Sortie du chômage			+ mitigé		
Flores-Lagunes	2012	USA	<i>Job Corps</i>	Revenu futur			+		
Gennetian	2002	USA	<i>Child development of the Minnesota Family Investment Program</i>	Taux d'emploi	Pauvreté		+	+	
Hotz	2006	USA	<i>GAIN program</i>	Emploi	Revenu	Réception d'assistance sociale	+ mitigé	+ mitigé	+ mitigé
Hotz	2006	USA	<i>Labor force attachment program</i>	Emploi	Revenu	Réception d'assistance sociale	+ mitigé	+ mitigé	+ mitigé

Ifcher	2010	USA	<i>Employment Services and Placement Program (ESPP)</i>	Sortie du chômage			+		
Ifcher	2010	USA	<i>Work Experience Program (WEP)</i>	Sortie du chômage	Emploi		+	+	
Kopf	2013	Allemagne	Formation courte	Emploi régulier non-subventionné			+ mitigé		
Schochet	2008	USA	<i>Job Corps</i>	Revenu	Emploi		+ mitigé	+ mitigé	
Thomsen	2013	Allemagne	Programmes de formation à l'emploi	Emploi			+		
Thomsen	2013	Allemagne	Tests d'aptitude à l'emploi	Emploi			+		

Tableau E. Études sous-tendant les pistes en lien avec le logement

AUTEUR	ANNÉE	PAYS	PROGRAMME/POLITIQUE	INDICATEURS			RÉSULTATS		
				1	2	3	1	2	3
Cheng	2010	USA	Logement social ou subvention de loyer	Sortie de pauvreté-employé vers non-pauvreté-employé	Sortie de pauvreté-employé vers réception de TANF		+	ns	
Fauth	2004	USA	Logement social (maisons attachées)	Réception d'assistance financière	Emploi		+	+	
Kim	2017	USA	Aide au logement	Insécurité du logement			+		
Owens	2015	USA	Aide au logement	Concentration de pauvreté			+		
Tatian	2005	USA	Aide au logement	Revenu	Salaire	Emploi	+	+	-

ANNEXE 2. Survol de la démarche dans son ensemble

Présentation des différentes étapes de la recherche, incluant le lien avec la PGPS.

LIGNE DU TEMPS

Survol de la démarche dans son ensemble

Politique gouvernementale de prévention en santé

Chantier 5 – Recenser les politiques sociales et fiscales implantées dans d'autres juridictions qui favorisent une meilleure distribution de la richesse dans la société, d'une part, et analyser leur pertinence et leur faisabilité dans le contexte québécois, d'autre part.

Proposition à l'Action concertée ciblée

En réponse à l'appel de propositions de cette Action concertée (AC), ce projet propose de (1) recenser les politiques sociales (budgétaires et fiscales) qui favorisent une meilleure redistribution du revenu ou de la santé dans la société (2) d'analyser ces politiques à la lumière du contexte québécois et (3) d'identifier les meilleures politiques propices à une mise en œuvre au Québec.

Amendement à la proposition

Avril - Ébauche de fiches résumées de la revue narrative sur la Finlande, le Danemark, la France et l'Allemagne

Juin - Amendement à la proposition – dépôt d'une note de recherche préliminaire au comité interministériel de la PGPS

Septembre - Amendement à la proposition – En raison des mesures sanitaires en vigueur la journée de consultation structurée faisant appel à une modification de la méthode de Delphi de Rand a été remplacée par des entretiens de groupe virtuels. L'objectif des entretiens consiste à repérer les besoins au Québec et évaluer l'acceptabilité et la faisabilité des politiques/programmes identifiés lors de la première phase.

Novembre et Décembre - Lettre d'invitation envoyée aux participants pour les entretiens de groupe et entretiens de groupe

2016

2019

2021

2018

2020

2022

Plan d'action interministériel

Chantier 5 Le présent chantier vise à analyser la pertinence d'implanter des politiques sociales et fiscales, ou de bonifier certaines politiques en vigueur, pour favoriser une meilleure redistribution de la richesse dans la société, et ce, à la lumière du contexte social, politique et législatif du Québec et des connaissances les plus récentes.

Protocole de revue systématique et des sondages sur le politiques sociales les plus performant

Janvier - Protocole de revue systématique des études sur la relation entre un programme/politique et la pauvreté et l'inégalité de revenu

Mars - Mesures sanitaires de la santé publique pour endiguer la COVID-19

Décembre - Sondage aux partenaires, aux experts de l'équipe de recherche et aux membres du chapitre sur les politiques sociales de l'Association internationale de sociologie afin d'identifier les pays les plus performants en matière de réduction des inégalités dans des domaines d'interventions spécifiques

Dépôt final du rapport de recherche

Février - Dépôt préliminaire du rapport de recherche

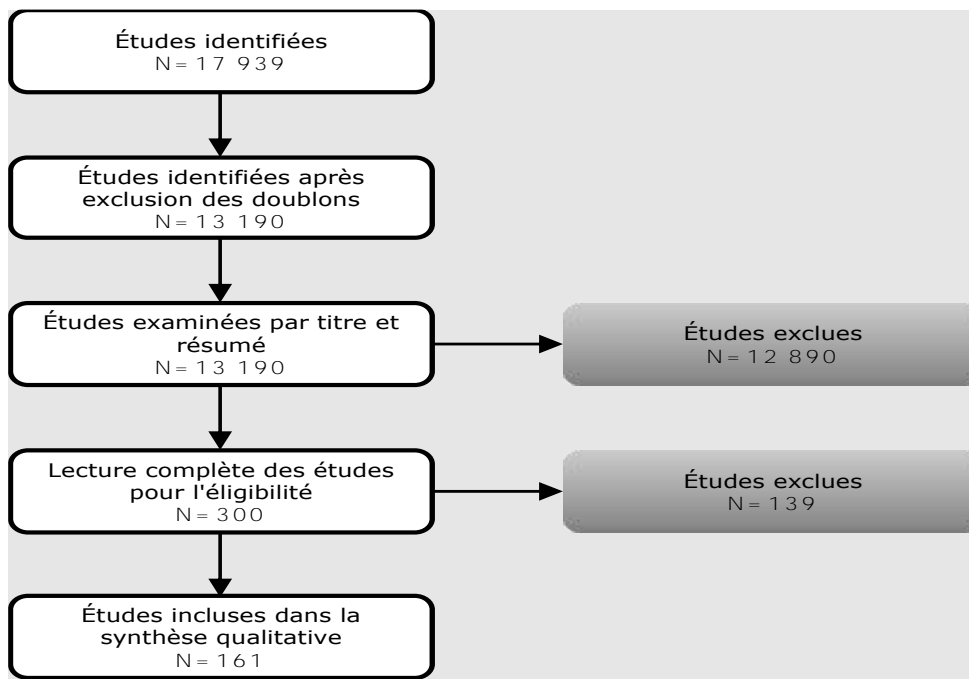
Mai - Dépôt final du rapport de recherche

ANNEXE 3. Revue systématique

Méthodologie de la revue systématique

La première phase de ce projet repose sur une revue systématique de la littérature comprenant une série de critères d'inclusion et d'exclusion spécifiques. Le protocole de recherche est enregistré dans PROSPERO (CRD42020215480). Globalement, notre recherche a ciblé les études qui documentent l'effet d'une politique/programme spécifique et a exclu les études qui se concentrent sur les régimes d'État providence. Ensuite, nous avons sélectionné les études qui documentaient l'effet d'une politique/programme sur l'inégalité de revenus ou la pauvreté. Une définition large de la pauvreté et des inégalités a été adoptée, allant de l'insécurité alimentaire autodéclarée au calcul du faible revenu à partir de bases administratives. Cette relation devait également être documentée dans une perspective causale. Plus précisément, nous avons inclus les études expérimentales, quasi-expérimentales, longitudinales, les expériences naturelles ou les études avec des variables instrumentales. Notre recherche se limite aux études publiées dans des revues scientifiques et évaluées par les pairs. Afin d'assurer une pertinence avec le contexte socio-politique du Québec, nous avons ajouté un critère d'inclusion géographique, en limitant notre analyse aux études provenant des pays démocratiques à haut revenu qui sont membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE; Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Chili, Corée du Sud, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République slovaque, République tchèque, Royaume-Uni, Slovénie, Suède et Suisse). Enfin, notre recherche se limite aux politiques/programmes des pays riches de l'OCDE

dont les domaines d'intervention étaient pertinents à ceux de la juridiction québécoise : éducation, famille, sécurité du revenu et emploi, pauvreté et exclusion, santé et services sociaux, logement et fiscalité. Ces trois derniers critères ont été retenus afin de faciliter l'identification des politiques/programmes susceptibles d'être implantés dans la province du Québec.



Nous avons consulté 15 bases de données générales et spécialisées, dont Cochrane Library, the Campbell Library, MEDLINE, Embase, Web of Science Core Collection, CINAHL, Scopus, EconLit, SocIndex, Policy file index, ProQuest central, International Bibliography of the Social Sciences (IBSS), Urban studies abstracts, Ageline et PsycINFO, en considérant toutes les études publiées jusqu'au 9 février 2020. L'extraction des résultats a été réalisée à partir du logiciel COVIDENCE. Cette étape a aussi requis le travail de deux chercheurs indépendants et a conduit à décrire les études retenues, à analyser leur qualité méthodologique et à dégager les tendances des

résultats. À chaque étape d'évaluation, les conflits ont été résolus par un troisième chercheur. Nous avons eu recours à une version modifiée du « *Newcastle-Ottawa Scale (NOS) for assessing the quality of nonrandomised studies in meta-analyses* » pour l'analyse de la qualité des études (Higgins et al., 2011; Wells et al., 2000).

Résultats de la revue systématique

Notre stratégie de recherche a permis de repérer 17 939 études correspondant à un total de 13 190 après exclusion des doublons. Deux chercheurs et deux assistants de recherche ont indépendamment passé en revue tous les titres et résumés de ces études et ont identifié 300 études éligibles pour l'examen du texte intégral. À la suite de la révision intégrale, 161 études répondaient à nos critères d'inclusion et ont été utilisées pour extraire les données pertinentes en fonction de critères prédéterminés.

Les études incluses étaient très hétérogènes, tant en termes de politiques/programmes que de mesures des différentes manifestations de la pauvreté. Ce résultat est cohérent avec notre objectif de couvrir et d'identifier le plus grand nombre de politiques pertinentes. Par conséquent, il a été difficile de résumer tous les résultats dans ce document et impossible de réaliser une méta-analyse. Cependant, des constats généraux peuvent tout de même être soulevés. D'abord, les études incluses ont plutôt utilisé un design quasi-expérimental ou longitudinal. Cette observation permet de juger le poids des preuves empiriques disponibles pour formuler nos recommandations dans ce présent rapport.

Un premier fait saillant consiste en la proportion élevée d'études menées aux États-Unis. Considérant le nombre marginal de programmes ayant été identifiés en Grande-Bretagne, en Australie et dans d'autres pays anglophones, il s'avère peu

probable que la stratégie de recherche effectuée en langue anglaise ait conduit à un biais.

Il ressort que les principaux programmes de luttres contre la pauvreté aux États-Unis offrent des résultats mitigés. En 1996, les États-Unis ont entrepris une réforme majeure de leur aide sociale. Cette réforme, ancrée dans une logique de « workfare », visait d'abord à inciter les individus à intégrer rapidement un emploi sans égard aux conditions et diminuer leur dépendance à l'aide sociale (Connolly et Marston, 2005). C'est dans cette finalité que le programme « *Aid to Families with Dependent Children* » (AFDC) a été suppléé par le programme « *Temporary assistance for needy families* » (TANF). Relativement à son prédécesseur, le programme « *TANF* » a la particularité d'être normalement accessible pour une période limitée de 2 années consécutives et 5 ans tout au long de la vie avec des exigences quant au nombre d'heures travaillées en fonction de la situation familiale (Gonzales, Hudson et Acker, 2007; Huffmann et Jensen, 2005). Si la réforme donne un cadre général, l'administration du programme et les critères d'éligibilité sont à la discrétion des États. Les études repérées indiquent que ces deux programmes seraient globalement inefficaces dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités. Les retombées du « *AFDC* » seraient non significatives dans 5 relations, délétères dans 3 relations et bénéfiques dans 2 relations. Sur 9 relations documentant les répercussions du « *TANF* », 3 étaient bénéfiques, 5 étaient non significatives, et 1 était délétère. Nous retrouvons également trois études qui documentent l'effet du AFDC et du TANF dont 2 rapportent des retombées positives et 1 négative.

Les effets des programmes d'aide alimentaire aux États-Unis sont également mitigés. Au tournant des années 2000, le programme d'aide alimentaire national consistait essentiellement à fournir des coupons pour les familles vulnérables éligibles qui pouvaient être échangés afin de se procurer la plupart des aliments consommables

(excepté certains produits, dont l'alcool et les aliments de luxe). En 2008, le programme a été renommé « *Supplemental Nutrition Assistance Program* » (SNAP) suivant le « *Farm Bill* ». Ce nouveau programme remplace toutes les références aux coupons ou « stamps » par des cartes (type carte de débit) qui se renouvellent automatiquement pour les familles éligibles. Certaines relations documentées dans ces études soutiennent un effet bénéfique (10/22), d'autres ont montré des effets délétères (5/22), et d'autres ne révèlent aucun effet (7/22). À noter toutefois que le programme SNAP (7/8) reçoit davantage de soutien empirique quant aux retombées positives sur la réduction de diverses mesures de pauvreté comparativement aux bons alimentaires (4/14).

Les résultats sont tout autant mitigés en matière de logement. Sur un total de 39 relations documentées, 12 ont réussi à réduire la pauvreté ou les inégalités de revenus, 11 se sont avérées délétères, et 16 étaient non significatives. Ces résultats globaux dissimulent toutefois une large diversité des programmes évalués. Plusieurs effets non significatifs sont effectivement liés aux programmes tel que « *Moving to opportunity* » ou « *Section 8* ». Le programme « *Moving to opportunity* » est une expérience conduite dans les villes de Baltimore, Boston, Chicago, Los Angeles et New York. L'expérience consistait à offrir des bons de logement à des familles provenant de quartier à très faible revenu avec l'obligation de se reloger dans des quartiers à très faible niveau de pauvreté (Blumenberg et Pierce, 2014). Le programme n'a toutefois pas été en mesure de répondre aux attentes sur les plans social et économique (Blumenberg et Pierce, 2014; Katz, 2001) quoique l'étude de Nguyen montre que ce programme a conduit à une augmentation des conditions économiques parmi le groupe expérimental (Nguyen et al., 2017). Le programme « *Moving to opportunity* » découle d'un projet plus large nommé « *Section 8* ». Ce dernier consiste essentiellement à offrir des coupons aux familles éligibles leur permettant d'aménager dans un logement social ou dans

n'importe quelle habitation du secteur privé en défrayant seulement une portion des coûts de loyer. Suivant une logique similaire, l'étude de Fauth (2004) montre des effets bénéfiques d'un programme de mobilité résidentielle pour des personnes vivant dans des logements publics dans la ville de Yonker (New-York). L'étude de Berger (2008) suggère des effets bénéfiques sur la charge locative et les difficultés de payer le loyer de l'assistance fondée sur l'unité d'habitation contrairement à celles basées que sur la personne parmi les mères monoparentales. Plusieurs études montrent aussi des retombées positives relativement aux programmes d'assistance pour le logement (Kim, 2017; Owens, 2015; Tatian, 2005). Une autre étude suggère certains effets positifs des logements sociaux et de l'assistance pour le loyer pour les mères monoparentales en emploi (Cheng, 2010).

Deux des études sur le logement documentent un programme de soutien à l'accès à la propriété dans la ville de Denver. Ces deux études offrent des résultats encourageants avec 4 effets bénéfiques observés sur 4 relations (Galster et al., 2019 et Santiago, 2017). Dans les deux cas, cela a pour effet d'augmenter le revenu des personnes vulnérables et de leur assurer une stabilité de revenu. En résumé, les personnes inscrites au programme ont l'occasion d'élaborer des plans de formation et de services individuels décrivant leurs objectifs de développement du capital humain et financier en collaboration avec le personnel de gestion de cas du programme (Santiago, 2017).

Une autre expérience conduite aux États-Unis qui semble profitable est le programme « *New Hope* ». Concrètement, 3 études sur 4 ont trouvé au moins un effet positif (8/11 relations positives dont 2 sont devenues non significatives avec le temps). Ce programme visait à soutenir les familles de travailleurs à faible revenu en leur

apportant un complément de revenu et en leur donnant accès à des services de garde d'enfants à bas prix et subventionnés.

Au Canada, le programme le plus documenté est le « *Projet d'autosuffisance* », qui consiste à donner un généreux supplément de revenu à des parents de familles monoparentales qui quittent l'aide sociale et obtiennent un emploi à temps plein. La particularité de ce programme repose sur un incitatif à demeurer sur l'assistance sociale pendant au moins 12 mois afin d'être éligible au supplément de revenu (Brouillette et Lacroix, 2010). Sur un total de 16 relations documentées, 7 suggèrent des effets bénéfiques, 4 offrent des effets bénéfiques limités dans le temps, 1 indique un effet délétère et 4 des effets non significatifs.

Plusieurs études européennes ont documenté les effets bénéfiques des politiques, mais le faible nombre d'études nous empêche de dégager des tendances. Parmi les exemples de politiques européennes apparemment réussies, on peut citer l'expansion des services de garde d'enfants subventionnés ou la double réforme fiscale en Norvège ou des programmes en Suède tels que le programme de création d'entreprises indépendantes ou le crédit d'impôt sur le revenu gagné pour les immigrants.

Un résultat central qui ressort de cette revue systématique soutient l'importance d'intervenir tôt dans la vie pour réduire les inégalités. Presque toutes les études ciblant la petite enfance entre zéro et cinq ans dans les familles vulnérables ont des effets bénéfiques qui sont observés même jusqu'à l'âge adulte. Ce constat persiste indépendamment du pays et la mesure de l'inégalité ou de la pauvreté. L'étude d'Arteaga et Elflin (2014), montre des effets bénéfiques du programme national de repas à l'école aux États-Unis sur la réduction de l'insécurité alimentaire auprès des enfants. Le programme « *Abecedarian* » auprès d'enfants majoritairement afro-américains défavorisés en Caroline du Nord aux États-Unis a eu des résultats

encourageants sur des indicateurs économiques (Campbell et al., 2014). Les enfants du groupe expérimental ont bénéficié d'une intervention éducative de qualité à plein temps dans une structure d'accueil de la petite enfance à l'âge de 5 ans. Une autre intervention aux États-Unis, le programme « *Child-Parent Center* » fourni des services d'éducation, de soutien familial et de soins de santé aux enfants économiquement défavorisés. Une étude démontre des effets positifs sur l'emploi à temps plein après 19 ans en plus des nombreux autres gains non économiques sur le développement des enfants ainsi que des bénéfices qui surpassent les coûts après 26 ans (Reynold et al., 2007; 2011). Ce programme est une adaptation locale du programme « *Head Start* » ayant aussi démontré des effets économiques positifs à long terme (Thompson, 2018). Le programme « *Head Start* » vise à soutenir la croissance des enfants dans un environnement d'apprentissage positif par le biais d'une variété de services dont l'apprentissage et le développement des jeunes enfants, la santé et le bien-être des familles. Une autre expérience conduite auprès de jeunes enfants vulnérables aux États-Unis dans l'état du Michigan au cours des années 1960 a également des effets positifs à long terme en augmentant le revenu, en diminuant le recours à l'assistance sociale et avec des bénéfices qui surpassent les coûts (Nores et al., 2005). Ce programme, le « *High/Scope Perry Preschool Program* », consistait à donner accès à un programme éducatif pré-maternelle de qualité. En Norvège, l'extension d'un service de garde universel à la petite enfance a eu un effet positif sur la distribution du revenu des plus désavantagés et de ceux au milieu de la distribution, réduisant les inégalités entre les plus riches et les plus pauvres (Havnes & Mogstad, 2015). En Irlande, un système de co-paiement des médicaments prescrits aurait des répercussions positives en réduisant les difficultés matérielles, mais seulement pour la petite enfance et non les enfants plus âgés (Mohan & Nolan, 2020). Enfin, une dernière étude révèle qu'une extension de la

couverture des soins pour la petite enfance avait une incidence positive pour la mobilité économique aux États-Unis (O'Brien & Robertson, 2018).

Tableau 1. Répartition des pays selon la revue systématique

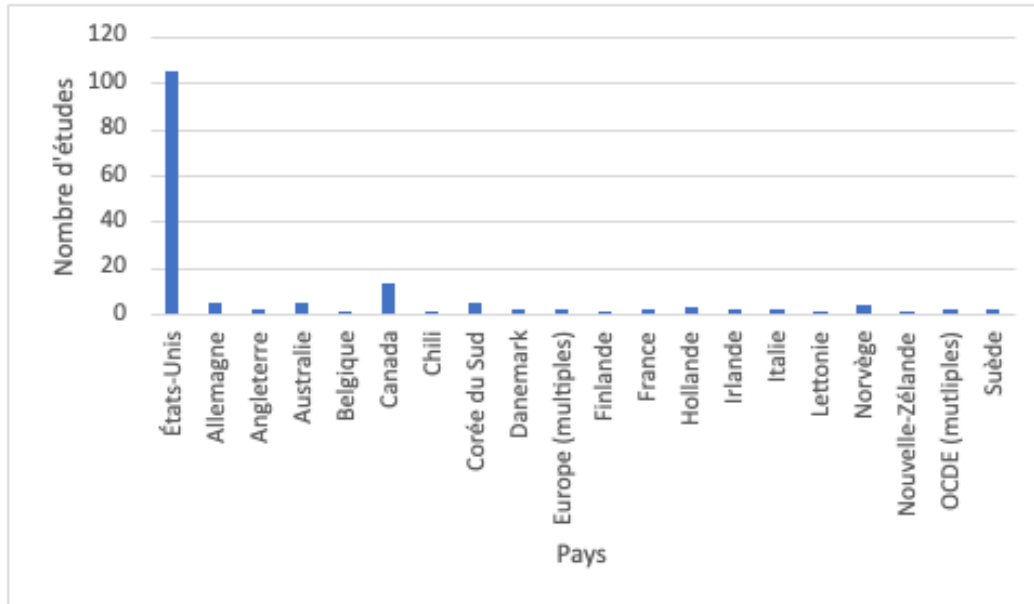


Tableau 2. Études extraites pour analyse dans la revue systématique

AUTEUR	ANNÉE	PAYS	PROGRAMME / POLITIQUE	OUTCOME			RÉSULTATS		
				1	2	3	1	2	3
Aratani	2018	USA	Logement social	Réception de subvention au logement	Réception de AFDC/TANF ou bons d'alimentation	Statut de chômage	- mitigé	ns	ns
Arteaga	2014	USA	<i>National School Lunch Program (NSLP)</i>	Insécurité alimentaire	Insécurité alimentaire persistante		+	+	
Auten	1999	USA	<i>1986 Tax Reform Act</i>	Revenu brut	Revenu imposable		+		
Autor	2017	USA	<i>Work First</i>	Revenu			+ mitigé		
Azam	2013	Lettonie	Programme de travail public d'urgence	Revenu du ménage			+		
Behrenz	2016	Suède	<i>Self-employment start-up</i>	Sortie du chômage (vers emploi, emploi autonome ou éducation)			+		
Berger	2008	USA	Aide au logement	Fardeau du loyer	Difficulté à payer loyer	Insécurité alimentaire	- mitigé	- mitigé	ns
Bider	2008	Canada	<i>Self Sufficiency Project (SSP)</i>	Revenu mensuel	Salaire mensuel moyen	Revenu total mensuel	+ mitigé	+ mitigé	+
Bitler	2006	USA	<i>Job First</i>	Revenu	Revenu total		+ mitigé	+ mitigé	
Bitler	2017	USA	<i>Job First</i>	Revenu			ns		
Bluemenberg	2014	USA	<i>Move to Opportunity</i>	Emploi à temps plein			ns		
Bo	2012	Norvège	2006 Réforme double d'impôts (taxation de	Iniquité horizontale			+		

			dividendes aux niveaux individuel et corporatif)						
Bolhaar	2019	Hollande	Périodes de recherche d'emploi obligatoires	Réception d'assistance sociale	Revenu	Revenu total	+ mitigé	+	ns
Boliver	2011	Angleterre	Transition d'école sélective à compréhensive	Mobilité entre quartiles de revenu			+		
Boockmann	2014	Allemagne	Sanctions pour récipiendaires non-compliants de bien-être social	Emploi			+		
Borland	2011	Australie	<i>Work for the Dole</i>	Sortie du chômage			-		
Brouillette	2010	Canada	<i>Self Sufficiency Project (SSP)</i>	Emploi	Salaire		ns	-	
Boyle	2019	USA	Congé familial payé de Californie	Statut pauvreté	Revenu total de ménage	Revenu total provenant du salaire du ménage	+	+	+
Calnitsky	2017	Canada	Revenu annuel garanti	Participation au marché du travail			-		
Campbell	2012	USA	<i>Abecedarian Project</i>	Ratio revenu-besoins	Emploi	Réception d'assistance publique	ns	+	+
Cancian	2006	USA	<i>Wisconsin Earned Income Tax Credit (EITC)</i>	Emploi			ns		
Cannon	2006	USA	Maternelle, journée complète	Emploi à temps plein maternel			+ mitigé		

Card	2009	Canada	<i>Self Sufficiency Project (SSP)</i>	Taux d'emploi	Salaire horaire		ns	ns	
Card	2005	Canada	<i>Self Sufficiency Project (SSP)</i>	Participation à l'assistance au revenu	Taux d'emploi	Salaire	+ mitigé	+ mitigé	ns
Casalone	2013	Italie	Taxation de revenu personnel	Distribution de revenus bruts			ns		
Chadler	2011	USA	Combinaison de bien-être social et services de santé mentale	Emploi	Revenu		ns	ns	
Chase-Lansdale	2019	USA	<i>Career Advance</i>	Emploi			ns		
Cheng	2010	USA	<i>Temporary Assistance for Needy Families (TANF)</i>	Sortie de pauvreté-employé vers non-pauvreté-employé	Sortie de pauvreté-employé vers réception de TANF		+	ns	
Cheng	2010	USA	Bons d'alimentation	Sortie de pauvreté-employé vers non-pauvreté-employé	Sortie de pauvreté-employé vers réception de TANF		ns	-	
Cheng	2010	USA	Logement social ou subvention de loyer	Sortie de pauvreté-employé vers non-pauvreté-employé	Sortie de pauvreté-employé vers réception de TANF		+	ns	
Cheng	2010	USA	<i>Medicaid</i>	Sortie de pauvreté-employé vers non-pauvreté-employé	Sortie de pauvreté-employé vers réception de TANF		ns	-	
Chernozhukov	2004	USA	401(k)	Avoirs totaux nets	Avoirs financiers	Avoirs financiers	+	+	ns

						nets non-401(k)			
Chu	2015	USA	Bien-être social (<i>Aid to Families with Dependent Children (AFDC)</i> et <i>Temporary Aid to Needy Families (TANF)</i>)	Premier revenu d'emploi			+		
Cockx	2013	Belgique	Allocation Garantie de Revenu	Sortie de chômage vers emploi non-subventionné			+		
Collins	2013	USA	Débarras de bidonvilles et redéveloppement urbain	Revenu familial médian	Taux d'emploi	Taux de pauvreté	+	+	+
Connolly	2009	Canada	<i>Self Sufficiency Project (SSP)</i>	Augmentation salariale (entre emplois ou pendant un même emploi)			+		
Connolly	2005	USA	Programmes d'assistance au revenu au niveau étatique	Salaire	Revenu		+ mitigé	+ mitigé	
Connolly	2005	USA	<i>Temporary Assistance for Needy Families (TANF)</i>	Salaire	Revenu		+ mitigé	+ mitigé	
Davis	2018	USA	Subvention de garde d'enfants	Emploi			+		
Deakin	2014	OECD (multiple)	Régulations du travail	Chômage	Fraction de revenu national lié à l'emploi		+ mitigé	+ mitigé	

Depolt	2009	USA	Bons d'alimentation	Difficultés alimentaires			+		
Depolt	2009	USA	<i>Temporary Assistance for Needy Families (TANF)</i>	Difficultés alimentaires			ns		
Doerrenberg	2014	OECD (multiple)	Dépenses gouvernementales	Inégalité du revenu			+		
Doerrenberg	2014	OECD (multiple)	Dépenses sociales gouvernementales	Inégalité du revenu			+		
Doerrenberg	2014	OECD (multiple)	Imposition progressive	Inégalité du revenu			ns		
Doiron	2004	Australie	Pension pour parent monoparental	Emploi	Chômage	Heures travaillées par semaine	+	ns	-
Doyle	2007	USA	Services d'accueil (foster care)	Emploi	Revenu		ns	-	
Duggan	2007	USA	<i>Child Supplemental Security Income</i>	Pauvreté	Revenu du ménage		+	+	
East	2018	USA	Bons d'alimentation	Emploi			-		
Edmark	2016	Suède	<i>Earned income tax credit (EITC)</i>	Emploi	Revenu		+	+	
Eicher-Miller	2009	USA	<i>Food Stamp Nutrition Education</i>	Insécurité alimentaire	Insuffisance alimentaire		+	+	
Eissa	2004	USA	<i>Earned income tax credit (EITC)</i>	Emploi			- mitigé		
Enayati	2019	USA	Programmes de formation School-to-work	Emploi	Revenu		+	-	

Enayati	2019	USA	Assistance to Families with Dependent Children (AFDC), Bons d'alimentations, ou Supplemental Security Income (SSI)	Emploi	Revenu		-	-	
Fauth	2004	USA	Logement social (maisons attachées)	Réception d'assistance financière	Emploi		+	+	
Feins	2005	USA	<i>Housing Choice Voucher</i>	Revenu total du ménage	Revenu d'assistance sociale		-	ns	
Ferracci	2013	France	Conseillers de recherche d'emploi et ressources pour recherche d'emploi	Sortie du chômage			+ mitigé		
Flores-Lagunes	2012	USA	<i>Job Corps</i>	Revenu			+		
Fording	2013	USA	Sanctions financières pour récipiendaires non-compliants (par rapport au revenu) de Temporary Assistance for Needy Families (TANF)	Croissance de revenu			-		
Forry	2009	USA	Subvention de garde d'enfants	Dépenses de garde d'enfants	Fardeau financier de		+	ns	

					dépenses de soins de santé				
Fortin	2004	Canada	Fin de réduction de versements de bien-être social selon l'âge	Durée d'aide sociale			-		
Fowler	2015	USA	<i>Family unification program</i>	Itinérance visible	Inabordabilité du logement		ns	ns	
Freedmann	2015	USA	<i>Low-Income Housing Tax Credit subsidized rental housing</i>	Concentration de pauvreté	Inégalité de quartier		-	-	
Galster	2019	USA	<i>Home Ownership Program</i>	Revenu	Sortie positive du Denver Housing Authority (DHA)		+	+	
Gassman-Pines	2006	USA	<i>New Hope</i>	Croissance salariale	Revenu		+	+	
Gennetian	2002	USA	<i>Child development of the Minnesota Family Investment Program</i>	Taux d'emploi	Pauvreté		+	+	
Gibson-Davis	2006	USA	Bons d'alimentation	Insécurité alimentaire			- mitigé		
Gonzales	2007	USA	Programmes de diversion pour décourager usage de Temporary Assistance for	Réduction d'usage de Temporary Assistance to Needy Families (TANF)	Emploi	Pauvreté	+ mitigé	-	ns

			Needy Families (TANF)						
Gonzales	2007	USA	<i>Temporary Assistance for Needy Families (TANF)</i>	Emploi	Pauvreté		ns	ns	
Graversen	2010	Danemark	Programmes de marché du travail actif	Emploi			ns		
Greenhakgh	2012	USA	<i>Medicaid recovery programs</i>	Propriété résidentielle	Patrimoine immobilier (home equity)	Portfolio financier	-	-	-
Groves	2016	USA	<i>Temporary Assistance for Needy Families (TANF) et Earned Income Tax Credit (EITC)</i>	Perte d'emploi			+ mitigé		
Guardia	2011	Chili	<i>Chile Solidario</i>	Revenu	Emploi		+ mitigé	+	
Gubits	2016	USA	<i>Aide au logement portable</i>	Revenu			- mitigé		
Gundersen	2017	USA	Bons d'alimentation	Insécurité alimentaire			+		
Hanson	2009	USA	<i>Federal Empowerment Zone</i>	Emploi	Pauvreté		ns	ns	
Havnes	2015	Norvège	Expansion de services de garde subventionnés	Revenu			mixte, réduit inégalités		
Hill	2012	USA	Exemption Age-of-youngest-child (AYC) de critères de travail pour bien-être social	Emploi	Emploi à temps plein		ns	+	

Hotz	2006	USA	<i>GAIN program</i>	Emploi	Revenu	Réception d'assistance sociale	+ mitigé	+ mitigé	+ mitigé
Hotz	2006	USA	<i>Labor force attachment program</i>	Emploi	Revenu	Réception d'assistance sociale	+ mitigé	+ mitigé	+ mitigé
Hotz	2002	USA	<i>Aid to Families with Dependent Children (AFDC)</i>	Emploi	Salaire	Revenu	+ mitigé	+ mitigé	ns
Hoynes	2012	USA	Bons d'alimentation	Offre d'emploi	Salaire	Revenu	-	ns	ns
Hoynes	2018	USA	<i>Earned income tax credit (EITC)</i>	Pauvreté	Revenu		+	+ mitigé	
Huang	2002	USA	Pension pour enfants	Sortie d'assistance sociale	Ré-entrée à l'assistance sociale		+	+	
Huang	2016	USA	<i>National School Lunch Program (NSLP)</i>	Insuffisance alimentaire			+		
Huffmann	2005	USA	Bons d'alimentation	Emploi			ns		
Huffmann	2005	USA	<i>Temporary Assistance for Needy Families (TANF)</i>	Emploi			-		
Huffmann	2008	USA	Bons d'alimentation	Insécurité alimentaire	Emploi		ns	ns	
Huston	2001	USA	<i>New Hope</i>	Emploi	Revenu	Difficultés matérielles	+	+	ns
Huston	2005	USA	<i>New Hope</i>	Emploi	Revenu	Pauvreté	+ mitigé	+ mitigé	+
Ifcher	2010	USA	<i>Employment Services and Placement Program (ESPP)</i>	Sortie du chômage			+		

Ifcher	2010	USA	<i>Work Experience Program (WEP)</i>	Sortie du chômage	Emploi		+	+	
Jackson	2016	USA	Hausse de financement scolaire	Salaire	Revenu familial	Pauvreté	+	+	+
Janeski	2014	USA	Projets d'infrastructures de l'eau et des égouts	Pauvreté			ns		
Jantti	1996	Finlande	Réforme de système de pensions d'un état providence marginal à institutionnel	Revenu moyen	Pauvreté	Inégalité du revenu	+	+	+
Joseph	2019	USA	Bien-être social selon moyens (means-tested)	Ration revenu-pauvreté			-		
Kaida	2013	Canada	Éducation et formation de langue pour immigrants	Sortie de pauvreté familiale			+ mitigé		
Katz	2001	USA	<i>Move to Opportunity</i>	Emploi	Revenu	Réception d'assistance sociale	ns	ns	ns
Katz	2001	USA	<i>Section 8 housing vouchers</i>	Emploi	Revenu	Réception d'assistance sociale	ns	ns	ns
Kim	2018	Corée du Sud	<i>Crisis Assistance Program for Basic Living</i>	Pauvreté			-		
Kim	2014	Corée du Sud	<i>Crisis Assistance Program</i>	Pauvreté			+		
Kim	2015	Corée du Sud	Expansion de National Health	Inégalité de dépenses			+		

			Insurance (NHI) couverture à patients atteints de cancer	catastrophiques de soins de santé					
Kim	2017	USA	Aide au logement	Insécurité du logement			+		
King	2017	USA	<i>Supplemental Nutrition Assistance Program (SNAP)</i>	Insécurité alimentaire			+ mitigé		
Kino	2018	USA	<i>Affordable Care Act Medicaid expansion</i>	Stress par rapport à l'achat de repas nutritionnels	Inquiétude par rapport au paiement du loyer ou de l'hypothèque		+	+	
Kjeldstad	2004	Norvège	Durée plus courte de versements pour parents monoparentaux	Emploi	Chômage		+	-	
Kjeldstad	2004	Norvège	Versements plus élevés pour parents monoparentaux	Emploi	Chômage		ns	ns	
Kjeldstad	2004	Norvège	<i>Cash-for-care benefits</i>	Emploi	Chômage		ns	ns	
Kluve	2018	Allemagne	Versements à parents	Emploi			+ mitigé		
Koning	2017	Hollande	Motivation financière à travailler partiellement lors d'handicap	Emploi	Revenu	Sorite d'assurance invalidité	+	+	ns

Kopf	2013	Allemagne	Formation courte	Emploi régulier non-subventionné			+ mitigé		
Kreider	2012	USA	<i>Supplemental Nutrition Assistance Program (SNAP)</i>	Insécurité alimentaire			+		
Kwon	2018	USA	Couverture médicale publique	Dépenses de soins de santé	Fardeau financier lié à dépenses élevées de soins de santé		+	+	
Leahey	2001	USA	Formation pour emploi	Emploi à temps partiel	Emploi à temps plein		ns	ns	
Lee	2004	USA	Sanctions pour récipiendaires non-compliants de Temporary Assistance for Needy Families (TANF)	Emploi	Réception d'assistance sociale	Difficultés matérielles	- mitigé	ns	-
Leigh	2003	Australie	Revenu minimum	Taux d'emploi			- mitigé		
Leung	2014	USA	<i>Supplemental Nutrition Assistance Program (SNAP)</i>	Insécurité alimentaire			ns		
Loeb	2001	USA	<i>Aid to Families with Dependant Children (AFDC)</i>	Croissance salariale			- mitigé		
Lovett	2017	USA	Electronic benefits transfer (EBT) pour bons d'alimentation	Insécurité alimentaire			-		

Mabli	2015	USA	<i>Supplemental Nutrition Assistance Program (SNAP)</i>	Insécurité alimentaire	Sécurité alimentaire très basse		+	+	
McAllister	2013	Nouvelle Zélande	Soutien financier après blessure/maladie	Revenu médian post-maladie/blessure	Standards de vie relativement bas/bas	Insuffisance du revenu auto-rapportée	+	+	+
McLoyd	2011	USA	<i>New Hope</i>	Emploi	Revenu		ns	ns	
Metsch	2003	USA	Combinaison bien-être social et traitement d'abus de substance	Emploi			+		
Meyer	1998	USA	<i>Aid to Families with Dependant Children (AFDC)</i>	Ratio revenu-besoins	Année au-dessus du seuil de pauvreté		ns	ns	
Milligan	2007	Canada	<i>National Child Benefit Supplement integration with social assistance</i>	Réception d'assistance sociale	Emploi	Revenu	- mitigé	- mitigé	- mitigé
Miltenburg	2018	Hollande	Relocation involontaire due à renouveau urbain	Revenu	Emploi		ns	ns	
Moffitt	2016	USA	<i>Supplemental Nutrition Assistance Program (SNAP)</i>	Sécurité alimentaire très basse			+		
Moffitt	2016	USA	<i>National School Lunch Program (NSLP)</i>	Sécurité alimentaire très basse			ns		

Moffitt	2016	USA	<i>School Breakfast Program (SBP)</i>	Sécurité alimentaire très basse			ns		
Moffitt	2016	USA	<i>Special Supplemental Nutrition Program for Women, Infants, and Children (WIC)</i>	Sécurité alimentaire très basse			ns		
Moffitt	2016	USA	<i>Temporary Assistance for Needy Families (TANF)</i>	Sécurité alimentaire très basse			ns		
Mohan	2018	Irlande	Renouveau de quartier	Pauvreté énergétique			+ mitigé		
Mohan	2019	Irlande	Partage de coûts de médicaments pour familles ayant carte médicale	Privation matérielle			+ mitigé		
Morris	2003	Canada	<i>Self-Sufficiency Project (SSP)</i>	Emploi	Revenu	Difficultés matérielles	+	+	+
Mykerezi	2010	USA	Bons d'alimentation	Insécurité alimentaire			+		
Natichioni	2011	Italie	<i>Public Employment Services (PES)</i>	Emploi			- mitigé		
Noonan	2005	USA	<i>Temporary Assistance for Needy Families (TANF) et Aid for Families with Dependent Children (AFDC)</i>	Salaire			-		

Nores	2005	USA	<i>HighScope Perry Preschool Program</i>	Revenu	Réception d'assistance sociale		+	+	
O'Brien	2018	USA	Politique d'éligibilité Medicaid	Mobilité économique			+		
Olsen	2005	USA	Programmes de logement à faible-revenu	Revenu	Emploi		-	-	
Owens	2015	USA	Aide au logement	Concentration de pauvreté			+		
Owens	2017	USA	<i>Moving to Opportunity</i>	Durabilité intergénérationnelle de pauvreté de quartier			+		
Platt	2003	Angleterre	Soutien au revenu	Pauvreté persistante			+ mitigé		
Platt	2003	Angleterre	Logement social	Pauvreté persistante			-		
Powers	1998	USA	Test d'actifs pour Aid to Families with Dependent Children (AFDC)	Épargne			+		
Ratcliffe	2011	USA	<i>Supplemental Nutrition Assistance Program (SNAP)</i>	Insécurité alimentaire	Insécurité alimentaire très élevée		+	+	
Reeves	2014	Europe (multiple)	Politiques de protection de l'emploi	Chômage			+ mitigé		
Reynolds	2007	USA	<i>Child-Parent Center program</i>	Emploi à temps plein	Revenu trimestriel > 3000\$	Réception d'assistance publique	+	ns	ns
Reynolds	2011	USA	<i>Child-Parent Center program</i>	Bons d'alimentation	Emploi à temps plein		+ mitigé	ns	

Ribar	2005	USA	<i>Aid to Families with Dependent Children (AFDC)</i>	Revenu	Pauvreté	Emploi	ns	ns	
Rice	2014	USA	Test d'actifs pour Aid to Families with Dependent Children (AFDC)	Propriété automobile	Emploi	Réception d'assistance sociale	+	+ mitigé	ns
Rivera	2017	USA	<i>Supplemental Nutrition Assistance Program -- Education (SNAP-Ed)</i>	Sécurité alimentaire			+		
Rivera	2016	USA	<i>Supplemental Nutrition Assistance Program -- Education (SNAP-Ed)</i>	Sécurité alimentaire			+		
Rohe	1997	USA	<i>Gateway Transitional Families Program</i>	Heures travaillées par semaine	Salaire horaire	Réception de <i>Aid for Families with Dependent Children (AFDC)</i> ou bons d'alimentation	+	+	+
Rosenblatt	2017	USA	<i>Neighborhood Transformation Initiative</i>	Chômage	Taux de pauvreté		+	ns	
Rosholm	2010	Danemark	<i>Start-help program</i>	Emploi	Taux de perte d'emploi		+ mitigé	ns	

Saloner	2013	USA	<i>Children's Health Insurance Program (CHIP)</i>	Sécurité alimentaire	Problèmes de logement		ns	ns	
Santiago	2017	USA	<i>Home Ownership Program</i>	Croissance de revenu	Sécurité économique		+	+	
Schels	2013	Allemagne	Bien-être social	Insécurité financière			-		
Schochet	2008	USA	<i>Job Corps</i>	Revenu	Emploi		+ mitigé	+ mitigé	
Schone	2005	Norvège	<i>Cash-for-care (CFC)</i>	Salaire horaire			ns		
Schweinhart	2013	USA	<i>HighScope Perry preschool program</i>	Emploi	Revenu		+	+	
Shaefer	2011	USA	Assurance-maladie publique	Dépenses de soins de santé			+		
Shin	2015	Corée du Sud	Pension d'âge	Difficultés financières			ns		
Sosnaud	2016	USA	Ordonnances municipales de revenu de base	Salaire	Pauvreté	Emploi	ns	ns	ns
Stephens	2007	USA	<i>Seattle and Denver Income Maintenance Experiments (SIME/DIME) Negative income tax program</i>	Heures travaillées			-		
St-Germain	2019	Canada	<i>Nutrition North Canada</i>	Insécurité alimentaire			-		
Tatian	2005	USA	Aide au logement	Revenu	Salaire	Emploi	+	+	-
Terracol	2009	France	Revenu minimum d'insertion (RMI)	Sortie du chômage			- mitigé		

Thompson	2018	USA	<i>Head Start</i>	Revenu	Revenu familial		+		
Thomsen	2013	Allemagne	Programmes de formation à l'emploi	Emploi			+		
Thomsen	2013	Allemagne	Tests d'aptitude à l'emploi	Emploi			+		
Thomsen	2013	Allemagne	Formation de recherche d'emploi	Emploi			ns		
Thomsen	2013	Allemagne	Combinaison de formation à l'emploi, tests d'aptitude à l'emploi et formation de recherche d'emploi	Emploi			ns		
Vuri	2018	USA	Loi de garde d'enfants encourageant garde conjointe	Pauvreté	Revenu	Emploi	-	- mitigé	ns
Weon	2017	Corée du Sud	<i>Hope Growing Account</i>	Revenu du ménage	Statut de pauvreté		mixte, réduit inégalités	mixte, réduit inégalités	
Wilkins	2012	Australie	<i>Working Credit</i>	Emploi	Revenu	Sortie de paiement de soutien au revenu	+ mitigé	+ mitigé	- mitigé
Wu	2008	USA	Sanctions pour récipiendaires non-compliants de Temporary Assistance for	Sortie d'assistance sociale (sans emploi)	Emploi avec revenu plus faible	Emploi avec revenu plus élevé	-	ns	-

			Needy Families (TANF)						
Wu	2008	USA	Niveau de sanction pour récipiendaires non-compliant de Temporary Assistance for Needy Families (TANF)	Sortie d'assistance sociale (sans emploi)	Emploi avec revenu plus faible	Emploi avec revenu plus élevé	- mitigé	- mitigé	- mitigé
Wulfgramm	2015	Europe (multiple)	Politiques du marché du travail	Stabilité de ré-emploi			+		
Yen	2008	USA	Bons d'alimentation	Insécurité alimentaire			+		
Yoshikawa	1999	USA	<i>Aid to Families with Dependent Children (AFDC)</i>	Revenu maternel			-		
Yoshikawa	1999	USA	Centre de garde	Revenu maternel			+		
Yu	2016	Australie	Pension d'âge	Bien-être matériel			+		
Zabel	2013	Canada	<i>Self Sufficiency Project (SSP)</i>	Progression salariale			+		
Zabel	2010	Canada	<i>Self Sufficiency Project (SSP)</i>	Emploi			+		

Tableau 3. Tableaux croisés entre les types de programmes et les retombées positives

Éducation			
Positif	Non	Oui	Total
Non	140	4	144
Oui	154	14	168
Total	294	18	312

Pearson $\chi^2(1) = 4.4021$ Pr = 0.036

Activation			
Positif	Non	Oui	Total
Non	134	10	144
Oui	143	25	168
Total	277	35	312

Pearson $\chi^2(1) = 4.9039$ Pr = 0.027

Soutien alimentaire			
Positif	Non	Oui	Total
Non	128	16	144
Oui	150	18	168
Total	278	34	312

Pearson $\chi^2(1) = 0.0126$ Pr = 0.911

Soins de santé			
Positif	Non	Oui	Total
Non	138	6	144
Oui	160	8	168
Total	298	14	312

Pearson $\chi^2(1) = 0.0532$ Pr = 0.818

Logement			
Positif	Non	Oui	Total
Non	121	23	144
Oui	153	15	168
Total	274	38	312

Pearson $\chi^2(1) = 3.5966$ Pr = 0.058

Soutien au revenu			
Positif	Non	Oui	Total
Non	122	22	144
Oui	144	24	168
Total	266	46	312

Pearson $\chi^2(1) = 0.0607$ Pr = 0.805

Soutien parental

Positif	Non	Oui	Total
Non	125	19	144
Oui	153	15	168
Total	278	34	312

Pearson chi2(1) = 1.4532 Pr = 0.228

Sanctions

Positif	Non	Oui	Total
Non	131	13	144
Oui	166	2	168
Total	297	15	312

Pearson chi2(1) = 10.4067 Pr = 0.001

Multiplés

Positif	Non	Oui	Total
Non	136	8	144
Oui	156	12	168
Total	292	20	312

Pearson chi2(1) = 0.3256 Pr = 0.568

Crédit de taxes

Positif	Non	Oui	Total
Non	141	3	144
Oui	162	6	168
Total	303	9	312

Pearson chi2(1) = 0.6129 Pr = 0.434

Enfant 0 à 5 ans

Positif	Non	Oui	Total
Non	140	4	144
Oui	154	14	168
Total	294	18	312

Pearson chi2(1) = 4.4021 Pr = 0.036

Enfant 6 à 10 ans

Positif	Non	Oui	Total
Non	136	8	144
Oui	151	17	168
Total	287	25	312

Pearson chi2(1) = 2.1908 Pr = 0.139

Enfant 11 à 18 ans

Positif	Non	Oui	Total
Non	133	11	144
Oui	157	11	168
Total	290	22	312

Pearson chi2(1) = 0.1409 Pr = 0.707

Femmes

Positif	Non	Oui	Total
Non	94	50	144
Oui	132	36	168
Total	226	86	312

Pearson chi2(1) = 6.8629 Pr = 0.009

ANNEXE 4. Revue narrative

Considérant les critères rigides d'inclusion et d'exclusion inhérents à la revue systématique, une revue narrative a été complétée afin d'enrichir la revue systématique. Dans l'optique d'objectiver notre démarche, nous avons préalablement réalisé un sondage anonyme auprès des partenaires de cette Action concertée, des experts de l'équipe de recherche, ainsi que de collègues membres du chapitre sur les politiques sociales de l'Association internationale de sociologie pour mettre en exergue les pays les plus performants en matière de redistribution et de réduction des inégalités de richesses. Au total 21 personnes ont répondu au sondage. Les répondants devaient d'abord sélectionner leur domaine d'expertise puis identifier le pays le plus performant pour réduire les inégalités de richesses parmi un groupe de pays classé comme social-démocrate, libéral, conservateur et autres. Les résultats du sondage ont fait ressortir le Danemark, la France, la Finlande, la Nouvelle-Zélande et la République tchèque comme pays des plus performants en matière de redistribution de la richesse dans certains domaines d'interventions.

Sur la base de ces résultats, une revue narrative a été réalisée dans le domaine de l'éducation, la pauvreté et l'exclusion, la sécurité du revenu et de l'emploi ainsi que le logement. L'objectif était de repérer les politiques présentes dans ces pays pouvant contribuer à la bonne performance en matière de redistribution.

Tableau 4. Résultats du sondage pour la revue narrative

	Sociaux-démocrates	Conservateurs	Libéraux	Autres
La famille	Finlande, Islande	Pologne	Canada	Corée du Sud
L'éducation	Finlande (3)	Belgique, France	Canada, États-Unis	Estonie
La pauvreté et l'exclusion sociale	Danemark, Finlande	Belgique, Pays-Bas	Nelle Zélande, Royaume Uni	République Tchèque
La santé et services sociaux	Danemark (2)	France (2)	Nelle Zélande; Canada	République Tchèque; Estonie
Les impôts	Danemark	France	Nelle Zélande	République Tchèque
La sécurité du revenu et de l'emploi	Danemark (2), Finlande	Belgique, France, Pays-Bas	Nelle Zélande, Royaume Uni (2)	Pologne

Revue de la littérature sur les politiques d’habitation allemandes et leurs effets sur la redistribution

Maude Pugliese

Institut national de la recherche scientifique

En matière d’habitation, l’Allemagne (de même que l’Autriche et la Suisse) se distinguent des autres pays d’Europe de l’Ouest et d’Amérique du Nord en affichant un marché locatif très important et un faible taux de propriétaires-occupants. Par exemple, en 2019 seulement 44% des ménages allemands détenaient leur résidence principale, contre 69% pour le Canada (voir la Figure 1 ci-bas). Cette différence tient en grande partie aux politiques d’habitation qui ne définissent pas l’accession à la propriété comme un objectif et ne favorisent pas (fiscalement ou par d’autres mesures) la propriété par rapport à la location en Allemagne (Voigtländer 2009; Schneider and Wagner 2015). Dans ce qui suit, nous offrons un bref survol des politiques d’habitation allemandes en les comparant avec les politiques canadiennes et québécoises. Nous passons aussi en revue la documentation disponible concernant les effets des politiques allemandes sur les dynamiques redistributives.

Les politiques d’habitation allemandes

Les interventions publiques en matière d’habitation peuvent prendre la forme de réglementations ou de subventions visant le marché locatif ou celui de l’achat (Balchin 2013). Comme le Canada, l’Allemagne est une fédération et plusieurs niveaux de

gouvernements sont impliqués dans les politiques d'habitation, générant des différences régionales (particulièrement entre l'Allemagne de l'Est et de l'Ouest) (Wijburg and Aalbers 2017). Certaines constantes sont néanmoins relevées, notamment parce que le niveau fédéral joue un rôle important dans le domaine du logement, comme au Canada (Kofner 2014; Balchin 2013; Voigtländer 2014; Schneider and Wagner 2015).

Au plan des subventions, l'Allemagne intervient très peu par la construction directe de logements sociaux (Schneider and Wagner 2015). Elle stimule plutôt la construction et la rénovation de logements par le secteur privé (ce qui est aussi vrai au Canada; Laberge and Montmarquette 2010). Balchin (2013) fait état de trois programmes principaux en Allemagne, le premier consiste en des prêts sans intérêts offerts aux promoteurs immobiliers en échange de loyers faibles et préalablement négociés pendant une durée déterminée. Le second programme offre des prêts avantageux à des promoteurs locatifs qui visent la classe moyenne en échange d'une fixation des loyers pour une durée déterminée. Cette mesure favorise une offre abondante et abordable de logements de qualité pour la classe moyenne, ce qui constitue l'une des explications pour la popularité de la location (Voigtländer 2009). Finalement, les promoteurs d'habitations prévues pour la vente peuvent également bénéficier de subventions sous forme de prêts avantageux en échange de prix de vente réduits. Selon notre compréhension, le Canada et le Québec stimulent selon des modalités similaires la construction de logements (p. ex., à travers le programme Accès Logis au Québec), mais contrairement à l'Allemagne, les subventions visent exclusivement la construction de logements à loyers modiques et pour des populations spécifiques (faible revenu, avec enfants, personnes âgées, etc.) (Laberge and Montmarquette 2010).

Ces mesures visant à stimuler l'offre de logements et à diriger les prix à la baisse—souvent dites d'aide à la pierre—sont complétées par certaines subventions versées directement aux ménages pour les aider à couvrir leurs coûts d'habitations. Celles-ci sont fournies sous certaines conditions (exemple : revenu minimal, présence d'enfant ou critère d'âge) et elles permettent à des personnes défavorisées d'atteindre un loyer équivalent à un maximum de 30% de leur revenu (Schneider and Wagner 2015; Droste and Knorr-Siedow 2014; Kofner 2014). Des mesures similaires sont disponibles au Canada et au Québec (Laberge and Montmarquette 2010). Finalement, en plus de subventions directes, des subventions indirectes par le traitement fiscal de la propriété foncière sont disponibles pour les propriétaires occupants et les locataires. Les deux types de propriétaires sont exempts de taxation sur les gains en capital réalisés à la suite de la vente de leur biens immobiliers (Schneider and Wagner 2015). Notons qu'au Canada, comme dans bien d'autres pays, seuls les propriétaires occupants bénéficient de cette exemption. La politique fiscale allemande est alors plus neutre au plan de la tenure qu'elle ne l'est au Canada ou ailleurs en Occident, ce qui contribue au dynamisme de l'offre dans le marché locatif privé.

Au plan de la réglementation, trois types de mesures affectent le fonctionnement des marchés de l'habitation: la réglementation des loyers, la réglementation de la construction (zonage, obtention de permis, etc.) et la réglementation du secteur de la finance hypothécaire. Les loyers sont fortement réglementés en Allemagne, les augmentations autorisées sont minimales et une limite de loyer (définie localement pour chaque ville) ne doit pas être dépassée à la conclusion de nouvelles ententes locatives (Kofner 2014; Voigtländer 2014; 2009). Par contre, les propriétaires sont autorisés à des hausse de loyers importantes lors de rénovation et à la construction de nouveaux

logements, ce qui incite la construction et la rénovation et donc le maintien d'un parc locatif abondant et de qualité (Kofner 2014; Voigtländer 2014; 2009). Les locataires sont aussi bien protégés de l'éviction (Schneider and Wagner 2015). En ce qui concerne la réglementation de la construction, ces règles affectent typiquement les coûts de construction et les prix du logement. En Allemagne, comme ailleurs dans le monde, ce type de réglementation est typiquement réalisé au niveau municipal et les tendances pour l'Allemagne en entier sont par conséquent peu documentées. Andrews, Sánchez, and Johansson (2011: p. 30) montrent toutefois que le nombre de jours nécessaires pour l'obtention d'un permis de construction (après sa demande) est parmi les plus bas parmi les pays de l'OCDE (et comparable à la situation au Canada), ce qui suggèrent une réglementation flexible.

Au plan de la réglementation du secteur du prêt hypothécaire, l'Allemagne est beaucoup plus restrictive que les autres pays de l'OCDE, incluant le Canada (Andrews, Sánchez, and Johansson 2011; Wijburg and Aalbers 2017; Kofner 2014; Schneider and Wagner 2015). Le Canada, comme plusieurs autres pays, ont grandement réduit la proportion de mise de fonds nécessaire pour l'obtention d'un prêt hypothécaire en plus d'avoir favorisé la réduction des taux d'intérêt en autorisant des innovations financières comme la titrisation (i.e. mise en commun et revente par les banques de leurs prêts hypothécaire sur des marchés secondaires) (Walks 2014). À l'inverse de ce mouvement de financiarisation (Wijburg and Aalbers 2017), les autorités Allemandes continuent de requérir des mises de fonds importantes; 20% au minimum de la valeur de vente (et jusqu'à 40% pour des prêts qui seront titrisés) (Andrews, Sánchez, and Johansson 2011). La mise de fonds minimale au Canada est actuellement 5%. Par ailleurs, les prêts sur équité, permettant aux propriétaires d'emprunter sur la valeur de leur maison,

ne sont pas autorisés en Allemagne, contrairement au Canada (Andrews, Sánchez, and Johansson 2011). Ces règles plus strictes entourant le prêt hypothécaire contribuent à expliquer pourquoi les Allemands sont peu susceptibles d'être propriétaires de leur résidence et ne tendent à accéder à la propriété que relativement tard au cours de leur vie; à la suite d'un processus d'épargne.

Quels impacts des politiques allemandes pour la redistribution?

Deux courants de pensée se confrontent quand vient le temps d'évaluer les impacts du marché de l'habitation sur la redistribution. D'une part, l'accès à une habitation décente est dans bien des pays (incluant le Canada et le Québec) un droit fondamental (inscrit dans la charte des droits). De ce point de vue, l'accès à un logement abordable en comparaison du revenu pour tous et toutes constitue une mesure redistributive importante. Alors que le prix des maisons a cru très rapidement dans la plupart des pays Occidentaux (incluant le Canada qui a enregistré une des plus fortes hausses depuis l'an 2000), les prix sont demeurés stables en Allemagne sur toute cette période, comme le montre la Figure 2 ci-bas (Kofner 2014; Voigtländer 2014). Plusieurs analystes ont avancé que les politiques allemandes fondent la stabilité des prix (Kofner 2014; Voigtländer 2014; Schneider and Wagner 2015). Selon cette perspective, les politiques favorisant la construction stimulent l'offre de logement, les restrictions sur le crédit hypothécaire réduisent la spéculation et, puisque peu de ménages dépendent de la valeur de leur maison pour le financement de leur retraite et leur bien-être futur, la recherche de rendements sur le capital est moins présente. Également, les données de la *Housing Affordability Database* de l'OCDE indiquent que l'Allemagne affiche des coûts d'habitation par rapport au revenu relativement bas, particulièrement parmi les

ménages à faible revenu. Comme le montre la Figure 3, le ratio du loyer au revenu disponible est sous la barre des 20% en Allemagne, alors qu'il dépasse les 25% au Canada. Le ratio du service de la dette hypothécaire au revenu disponible est en revanche plus similaire au Canada et en Allemagne (à environ 15%). Aussi, la Figure 4 montre que seulement 15% des ménages à faible revenu (dernier quintile de la distribution) ont un loyer en surcharge (i.e. correspondant à 40% ou plus de leur revenu disponible) alors que cette proportion atteint près de 35% au Canada. Finalement, la proportion des ménages se disant satisfaits des coûts d'habitation est plus élevée en Allemagne (près de 60%) qu'au Canada (environ 50%), comme le montre la Figure 5. Si ces données suggèrent une bonne performance de l'Allemagne en matière de coûts d'habitation, nous avons repéré très peu de données probantes sur l'effet spécifique de ses politiques d'habitation. Une exception est Andrews, Sánchez, and Johansson (2011) qui montrent que les pays qui dérèglent leur marché hypothécaire voient en moyenne le prix des maisons s'apprécier dans les années suivantes, suggérant que les restrictions Allemandes contribuent aux faibles coûts d'habitation.

Une autre perspective sur la fonction redistributive de l'habitation veut que l'augmentation du taux de propriétaires-occupants favorise une meilleure redistribution du patrimoine, les politiques libérales de crédit permettant à de plus nombreux ménages d'épargner en accumulant de l'équité au sein d'une propriété. Il s'agit là d'une politique de « asset-based welfare » qui vise à stimuler l'épargne active et la distribution des actifs privés, généralement pour permettre aux états de réduire leur provision directe de services dans les domaines de la santé ou des rentes de retraite. Selon cette perspective, l'absence de promotion de l'accession à la propriété en Allemagne pourrait nuire à la distribution égalitaire du patrimoine. En soutien de cette perspective, des

études américaines suggèrent que l'accession à la propriété a un effet positif sur l'accumulation du patrimoine (Killewald and Bryan 2016). Par contre, d'autres auteurs suggèrent que faciliter l'accession à la propriété ne redistribue pas nécessairement le patrimoine plus également et implique au contraire davantage de risques financiers pour la classe moyenne; le capital apparaissant mieux distribué quand le prix des maisons s'envole, mais revenant rapidement à un plus haut niveau d'inégalité quand la bulle éclate, comme en 2007 aux États-Unis (Wolff 2014; Beracha and Johnson 2012; Beracha, Skiba, and Johnson 2017). Pour ce qui est du cas Allemand, une étude récente note que le patrimoine est effectivement plus inégalement redistribué en Allemagne qu'ailleurs en Europe et qu'au Canada (Davies and Di Matteo 2021), par contre nous n'avons pas repéré d'études liant directement la distribution inégale du patrimoine en Allemagne à son faible taux de propriétaires-occupants.

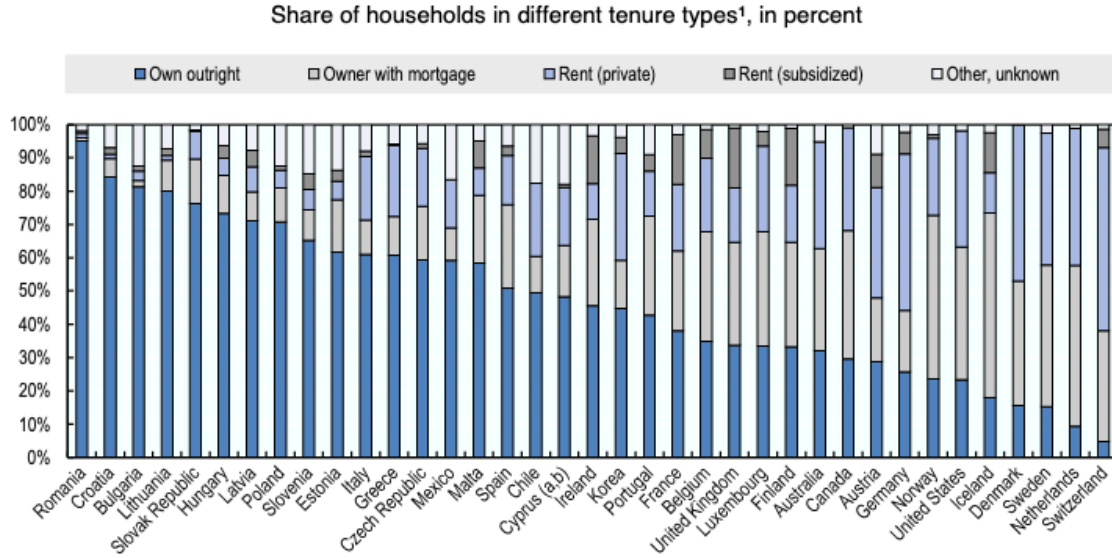
Conclusion

Les différences les plus évidentes entre les politiques allemandes et canadiennes (et québécoises) d'habitation sont le soutien d'un large marché locatif privé en Allemagne (soutien fiscal et à la construction) visant la classe moyenne et la réglementation plus stricte du marché hypothécaire, donnant lieu à de faibles taux de propriétaires-occupants. Peu d'études fournissent des données probantes sur l'effet de ces politiques, mais l'Allemagne fait bonne figure en matière d'abordabilité du logement. La richesse est en revanche plus inégalement distribuée qu'au Canada, ce qui pourrait être lié à la difficulté d'accéder à la propriété (mais aussi au fait que le prix des maisons n'a pas subi d'inflation dans les dernières années en Allemagne, contrairement au Canada).

Figures

Figure 1

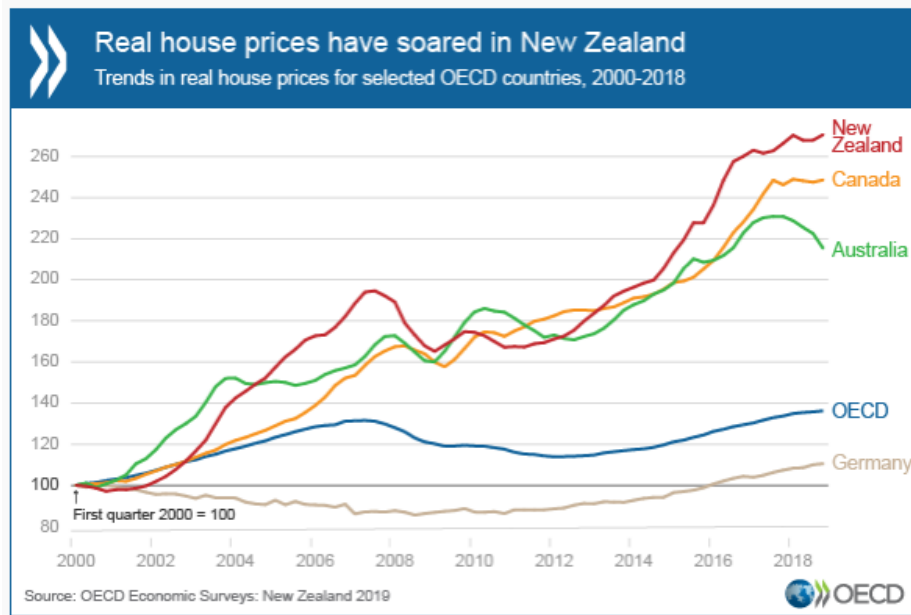
Figure HM1.3.1: Housing tenure distribution, 2018 or latest year available



Source : OECD (2019). HM1.3 HOUSING TENURES. Social Policy Division -Directorate of Employment, Labour and Social Affairs, Affordable Housing Database: p.2.

<https://www.oecd.org/els/family/HM1-3-Housing-tenures.pdf> Consulté le 2 mai 2021.

Figure 2



Source : OECD 2019. *New Zealand can improve well-being through better policymaking and reforms to housing and migration policy.*

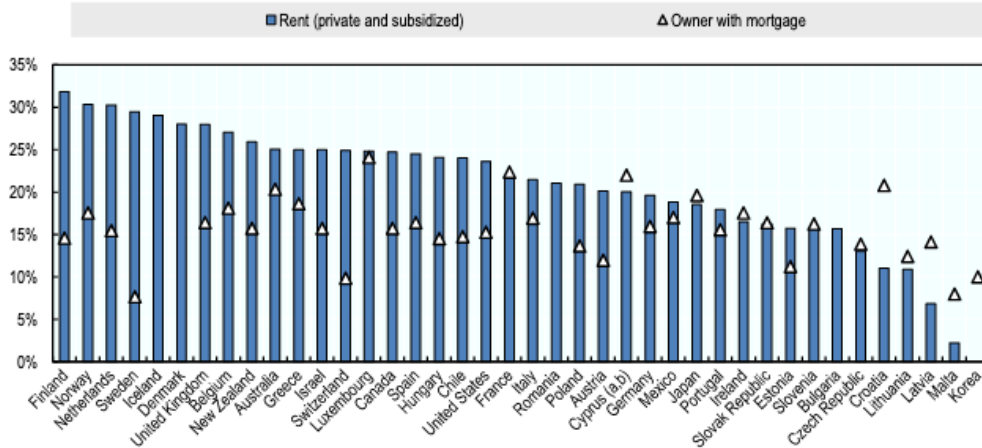
<https://www.oecd.org/fr/presse/new-zealand-can-improve-well-being-through-better-policymaking-and-reforms-to-housing-and-migration-policy.htm>, consulté le 2 mai

2021

Figure 3

Figure HC1.2.1: Households' housing cost burden (mortgage and rent cost) as a share of disposable income, 2018 or latest year available

Median mortgage burden (principal repayment and interest payments) or rent burden (private market and subsidized rent) as a share of disposable income, in percent ^{1 2}

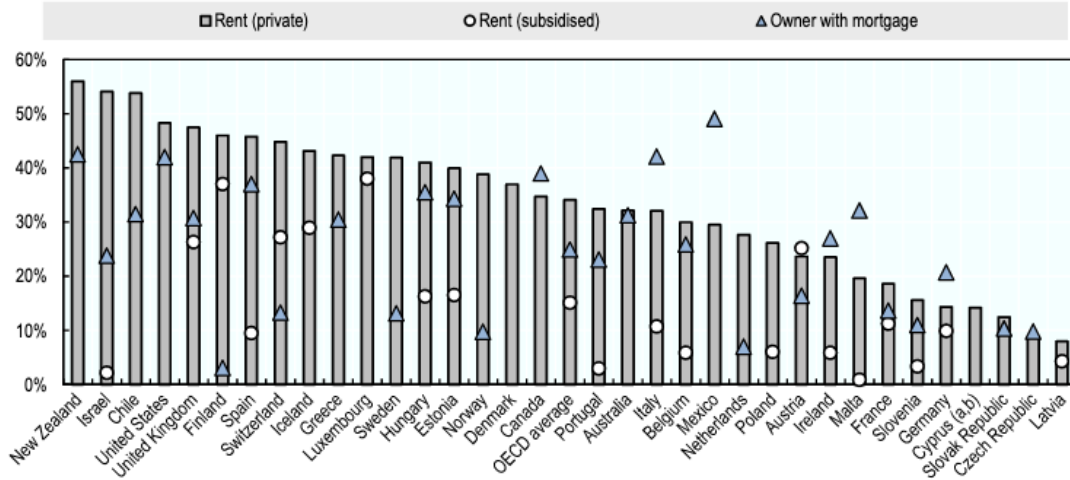


Source : OECD (2020). *HC1.2.HOUSING COSTS OVER INCOME*. Social Policy Division - Directorate of Employment, Labour and Social Affairs, Affordable Housing Database: p.2. <https://www.oecd.org/els/family/HM1-3-Housing-tenures.pdf> Consulté le 2 mai 2021.

Figure 4

Figure HC1.2.3. Housing cost overburden rate for low-income owners (with mortgage) and tenants (private rent and subsidised rent), in % of the population, 2019 or latest year

Share of population in the bottom quintile of the income distribution spending more than 40% of disposable income on mortgage and rent, by tenure, in percent ^{1 2 3}

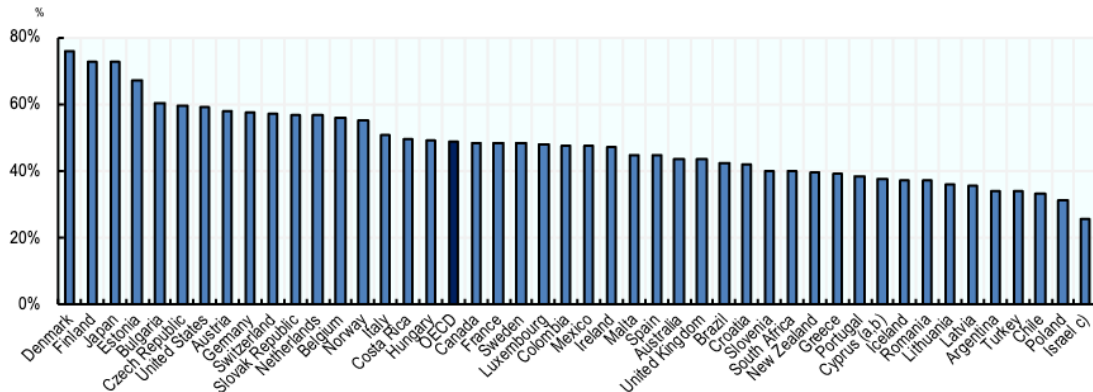


Source : OECD (2020). *HC1.2.HOUSING COSTS OVER INCOME*. Social Policy Division - Directorate of Employment, Labour and Social Affairs, Affordable Housing Database: p.5. <https://www.oecd.org/els/family/HM1-3-Housing-tenures.pdf> Consulté le 2 mai 2021.

Figure 5

Figure HC1.4.1. Satisfaction with the availability of quality affordable housing differs widely across countries

Share of people responding that they are satisfied with the availability of good, affordable housing in their city or area where they live, OECD and partner countries, 2017/2019



Source : OECD (2020). *HC 1.4.SATISFACTION WITH HOUSING AFFORDABILITY*.

Social Policy Division -Directorate of Employment, Labour and Social Affairs,

Affordable Housing Database: p.2. <https://www.oecd.org/els/family/HM1-3-Housing-tenures.pdf> Consulté le 2 mai 2021.

Références

Andrews, Dan, Aida Caldera Sánchez, and Åsa Johansson. 2011. "Les Marchés Du Logement et Les Politiques Structurelles Dans Les Pays de l'OCDE," OECD Economics Department Working Papers, No 836.

<https://doi.org/10.1787/5kgk8t2k9vf3-en>.

Balchin, Paul. 2013. *Housing Policy in Europe*. London: Routledge.

Beracha, Eli, and Ken H. Johnson. 2012. "Lessons from Over 30 Years of Buy versus Rent Decisions: Is the American Dream Always Wise?" *Real Estate Economics* 40 (2): 217–47. <https://doi.org/10.1111/j.1540-6229.2011.00321.x>.

- Beracha, Eli, Alexandre Skiba, and Ken H. Johnson. 2017. "Housing Ownership Decision Making in the Framework of Household Portfolio Choice." *Journal of Real Estate Research* 39 (2): 263–87. <https://doi.org/10.5555/0896-5803.39.2.263>.
- Davies, James B., and Livio Di Matteo. 2021. "Long Run Canadian Wealth Inequality in International Context." *Review of Income and Wealth* 67 (1): 134–64.
- Droste, Christiane, and Thomas Knorr-Siedow. 2014. "Social Housing in Germany." In *Social Housing in Europe*, 183–202. John Wiley & Sons, Ltd. <https://doi.org/10.1002/9781118412367.ch11>.
- Killewald, Alexandra, and Brielle Bryan. 2016. "Does Your Home Make You Wealthy?" *RSF: The Russell Sage Foundation Journal of the Social Sciences* 2 (6): 110–28.
- Kofner, Stefan. 2014. "The German Housing System: Fundamentally Resilient?" *Journal of Housing and the Built Environment* 29 (2): 255–75. <https://doi.org/10.1007/s10901-013-9383-0>.
- Laberge, Mathieu, and Claude Montmarquette. 2010. "L'aide au logement au Québec." *Cirano - Rapport de recherche*, 89.
- Schneider, Martin, and Karin Wagner. 2015. "Housing Markets in Austria, Germany and Switzerland." *Monetary Policy & the Economy*, no. 1: 42–58.
- Voigtländer, Michael. 2009. "Why Is the German Homeownership Rate so Low?" *Housing Studies* 24 (3): 355–72. <https://doi.org/10.1080/02673030902875011>.
- . 2014. "The Stability of the German Housing Market." *Journal of Housing and the Built Environment* 29 (4): 583–94.
- Walks, Alan. 2014. "Canada's Housing Bubble Story: Mortgage Securitization, the State, and the Global Financial Crisis." *International Journal of Urban and Regional Research* 38 (1): 256–84. <https://doi.org/10.1111/j.1468-2427.2012.01184.x>.

Wijburg, Gertjan, and Manuel B. Aalbers. 2017. "The Alternative Financialization of the German Housing Market." *Housing Studies* 32 (7): 968–89.

<https://doi.org/10.1080/02673037.2017.1291917>.

Wolff, Edward N. 2014. "The Asset Price Meltdown and Household Wealth over the Great Recession in the United States." In *Economic Well-Being and Inequality: Papers from the Fifth ECINEQ Meeting*, 22:1–42. Research on Economic Inequality 22. Emerald Group Publishing Limited.

<http://www.emeraldinsight.com.proxy.uchicago.edu/doi/abs/10.1108/S1049-258520140000022001>.

Revue de la littérature sur les politiques de sécurité du revenu et de l'emploi au Danemark

L'une des caractéristiques centrales du Danemark en matière de sécurité du revenu et d'emploi au niveau structurel réfère à la notion de « flexisécurité ». Cette notion repose sur trois piliers nécessaires et interdépendants. Le premier pilier renvoie à la flexibilité qui diminue substantiellement les contraintes des entreprises relativement à l'embauche et le licenciement avec une longue période de probation. Le deuxième pilier concerne la sécurité qui se traduit par une couverture large et généreuse en cas de chômage (avec un remplacement jusqu'à 90% du salaire). Le troisième pilier réfère à des politiques d'activation du marché du travail à travers la formation.

Depuis l'implantation de la réforme en 1994, des chercheurs notent un effritement du pilier de l'assurance emploi à travers de multiples réformes. À partir de 1994, le chômeur avait droit à une période de protection de 7 ans qui est sous-divisée en deux périodes (période passive et période active). La période passive de 4 ans servait à la recherche d'emploi ou la formation. Au-delà de cette période, l'individu entrait dans une période active où il avait le droit et l'obligation d'accepter toutes les offres d'activations (Blache, 2011). La période passive a été réduite à 3 ans en 1996 puis à 2 ans en 1998. En 2000, la période active débute après un an et en 2002 la distinction entre la période passive et active est abolie (4 ans au total). La personne sans emploi doit donc accepter toutes les offres d'activations dès le début des prestations. Enfin, la réforme de 2010 diminue la période d'assurance chômage à 2 ans. Il est également à noter que les individus de moins de 25 ans sont soumis à une période d'activation plus courte. Ainsi, en dépit que les programmes demeurent relativement généreux comparativement aux

pays de l'OCDE, certains suggèrent une intégration de la logique du workfare typiquement anglo-saxon (Bengtsson, 2014), quoique d'autres réfutent cette idée. D'autres suggèrent que la flexicurité n'est peut-être plus adaptée pour décrire le Danemark puisqu'elle ne touche qu'une proportion de la population (Bredgaard et Madsen, 2018).

Certaines conditions essentielles à son succès expliquent par ailleurs pourquoi des tentatives d'importation de flexicurité n'ont pas eu le succès escompté ailleurs, dont la France (Larsen, 2004; Tuchsirer, 2007). D'abord, la réforme s'est construite autour d'un consensus social impliquant les entreprises, les syndicats, les municipalités et la population. Les entreprises ont accepté de faire des concessions importantes considérant les gains en matière de flexibilité. Le fort poids des syndicats pouvait aussi contenir les dérivés possibles de la flexibilité (embaucher seulement des employés à rabais grâce aux politiques d'activation). Il y a aussi le constat que la flexibilité n'est pas nécessairement associée à l'idée de précarité au Danemark (facilité par un remplacement de revenu élevé en cas de perte d'emploi) (Nichols, 2012). D'ailleurs, les dépenses sociales publiques du Danemark figurent parmi les plus élevées avec 28,3% du PIB (OCDE, 2021).

Outre la générosité des prestations, la réduction de la pauvreté et du chômage semble tributaire des politiques d'activation à l'emploi. Une étude expérimentale de Graversen et van Ours (2008; 2011) montre comment un programme d'activation obligatoire a permis de réduire de 30% la période sans emploi comparativement au groupe contrôle. L'étude de Blache distingue quatre types de programmes d'activation : les programmes d'emploi du secteur privé (e.g formation en emploi, soutien à l'apprentissage des

adultes), les programmes d'emploi du secteur public (e.g formation en emploi dans le secteur public, création d'emploi de services ou pool jobs), l'éducation ou la formation, et les services et sanctions. L'étude montre que les programmes d'emploi du secteur privé sont les plus efficaces pour obtenir un emploi et travailler à temps plein (sans être associé à un gain de revenu). Un programme pour les personnes prestataires depuis 5 ans *Flere skal med 1* aurait également des effets positifs sur l'emploi selon un rapport et aurait conduit à son extension à tous les bénéficiaires *Flere skal med 2* (Ramboll, 2018, 2020).

Le document publié par Bredgaard (2018) dresse un portrait des politiques d'activation à l'emploi destinées aux jeunes. Il aborde en détail cinq programmes soit *Bridgebuilding to education*, *Adult apprenticeships*, *Youth benefits*, *Socially useful jobs* et *Resource trajectories program*. Le programme *Youth benefits* (politique familiale) aurait un effet positif sur l'emploi, mais aurait peu d'effet sur les jeunes vulnérables. Le programme *Bridgebuilding to education* et ses effets sont plutôt liés à la scolarité formelle. Le programme *Adult apprenticeships* (réformé en 2018) permettrait des retombées positives sur l'emploi et le revenu (Baiocco et al., 2020). Une étude montre qu'après un an, 70% des personnes ayant suivi le programme sont en emploi comparativement à 58% dans le groupe contrôle (l'écart serait encore plus grand pour ceux étant sur l'assistance sociale). Le programme *Socially useful jobs* (2014) est plutôt destiné aux personnes sous l'assistance sociale, mais aurait des effets globalement positifs sur l'emploi. Enfin, le *Resource trajectories program* (RTP) (2013) vise à développer la capacité de travail et l'employabilité des personnes qui risquent de bénéficier de prestations d'invalidité permanente. Les effets sont toutefois peu documentés et mitigés, appuyant les conclusions de McAllister et al., (2015) suggérant que la

«flexicurité» semble échouer en particulier pour les personnes peu scolarisées atteintes d'une maladie de longue date. Waddington, Pedersen et Liisberg (2016) soulignent que le programme Flexjob n'est pas parvenu à des résultats tangibles parmi les personnes vulnérables. Si le Danemark surpasse le reste de l'Europe pour le taux d'emploi, le taux d'emploi des personnes avec une invalidité sévère est inférieur au reste de l'Europe (24,7% comparativement à 28,6%) (Waddington, Pedersen et Liisberg, 2016).

Relativement au système de retraite, le système danois combine les pensions publiques (par répartition, prestations définies) et du marché du travail (capitalisation, cotisations définies). Comparativement au Canada, une grande proportion de travailleurs sont également couverts par un régime de retraite au travail (Saint-Germain, 2015). Le système de retraite est en transition en ce sens que les pensions du marché du travail sont soumises à une hausse des taux de couverture et de cotisation depuis le début des années 90 (Andersen, 2015). Peu à peu, un nombre croissant de personnes bénéficieront d'une plus grande épargne-retraite à la retraite. Le taux de couverture des pensions professionnelles est supérieur à 90%, contre environ 33% à la fin des années 70 (Anderson, 2019). Les actifs de retraite danois mesurés en pourcentage du PIB sont très élevés (209% du PIB au Danemark) et sont majoritairement dérivés de financiarisation (Anderson, 2019; Balter et al., 2020). Le système a également connu une série de réforme en repoussant l'âge de la retraite à 67 ans d'ici 2022. Quant à ces effets, le système prévient efficacement la pauvreté des personnes âgées et garantit des taux de remplacement raisonnables pour la plupart des retraités (Andersen, 2015).

Références :

- Anderson, K. M. (2019). Financialisation meets collectivisation: occupational pensions in Denmark, the Netherlands and Sweden. *Journal of European Public Policy*, 26(4), 617-636.
- Andersen, T. M. (2015). Robustness of the Danish pension system. *CESifo DICE Report*, 13(2), 25-30.
- Balter, A. G., Kallestrup-Lamb, M., & Rangvid, J. (2020). Variability in pension products: a comparison study between The Netherlands and Denmark. *Annals of Actuarial Science*, 14(2), 338-357.
- Baiocco, S., Simonelli, F., & Westhoff, L. (2020). Study on mapping opportunities and challenges for micro and small enterprises in offering their employees up-or re-skilling opportunities.
- Bengtsson, M. (2014). Towards standby-ability: Swedish and Danish activation policies in flux. *International Journal of Social Welfare*, 23, S54-S70.
- Blache, G. (2011). Active labour market policies in Denmark: A comparative analysis of post-program effects.
- Bredgaard, T., & Madsen, P. K. (2018). Farewell flexicurity? Danish flexicurity and the crisis. *Transfer: European Review of Labour and Research*, 24(4), 375-386
- Gaard, S., & Kieler, M. (2005). Two decades of structural reform in Denmark: a review. *Danish Ministry of Finance Working Paper*, (16).
- Graversen, B. K., & Van Ours, J. C. (2008). How to help unemployed find jobs quickly: Experimental evidence from a mandatory activation program. *Journal of Public economics*, 92(10-11), 2020-2035.

Grönlund, A., Halldén, K., & Magnusson, C. (2017). A Scandinavian success story?

Women's labour market outcomes in Denmark, Finland, Norway and Sweden. *Acta Sociologica*, 60(2), 97-119.

Heggebø, K. (2016). Hiring, employment, and health in Scandinavia: The Danish

'flexicurity' model in comparative perspective. *European Societies*, 18(5), 460-486.

Hultqvist, S., & Nørup, I. (2017). Consequences of activation policy targeting young

adults with health-related problems in Sweden and Denmark. *Journal of Poverty and Social Justice*, 25(2), 147-161.

OCDE. (2021). Base de données sur les dépenses sociales.

<https://www.oecd.org/fr/social/depenses.htm>

Revue de la littérature sur les politiques de sécurité du revenu et de l'emploi en France

La France est caractérisée par un système très distributif de la richesse : le taux de pauvreté figure parmi les plus élevés avant transfert et parmi les plus faibles après transfert (Chevalier et Grobon, 2019). Cela n'est pas étranger au fait que la proportion des dépenses sociales publiques en France soit la plus élevée des pays de l'OCDE avec un taux de 31% du PIB (OCDE, 2021).

En ce qui a trait à la sécurité du revenu et de l'emploi, les indicateurs sont plutôt mitigés relativement à la France. D'un côté, la France a un taux de chômage élevé qui n'a jamais descendu en dessous de 7% depuis 1990 (Belkacem, 2019; Charmettant, 2017). D'un autre côté, le système d'assurance chômage est qualifié de très généreux relativement aux autres pays européens (Dhont-Peltrault, 2017). D'abord, les conditions d'accès sont très favorables considérant la nécessité de travailler 4 mois sur une période de référence de 24 mois. Ensuite, les durées d'indemnisation sont élevées relativement aux pratiques européennes (24 mois pour le régime de droit commun et 36 mois pour les personnes de plus de 53 ans). Par ailleurs, la France se distingue par un niveau très élevé de l'allocation maximale pouvant aller jusqu'à 75% du salaire journalier de référence ou 7650 euros (très faible proportion de travailleurs y ont accès). Coquet (2016) souligne toutefois, qu'en pratique, 60% des chômeurs n'obtiennent pas la durée maximale de 24 mois.

Par ailleurs, bien que les prestations nominales soient relativement élevées, les autres types de transfert sont faibles. Une étude de la DREES montre que l'assurance chômage joue un rôle central de stabilisateur du niveau de vie, et ce même parmi les plus aisés

(Lardeux, 2021). Le taux de remplacement net (considérant l'ensemble des transferts en faveur des demandeurs d'emploi) s'avère inférieur à la moyenne de l'OCDE (67% vs 69%), à l'exception des individus ayant des niveaux de salaires élevés où la France surpasse les autres pays (Coquet, 2016; Dhont-Peltrault, 2017).

Alors que l'Europe s'engageait globalement dans des politiques favorisant une flexibilité du marché au profit de la sécurité, la France a été relativement moins engagée dans cette avenue et s'inscrit davantage dans des mesures protectionnistes de l'emploi. Charmettant (2017) illustre que les législations quant à la protection d'emploi en France figurent maintenant parmi les plus rigides de l'OCDE. Le Code du travail de 2008 énonce par exemple que le contrat à durée indéterminée « est la forme normale et générale de la relation de travail » (Charmettant, 2017). À cet égard, 85% des salariés se trouvent dans des emplois permanents (Charmettant, 2017). La France a également réussi à contenir la progression de travailleurs pauvres comparativement à plusieurs pays d'Europe (p. ex., 7,1% en France alors que la moyenne dans l'UE était de 9,4% en 2019) (ETUI, 2020). D'ailleurs, la France figure parmi les pays qui performant le mieux quant au pourcentage du revenu minimum par rapport au revenu médian et la proportion de travailleurs à faible revenu (Gornick et Smeeding, 2018).

Les réformes relativement à l'emploi en France au cours des dernières décennies ont surtout visé à répondre à la problématique du chômage de masse, notamment parmi les jeunes (Belkacem, 2019; Dinan, 2020). Belkacem (2019) soutient que les réformes du marché du travail pour lutter contre le chômage se sont opérées autour de trois fils conducteurs : des mesures de flexibilisation du travail par la légalisation du travail à durée déterminée (p. ex., Contrat de professionnalisation (2004), contrat unique

d'insertion (2010), contrat d'Accompagnement dans l'emploi (CAE) (2010) ou contrat initiative d'emploi (2010)), des mesures de baisse du coût du travail avec plus de 80 mesures d'allègement des cotisations sociales depuis 1993 et des mesures de formations et d'insertions.

La loi El'Khomi (2016) ou loi relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels à fait l'objet d'un mouvement de contestation majeur. Cette loi apporte des modifications quant aux nombres d'heures travaillées, les majorations salariales en cas d'heures supplémentaires, les motifs de licenciements, la primauté des accords collectifs ainsi que des droits tels qu'une garantie d'accompagnement pour les jeunes en situation de décrochage (18-25 ans), le compte personnel d'activité (CPA) et le droit de déconnexion (Belkacem, 2019). Le compte personnalisé de formation s'inscrit dans le CPA et permet d'accéder à des fonds pour se former. Par contre, Santelmann (2019) montre que les politiques de formations professionnelles ont eu peu d'effet notable sur les demandeurs d'emploi. Plus récemment, la France a instauré la Loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel (2018) (Ministère du Travail de la France, 2018). La succession des réformes liées à la formation professionnelle limite toutefois leur évaluation, d'où le manque d'études à ce sujet.

Plusieurs des mesures de formation et d'insertions professionnelles ont d'ailleurs visé à combler des lacunes dans la logique de protection «familialiste» du système français. Tel que le souligne Chevalier (2019) les jeunes qui ne sont ni en études, ni en emploi, ni en formation (Neets) constituent un angle mort de l'action publique, puisqu'ils représentent à la fois l'échec de la prise en charge par la famille et celui des différents dispositifs publics favorisant l'accès à l'emploi. C'est dans ce contexte qu'ont été

instaurés des programmes destinés spécifiquement aux jeunes. Par exemple, sous la présidence de François Hollande, deux nouveaux dispositifs d'insertion furent instaurés : les emplois d'avenir (2012) et les contrats de génération (2013) remplacés par le parcours contractuel d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie (2016). Ces instruments auront néanmoins un impact très mitigé sur la participation et le chômage (Belkacem, 2019; Guillerm et Hilary, 2019; Minni et Galtier, 2017). Il y a également le Parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, hospitalière et de l'État (2006). À cela s'ajoute le programme « Garantie jeunes » (GJ) ayant été généralisé en 2017. Il vise à « délivrer un accompagnement contractuel et personnalisé vers l'emploi d'une durée d'un an, pouvant comporter des périodes de formation ou d'expériences professionnelles, tout en délivrant une allocation de 485 euros par mois ». Une évaluation menée par la DARES a démontré son impact positif sur l'accès à l'emploi des jeunes qui perdure des mois suivant l'accompagnement (Gaini et al., 2018; Gauthier, 2018; Guillerm et Hilary, 2019).

Le revenu de solidarité active (RSA) créé en 2008 combinait le revenu minimum d'insertion (RMI) et l'Allocation parent isolé (API). Toutefois, le RSA a eu peu d'effet sur le chômage. Un RSA activité a également été créé et était destiné aux travailleurs percevant des revenus modestes. Cette mesure a été fusionnée en 2016 avec la prime pour l'emploi (ouverte aux moins de 25 ans) permettant ainsi de créer la prime d'activité (Chevalier, 2019). Cette mesure visait à encourager les personnes avec un revenu modeste à initier ou reprendre une activité professionnelle tout en soutenant leur pouvoir d'achat. Il faut savoir que le RSA activité et la prime pour l'emploi n'avaient pas eu les effets escomptés, nourrissant le doute quant à l'efficacité de leur fusion. Néanmoins, des données indiquent que le non-recours à cette mesure est nettement

moins élevé (30% contre 68% pour le RSA activité) et qu'elle aurait eu un effet sur la réduction de la pauvreté (Allègre et Ducoudré, 2018; Duvoux, 2020).

Références

- Allègre, G., & Ducoudré, B. (2018). Prime d'activité: quelle efficacité redistributive et incitative?. *OFCE Policy Brief*, 37, 16.
- Belkacem, R. (2019), «Marché du travail et politique de l'emploi en France et en Allemagne». *Dans État, économie et relation de travail en France et en Allemagne*, (pp.41-72). Presse universitaire de la Sarre.
- Charmettant, H. (2017). État des lieux de la protection de l'emploi en France: L'essentiel préservé... jusqu'à maintenant.
- Chevalier, T., & Grobon, S. (2019). Où va la politique de jeunesse en France?. *Revue française des affaires sociales*, (2), 53-77.
- Coquet, B. (2016). *Dégressivité des allocations chômage: une réforme ni nécessaire ni efficace* (No. info: hdl: 2441/19Inu2smsmg8mvp3546onqg5pj0). Sciences Po
- Dhont-Peltrault, E. (2017). L'indemnisation du chômage en France au regard des pratiques européennes. *Economie prevision*, (1), 137-146.
- Dinan, S. (2020). Youth employment incentives: activation policy in Denmark, France and the United Kingdom (2008-2016). Thèse de doctorat. Université de Montréal.
- Duvoux, N. (2020). La révolution silencieuse de la prime d'activité.
https://laviedesidees.fr/IMG/pdf/20200204_pandu.pdf
- Gautié, J. (2018). Rapport final d'évaluation de la Garantie jeunes. Comité scientifique en charge de l'évaluation de la Garantie jeunes.

Gaini, M., Guillerm, M., Hilary, S., Valat, E., & Zamora, P. (2018). Résultats de l'évaluation quantitative de la Garantie jeunes. Quels publics, quels accompagnements et quelles trajectoires des bénéficiaires?. *Travail et Emploi*, (153), 67-88.

Gornick, J. C., & Smeeding, T. M. (2018). Redistributive policy in rich countries: Institutions and impacts in nonelderly households. *Annual review of sociology*, 44, 441-468.

Guillerm, M., & Hilary, S. (2019). La garantie jeunes: quels jeunes et quel bilan après cinq ans?.

European Trade Union Institute. (2020). *Benchmarking Working Europe 2020*. ETUI.

Lardeux, R. (2021). Assurance chômage, prestations sociales et prélèvements obligatoires atténuent de 70% les variations annuelles de niveau de vie des personnes d'âge actif.

<http://www.epsilon.insee.fr/jspui/bitstream/1/142645/1/er1191.pdf>

Minni, C., & Galtier, B. (2017). Emploi et chômage des 15-29 ans en 2015. Un jeune sur dix au chômage.

OCDE. (2021). Base de données sur les dépenses sociales.

<https://www.oecd.org/fr/social/depenses.htm>

Santelmann, P. (2019). La formation professionnelle en France. *Futuribles*, (2), 63-76.

Politiques éducatives et inégalités sociales : comparaison internationale et modèle Finlandais

Stéphane Moulin

Universté de Montréal

1. Apports des travaux de comparaison internationale

Les travaux de comparaison internationale des inégalités scolaires tendent à dégager trois constats : la relative déconnexion des inégalités; l'efficacité des modèles d'intégration individualisée; et l'effet négatif de la ségrégation scolaire et du libre choix des familles (Dubet et al., 2010; Mons, 2007).

D'abord, les dimensions et les facteurs des inégalités sont relativement déconnectées. Il n'y a pas de corrélation significative entre inégalités de revenus et inégalités scolaires : ainsi les sociétés les plus inégalitaires ont parfois des systèmes scolaires plus égalitaires comme la Corée ou le Japon. Par ailleurs, l'école peut n'être efficace que pour une partie des élèves, laissant de côté des enfants de groupes minoritaires ou en retard.

Ensuite, il n'y a pas de corrélation significative entre niveau d'intégration (le fait de scolariser beaucoup d'élèves et longtemps) et inégalités scolaires. Cependant, au sein des pays qui proposent une scolarisation commune plus longue, ce sont ceux qui optent pour l'intégration individualisée (où des modes de soutien individualisé existent sans possibilité de former des groupes de niveaux) qui ont les systèmes d'éducation les moins inégalitaires.

Par ailleurs, l'éducation se transmet plus systématiquement de parents à enfants quand la sélection précoce fait diverger les itinéraires, quand le secteur privé est important et quand les familles peuvent choisir l'école pour leurs enfants. De fait, il existe une corrélation significative entre les inégalités scolaires et le caractère ségrégatif des structures scolaires.

Globalement, le Canada se caractérise par un assez faible niveau d'inégalité scolaire, un niveau assez élevé d'intégration scolaire et par un modèle d'intégration à la carte plutôt qu'individualisé. Au sein des provinces Canadiennes, le système scolaire québécois apparaît cependant comme le système le plus inégalitaire au Canada. Une triple stratification de l'offre scolaire tend à expliquer une partie substantielle des inégalités selon l'origine sociale : les élèves du public régulier tendent à recevoir des populations plus défavorisées que dans le reste du Canada et sont nettement moins susceptibles de réussir scolairement que les élèves du privé ou du public sélectif (Maroy et Kamanzi, 2017).

2. Le modèle Finlandais

Le système scolaire Finlandais pourrait fournir de modèle (Antikainen, 2006). C'est la Finlande qui apparaît en effet comme le pays où on observe à la fois le moins d'inégalités scolaires et les performances moyennes les plus élevées. Cette réussite tient à la fois aux structures et aux pédagogies. Sur le plan structurel, les Finlandais ont mis en place un tronc commun long, homogène et centralisé, public et non sélectif¹. Sur le plan

¹ Les écoles privées, qui représentent moins de 3% des écoles sont financées à 100% par l'État et ne peuvent facturer des frais aux parents. Il n'y a plus de permis alloué par le gouvernement pour en ouvrir de nouvelles. Chaque école, qu'elle soit publique ou privée, a son propre bassin géographique de recrutement.

pédagogique, les Finlandais ont individualisé l'accompagnement des élèves, développé un système par modules qui a mis fin au redoublement, favorisé les travaux de groupe et les thèmes transversaux et limité la charge des enseignants au bénéfice des innovations pédagogiques.

Cependant, des études récentes ont révélé des différenciations croissantes en raison de deux phénomènes : la croissance de la ségrégation sociale des quartiers et la montée d'une logique locale de choix scolaire dans les grandes villes. Si les municipalités avaient mis en place des politiques de logement favorisant la mixité sociale (Bernelius & Vaattovaara, 2016), la ségrégation sociale des quartiers a augmenté dans les grandes zones urbaines, ce qui a contribué à fragiliser la mixité sociale dans les écoles : à Helsinki, les indices de dissimilarité montrent une nette augmentation de la ségrégation selon le revenu et le niveau de scolarité entre 1995 et 2005 (Bernelius & Vilkama, 2019). Par ailleurs, selon la nouvelle loi de 1998 (Basic Education Act), les élèves ont le droit de demander une place dans une école autre que la locale. Le choix de l'école reste rare dans la plupart des municipalités (près de 80% des parents n'envisagent même pas la possibilité, pratiquement aucun dans les zones rurales), mais dans certaines villes, c'est devenu la règle plutôt que l'exception (près de la moitié des élèves d'Helsinki fréquentent une école secondaire en dehors de leur bassin) (Kosunen, 2014). Par ailleurs, les parents peuvent parfois postuler pour une classe avec un accent particulier - par ex. musique ou mathématiques - dans l'une des écoles de la ville ou même dans les villes voisines offrant de telles classes (Romos Lobato et al., 2018).

Dans ces conditions, plusieurs voies sont considérées pour limiter ces nouvelles tendances à la différenciation. Une première voie, qu'on peut qualifier de politique de déségrégation (desegregation policy), consiste à limiter la ségrégation géographique

(par des politiques de logement actives) ou scolaire (en empêchant les dérogations pour sortir du bassin scolaire). Une deuxième voie, dite des bassins équitables (fair-catchment areas), consiste à neutraliser l'effet des stratégies résidentielles des familles en revoyant périodiquement les contours géographiques des bassins sur la base de programme d'optimisation fondée sur l'apprentissage automatique. A l'Université d'Helsinki, un modèle a été proposé pour obtenir des bassins qui minimisent les différences de proportion de personnes immigrantes (Sydänlammi, 2019). Des projets pilotes similaires de bassins équitables ont été proposés ailleurs au sein du monde académique² mais également dans certaines municipalités³.

En somme, l'accompagnement individualisé et la mixité sociale dans les écoles semblent les deux piliers qui contribuent à la fois à expliquer la réussite du modèle Finlandais et qui sont au cœur des propositions ayant pour objectif d'y maintenir l'égalité des chances.

² <https://www.zdaarau.ch/dokumente/CP-Mixit%C3%A9-%C3%A9coles.pdf>

³ Le Conseil scolaire de San Francisco a adopté une nouvelle politique d'affectation des élèves, devant entrer en vigueur en 2023, qui affectera les élèves par zone en tenant compte d'un indice de diversité.
[https://go.boarddocs.com/ca/sfusd/Board.nsf/files/BVYUGB7BF68F/\\$file/BP%205101.2%2C%20Elementary%20School%20Student%20Assignment.pdf](https://go.boarddocs.com/ca/sfusd/Board.nsf/files/BVYUGB7BF68F/$file/BP%205101.2%2C%20Elementary%20School%20Student%20Assignment.pdf)

ANNEXE 5. Note de recherche de mi-parcours

Note de recherche présentant des résultats préliminaires du projet de l'Action concertée du FRQSC : Politiques publiques favorisant la redistribution de la recherche

Jaunathan Bilodeau

Amélie Quesnel-Vallée

Avec la collaboration de Catherine Haeck, Maude Pugliese, Stéphane Moulin et Axel van den Berg

2020-06-02

Préambule

Cette note de recherche présente des données préliminaires recueillies dans le cadre du projet de recherche "Politiques publiques favorisant la redistribution de la richesse: Options pour le contexte québécois", retenu et financé à travers le programme d'Action concertée ciblée se tenant sous l'égide du Fonds de recherche du Québec - Société et Culture, et dont le principal partenaire est le Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS).

Ce projet est dirigé par les Drs. Amélie Quesnel-Vallée et Jaunathan Bilodeau, avec le concours d'une équipe multidisciplinaire de onze chercheurs.euses représentant les disciplines de la sociologie, l'économie, la géographie, la science politique, le travail social et les relations industrielles, ainsi que le soutien d'un comité aviseur constitué de membres de nombreux ministères dont les mandats couvrent les divers champs d'intervention gouvernementale abordés dans le cadre de ce projet.

Ce document présente des suggestions préliminaires de politiques aptes à favoriser la redistribution du revenu et réduire les inégalités. Ils sont issus des premières phases de l'étude. D'abord, nous avons réalisé une revue systématique des études

documentant l'effet des politiques sur les inégalités du revenu et la pauvreté selon une perspective causale. Dans l'optique de faciliter la transférabilité et la faisabilité dans le contexte québécois, nous avons ciblé les interventions dans les pays riches de l'OCDE qui touchent à l'éducation, la famille, la santé et les services sociaux, la pauvreté et l'exclusion, la sécurité du revenu et de l'emploi, le logement, les taxes et impôts. En second lieu, considérant les critères rigides d'inclusion et d'exclusion propre à cette démarche, une revue narrative a également été réalisée pour compléter et enrichir la revue systématique. Enfin, nous avons sollicité l'expertise de notre équipe, du comité avisier, ainsi que de collègues membres du chapitre sur les politiques sociales de l'Association internationale de sociologie pour mettre en exergue les pays les plus performants en matière de redistribution et de réduction des inégalités pour orienter les efforts de recherche. Les co-chercheur.e.s ont fourni des commentaires en réaction à ce document, mais il est à noter que ceux-ci ont mis en exergue la difficulté de juger de la transférabilité à ce stade des analyses.

À la lumière de l'avancement actuel des travaux, ce présent document propose les recommandations suivantes de politiques sociales pour réduire les inégalités de richesse et la pauvreté. Il est à noter cependant que les résultats préliminaires présentés ici sont sujets à changement, et qu'ils n'ont pas fait l'objet d'une analyse de faisabilité et de transférabilité. À cet égard, la consultation auprès des experts de ce projet (les Drs. Haeck, Pugliese, Moulin et van den Berg ont fourni des commentaires en réaction à ce document) a déjà soulevé certains enjeux de faisabilité et de transférabilité à ce stade préliminaire.

1. Intensifier les politiques de développement de la petite enfance

L'un des constats centraux de notre revue systématique est que la quasi-totalité des interventions (n=10/12) visant la petite enfance dans les familles vulnérables apportent des effets bénéfiques qui s'observent pour les parents ainsi que les enfants, et ce, même jusqu'à l'âge adulte^{1,2,3}. Ce constat persiste indépendamment du pays et de la mesure d'inégalité ou de pauvreté. Il en est de même pour les services de garde à la petite enfance ainsi que les repas scolaires subventionnés^{4,5,6,7}. Par exemple, une étude avec des données de l'Angleterre montre une association forte entre la participation en service de garde à la petite enfance et la réussite éducative des jeunes dont la mère a un faible niveau d'éducation⁸. Bien que le Québec soit relativement bien positionné en la matière, les experts de notre équipe soulignent que des améliorations demeurent néanmoins nécessaires notamment au niveau d'un accès plus équitable et de mêmes qualités aux services de gardes subventionnés. Ainsi, il est clair que les enfants provenant de familles situées dans le quintile inférieur des revenus sont beaucoup moins susceptibles d'être allés en CPE, alors même que ce sont les enfants qui pourraient le plus en bénéficier sachant que les études sur la qualité ont clairement démontré que la qualité est plus grande en CPE⁹. D'ailleurs, c'est cet accès moindre des enfants des milieux défavorisés qui peut expliquer pourquoi les études sur le réseau du Québec et le développement des enfants ne trouvent généralement pas d'effets positifs sur le développement moyen des enfants¹⁰.

2. Un revenu minimum pour chaque travailleuse et travailleur

Malgré que le taux de chômage au Québec figure parmi les plus bas du Canada, la proportion élevée de travailleurs pauvres s'avère persistante et préoccupante. Une étude conduite en Belgique corrobore que l'allocation de revenu garanti favorise la transition entre le chômage et l'emploi régulier parmi les jeunes femmes sans emploi¹¹. Il s'agit concrètement d'un revenu d'appoint destiné aux travailleurs pauvres à temps partiel. Nous retrouvons une démarche similaire avec le programme «*New hope*» aux États-Unis consistant entre autres à fournir un supplément de revenu aux travailleurs.euses à temps plein en situation de pauvreté et dont les effets bénéfiques sont démontrés. Une telle mesure agirait comme un incitatif à l'emploi, entretiendrait l'engagement en emploi et favoriserait un niveau de vie décent pour les travailleurs.euses. Enfin, une simulation réalisée dans un contexte canadien suggère des effets bénéfiques à coûts nuls d'une mesure adoptant une logique similaire relativement à la réduction de la pauvreté pour les travailleurs.euses¹².

Ces études suggèrent que l'expérimentation et la généralisation d'un revenu minimum destiné aux travailleurs.euses à faible revenu pourraient réduire substantiellement le risque que le travail ne devienne un vecteur de pauvreté. Il est néanmoins important de souligner que cette proposition s'inscrit dans de vifs débats dans la littérature quant aux propositions de réforme des systèmes de protection sociale. Nous privilégions néanmoins cette approche plus ciblée, considérant que notre revue systématique montre des effets mitigés d'un revenu minimum garanti à l'ensemble de la population.

3. Inciter et accompagner les populations vulnérables à l'accumulation d'actifs

Considérant que l'accumulation et la transmission du patrimoine contribuent substantiellement à la reproduction des inégalités de richesse, les politiques sociales d'avenir pourraient encourager et accompagner les populations vulnérables pour l'accumulation d'un patrimoine. Les programmes soutenant l'accumulation d'actifs tels que «*individual development accounts*» ou «*Housing Authority's Home Ownership Program*» aux États-Unis, ou «*Hope Growing Account*» en Corée du Sud représentent des voies prometteuses, notamment sur l'augmentation du revenu ou la sécurité économique des ménages^{13,14}. Toutefois, il est à noter que l'incitation à l'accumulation d'actifs immobiliers ne fait pas consensus, les bénéfices de posséder une maison n'étant pas les mêmes pour les familles pauvres que pour celles de la classe moyenne¹⁵. D'autres types d'accompagnement à l'épargne (à l'instar du régime enregistré d'épargne-étude par exemple) sont ainsi préconisés (voir les travaux de Michael Sherraden et Thomas Shapiro). Les programmes susmentionnés comportent d'ailleurs des éléments d'incitation à l'épargne à l'aide de contreparties publiques à l'épargne privée des ménages.

Si la voie d'un programme d'accès à la propriété est choisie, il serait nécessaire de prévoir parallèlement des mesures qui stimulent l'offre du parc immobilier, afin de limiter les effets inflationnaires de la stimulation de la demande. Qui plus est, il serait souhaitable que cette offre accroisse la densité du parc immobilier, notamment pour des raisons environnementales. À ce titre, l'accès à la propriété collective démontre également des résultats intéressants, et il est à noter que ce type de mesure pourrait être particulièrement pertinente pour les personnes âgées afin de briser l'isolement et faciliter l'accès aux soins à domicile. Le modèle coopératif est déjà bien implanté au

Québec, et celui-ci compte d'ailleurs déjà des propriétés de ce type sur son territoire¹⁶. Brandon au Manitoba fournit un exemple de coopérative d'habitation pour personnes âgées subventionné pour offrir un accès plus équitable aux populations défavorisées et assurer une sécurité financière aux membres de la coopérative qui vivent typiquement de revenus fixes¹⁷.

4. Réduire les inégalités de sécurité d'emploi et d'avantages sociaux pour les travailleuses et travailleurs

Notre démarche a permis d'identifier des études soutenant qu'un niveau plus élevé de régulation du marché du travail est associé à un niveau moins élevé d'inégalité de revenus^{18, 19, 20}. C'est une question qui avait déjà été soulevée au Québec au début des années 2000²¹. En effet, au Québec, la sécurité d'emploi et les avantages sociaux sont largement tributaires de l'ancienneté ou du statut d'emploi (p. ex., emploi contractuel, agence de placement). Les taux de couverture syndicale et de protection ne permettent pas de contrer systématiquement les abus de recours aux emplois atypiques. Par ailleurs, l'accès à la formation en emploi est caractérisé par un effet de sélection qui favorise l'accroissement des inégalités. Cette faible régulation participe à entretenir les emplois précaires qui sont identifiés comme un déterminant social notable de la santé^{22,23}. Une bonification des normes du travail visant à réduire les inégalités dans l'accès aux protections et avantages sociaux (p. ex., délais de préavis, encadrer l'utilisation des contrats temporaires, formations, pensions) qui participent à la précarité serait une avenue prometteuse.

5. Encourager et accompagner les populations plus défavorisées à la formation qualifiante

Parmi les pays sociaux-démocrates membres de l'OCDE, le Danemark s'est distingué comme étant le plus performant quant aux politiques de sécurité du revenu et d'emploi lors de notre sondage anonyme auprès des chercheurs et des partenaires. Toutefois, les experts membres de notre équipe soulignent que le contexte québécois limite la transférabilité du modèle de flexicurité danois. Concrètement, la générosité et la durée des prestations d'assurance chômage et des pensions, conjuguées avec une forte présence syndicale, participent à ce que la flexibilité ne conduise pas nécessairement à la pauvreté au Danemark²⁴. Par ailleurs, le succès du système d'activation au Danemark repose sur un socle solide de protection sociale où les citoyens peuvent entreprendre une formation qualifiante sans courir le risque d'entrer dans la pauvreté. Le Québec pourrait néanmoins s'inspirer en partie de ce modèle pour des programmes d'activation des personnes plus défavorisées. Certains programmes danois d'activation ont été répertoriés dans la revue narrative tels que Socially useful jobs ainsi qu'un programme d'accompagnement à l'emploi pour les prestataires d'assurance sociale workfirst qui ont démontré des effets positifs sur l'insertion parmi différents groupes²⁵. Les résultats ont incité à la mise en place d'un programme pour les personnes prestataires depuis cinq ans (Flere skal med 1) qui aurait également eu des effets positifs sur l'emploi selon un rapport et qui aurait conduit à son extension (Flere skal med 2) à tous les bénéficiaires²⁶. Il est toutefois à noter que la « flexicurité » a semblé échouer ailleurs, en particulier auprès des personnes peu scolarisées et atteintes d'une maladie de longue date²⁷. Enfin, ces types de programmes d'activations exigeraient une coopération étroite avec les employeurs, les syndicats et les municipalités.

Références

1. Campbell, F. A., Pungello, E. P., Burchinal, M., Kainz, K., Pan, Y., Wasik, B. H., Barbarin, O. A., Sparling, J. J., & Ramey, C. T. (2012). Adult outcomes as a function of an early childhood educational program: an Abecedarian Project follow-up. *Developmental psychology*, 48(4), 1033.
2. Nores, M., Belfield, C. R., Barnett, W. S., & Schweinhart, L. (2005). Updating the economic impacts of the High/Scope Perry Preschool program. *Educational Evaluation and Policy Analysis*, 27(3), 245-261
3. O'Brien, R. L., & Robertson, C. L. (2018). Early-life Medicaid coverage and intergenerational economic mobility. *Journal of health and social behavior*, 59(2), 300-315
4. Davis, E. E., Carlin, C., Krafft, C., & Forry, N. D. (2018). Do child care subsidies increase employment among low-income parents?. *Journal of Family and Economic Issues*, 39(4), 662-682.
5. Havnes, T., & Mogstad, M. (2015). Is universal child care leveling the playing field?. *Journal of public economics*, 127, 100-114.
6. Huang, J., & Barnidge, E. (2016). Low-income Children's participation in the National School Lunch Program and household food insufficiency. *Social Science & Medicine*, 150, 8-14.
7. Arteaga, I., & Heflin, C. (2014). Participation in the National School Lunch Program and food security: An analysis of transitions into kindergarten. *Children and Youth Services Review*, 47, 224-230.
8. Larose, M.P., Haeck, C., Ouellet-Morin, I., Barker, E.D., et Côté, S.M. (forthcoming). The Protective Role of Childcare Attendance in Reducing the Risk of Low Academic Achievement. *JAMA Pediatrics*.
9. Haeck, C., Lefebvre, P., & Merrigan, P. (2015). Canadian evidence on ten years of universal preschool policies: The good and the bad. *Labour Economics*, 36, 137-157.
10. Haeck, C., Lebihan, L., & Merrigan, P. (2018). Universal child care and long-term effects on child well-being: Evidence from Canada. *Journal of Human Capital*, 12(1), 38-98.
11. Cockx, B., Goebel, C., & Robin, S. (2013). Can income support for part-time workers serve as a stepping-stone to regular jobs? An application to young long-term unemployed women. *Empirical economics*, 44(1), 189-229.
12. Koebel, K., & Pohler, D. (2019). Expanding the Canada Workers Benefit to Design a Guaranteed Basic Income. *Canadian Public Policy*, 45(3), 283-309.
13. Santiago, A. M., Galster, G. C., & Smith, R. J. (2017). Evaluating the impacts of an enhanced family self-sufficiency program. *Housing Policy Debate*, 27(5), 772-788.
14. Weon, S., & Rothwell, D. W. (2017). The impact of the hope growing account program on participants' economic well-being in South Korea. *Asian Social Work and Policy Review*, 11(3), 244-256.
15. Pattillo, M. (2013). Housing: Commodity versus right. *Annual Review of Sociology*, 39, 509-531.
16. Lavoie, C., Paris, M., Garon, S., & Morin, P. (2016). Multiplier les modèles d'habitation innovants pour une meilleure santé des aînés et des communautés. *Intervention*, 143, 61-75.
17. Canadian Mortgage and Housing Corporation. (2015). Western Manitoba Seniors Non-Profit Housing Co-Operative. Government of Canada. http://publications.gc.ca/collections/collection_2017/schl-cmhc/NH15-613-2015-eng.pdf
18. Reeves, A., Karanikolos, M., Mackenbach, J., McKee, M., & Stuckler, D. (2014). Do employment protection policies reduce the relative disadvantage in the labour market experienced by unhealthy people? A natural experiment created by the Great Recession in Europe. *Social Science & Medicine*, 121, 98-108.

19. Wulfgramm, M., & Fervers, L. (2015). Unemployment and subsequent employment stability: Does labour market policy matter?. *Socio-Economic Review*, 13(4), 791-812
20. Deakin, S., Malmberg, J., & Sarkar, P. (2014). How do labour laws affect unemployment and the labour share of national income? The experience of six OECD countries, 1970–2010. *International Labour Review*, 153(1), 1-27.
21. Bernier, J., Vallée, G., & Jobin, C. (2003). Les besoins de protection sociale des personnes en situation de travail non traditionnelle. Gouvernement du Québec.
<http://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/bs52142>
22. Benach, J., Vives, A., Amable, M., Vanroelen, C., Tarafa, G., & Muntaner, C. (2014). Precarious employment: understanding an emerging social determinant of health. *Annual review of public health*, 35, 229-253.
23. McCartney, G., Hearty, W., Arnot, J., Popham, F., Cumbers, A., & McMaster, R. (2019). Impact of political economy on population health: a systematic review of reviews. *American journal of public health*, 109(6), e1-e12.
24. Bredgaard, T., & Madsen, P. K. (2018). Farewell flexicurity? Danish flexicurity and the crisis. *Transfer: European Review of Labour and Research*, 24(4), 375-386.
25. Ramboll. (2018). Evaluering af JobFirst. Denmark. <https://star.dk/media/9141/delrapport-2.pdf>
26. Ramboll (2020). FLERE SKAL MED SLUTEVALUERING. Denmark.
https://www.frederiksberg.dk/sites/default/files/meetings-appendices/2963/Punkt_23_Bilag_1_slutevalueringafflereskalmedhovedrapport.pdf
27. McAllister, A., Nylén, L., Backhans, M., Boye, K., Thielen, K., Whitehead, M., & Burström, B. (2015). Do 'flexicurity' policies work for people with low education and health problems? A comparison of labour market policies and employment rates in Denmark, The Netherlands, Sweden, and the United Kingdom 1990–2010. *International Journal of Health Services*, 45(4), 679-705.

ANNEXE 6. Groupes de discussion

Méthodologie des groupes de discussion

La troisième étape de ce projet, complémentaire aux deux susmentionnées, a consisté à réaliser plusieurs groupes de discussion. Nous avons d'abord dressé une liste de personnes à contacter avec l'appui des partenaires de ce projet. Nous avons également complété cette liste avec une recherche par mots-clés afin d'identifier des acteurs impliqués de près dans les différents domaines de politiques identifiés, dont des professionnelles de recherche des différents ministères, des experts et des intervenants communautaires du Québec. Cette démarche a permis d'identifier 10 personnes dans quatre domaines d'interventions gouvernementales ainsi qu'une liste supplémentaire de 5 personnes pour chaque domaine : éducation, famille, sécurité du revenu et de l'emploi, ainsi que lutte contre la pauvreté et l'exclusion.

Une invitation à participer à cette étude a ensuite été acheminée par courriel. Cette invitation comprenait entre autres une courte vidéo résumant le projet et une description de leur contribution ainsi qu'un lien permettant de partager leur disponibilité pour cette journée. En nous appuyant sur les constats centraux de la revue systématique et de la revue narrative, nous avons envoyé 4 courriels pour les thèmes à couvrir : famille, pauvreté et exclusion, sécurité du revenu et de l'emploi et éducation. Un courriel de rappel a été envoyé à nouveau la semaine suivante. Nous avons enfin envoyé une invitation aux personnes figurant sur la liste secondaire. Nous avons ensuite envoyé un formulaire de consentement, les thèmes abordés et des fiches-synthèses des politiques qui seraient discutées lors de chaque entretien de groupe. Au total, 18 personnes ont participé aux groupes de discussion.

Les groupes de discussion se sont tenus virtuellement pour une durée de 2 heures. Les thèmes abordés étaient les besoins spécifiques du Québec en matière de politiques sociales dans leur domaine, les politiques ou programmes québécois devant être prioritairement bonifiés, la pertinence et la faisabilité d'implanter certaines politiques ou certains programmes de d'autres juridictions au Québec et les politiques pertinentes non discutées.

Les discussions ont été enregistrées et retranscrites en verbatim par deux assistantes de recherche. Ensuite, un codage du contenu a été réalisé à partir du logiciel TAMSanalyzer en repérant les segments dont le sens correspond aux besoins, aux critiques, aux succès, à l'acceptabilité, à la transférabilité, aux solutions, aux accords, aux types de transferts et aux thèmes abordés, etc. L'analyse s'est penchée avant tout sur les mesures qui obtiennent le plus de consensus et dont les effets sur la réduction des inégalités et de la santé sont les plus prometteurs et bénéfiques. L'analyse s'est également concentrée sur les aspects de faisabilité et les obstacles liés à l'implantation des politiques discutées. Pour des raisons de confidentialité, les noms des personnes ayant participé aux groupes de discussion ont été supprimés.

Approbation éthique



McGill

Faculty of
Medicine and
Health Sciences

Faculté de
médecine et des
sciences de la santé

AMENDMENT FORM

NOTE TO RESEARCHERS: Researchers who seek to implement any changes to an approved study must obtain the approval of the IRB before they proceed. The only exception is when the change is necessary to eliminate an immediate hazard to the participant; in this latter situation, the IRB must be notified immediately, and the modification submitted for review. Amendments may include, but are not limited to, modifications to the research design and methodology, modifications to the participant population or recruitment and consent procedures, and updates to the consent form.

At the discretion of the IRB Chair or Co-Chair, amendments may be reviewed via a delegated / expedited process. Significant revisions will require that the amendment be reviewed by the IRB Committee at a scheduled meeting.

PRINCIPAL INVESTIGATOR:	Amélie Quesnel-Vallée
STUDY TITLE:	Politiques publiques favorisant la redistribution de la richesse : options pour le contexte québécois
IRB / INFO-ED STUDY NUMBER:	A01-E04-20B (20-01-024)
Please describe / explain the proposed study amendment and provide a justification for the change. A separate letter or page can be used to detail extensive or numerous changes.	Amendment: modification of methodology to replace in-person consultation workshop with virtual focus group discussion Justification: current situation regarding COVID-19 pandemic
What follow-up action will be taken with participants already enrolled to the study? (E.g., re-consent be obtained, the changes do not apply to current participants; no action required.)	Changes do not apply to current participants.

Documentation: The following documentation is required for an ethics review of the amendment:

- Signed and dated amendment submission form
- Revised study documents if applicable.

All amendment should be submitted by e-mail to: submit2irb.med@mcgill.ca. Amendments requiring a full Board review should be submitted to the IRB at least **one (1) week prior** to the scheduled meeting.

For additional information, please contact the IRB office.

PI SIGNATURE:

DATE:

2021-09-21



McGill

Faculty of
Medicine and
Health Sciences

Faculté de
médecine et des
sciences de la santé

3655 Sir William Osler #633
Montreal, Quebec H3G 1Y6

3655, Promenade Sir William Osler #633
Montréal (Québec) H3G 1Y6

Tél/Tel: (514) 398-3124

January 11, 2022

Dr. Amélie Quesnel-Vallée
Epidemiology and Biostatistics
3460 McTavish – Room 344
Montreal, QC H3A 0E6

RE: IRB Study Number A01-E04-20B (20-01-024)

Politiques publiques favorisant la redistribution de la richesse : options pour le contexte québécois

Dear Dr. Quesnel-Vallée,

Thank you for submitting an application for Continuing Ethics Review for the above-referenced study.

The study progress report was reviewed and Full Board re-approval was provided on January 10, 2022. The ethics certification renewal is valid from to **January 13, 2023**.

The Investigator is reminded of the requirement to report all IRB approved protocol and consent form modifications to the Research Ethics Offices (REOs) for the participating hospital sites. Please contact the individual hospital REOs for instructions on how to proceed. Research funds may be withheld and / or the study's data may be revoked for failing to comply with this requirement.

Should any modification or unanticipated development occur prior to the next review, please notify the IRB promptly. Regulation does not permit the implementation of study modifications prior to IRB review and approval.

Regards,

Roberta M. Palmour, PhD
Chair
Institutional Review Board

cc: Dr. Jaunathan Bilodeau
A01-E04-20B (20-01-024)

Fiches synthèses des politiques/programmes présentés

Maya Mikutra-Cencora
Jaunathan Bilodeau, Ph. D
Amélie Quesnel-Vallée, Ph. D

Description des politiques étrangères en vue de la journée de consultation (Éducation).

Nom du programme	Programme de prématernelle <i>High Scope/Perry</i>
Pays	États-Unis
Description	<p>"Le programme de prématernelle <i>High Scope/Perry</i> est une intervention qui a eu lieu de 1962 à 1967 aux États-Unis. Le projet a recruté 123 enfants d'âge préscolaire afro-américains qui présentaient plusieurs facteurs de risque de difficultés scolaires, dont un statut socioéconomique faible et un QI entre 70 et 85, sans cause biologique de difficultés scolaires ou cognitives. Ces participants ont été divisés en deux groupes: un groupe participant au programme de prématernelle et un groupe contrôle ne fréquentant pas la prématernelle.</p> <p>Dans le programme de prématernelle <i>High Scope/Perry</i>, les enfants fréquentaient le centre éducatif 5 jours par semaine à raison de 2,5 heures par jour pendant 2 ans. Les éducateurs effectuaient également des visites hebdomadaires de 1,5 heure à domicile auprès de la famille de l'enfant. Il y avait 1 éducateur par 5-6 enfants. Le programme offrait une éducation active ciblant le développement intellectuel et social. L'accent était mis sur le partenariat entre l'éducateur et l'enfant; l'encouragement; la promotion de l'indépendance de l'enfant; la planification, l'action et la rétroaction; et le respect culturel.</p> <p>Le coût du programme représentait environ 15 000\$US par participant. Des études de suivi longitudinal des participants estiment un retour de 12.90\$US par dollar investi, sous la forme d'imposition du revenu, de dépenses évitées d'assistance sociale, de dépenses évitées liées à la criminalité, etc."</p> <p>Source: High Scope Foundation & U.S. Department of Justice</p>

Nom du programme Système d'éducation (Valorisation des enseignants, Allocation étudiante)

Pays Finlande

Description

Le système d'éducation finlandais comporte plusieurs caractéristiques notables. Presque uniquement publique, sa structure générale comporte un tronc commun long et centralisé et une organisation non-sélective. L'accent est mis sur le suivi individualisé, la mixité sociale dans les écoles et le travail de groupe.

"L'accès aux institutions éducatives, incluant les institutions post-secondaires, est gratuit. Les étudiants au niveau secondaire ou tertiaire (post-secondaire) reçoivent également une allocation, calculée selon leur âge, le type d'école fréquentée, leur situation d'habitation (seul ou avec leurs parents), le revenu de leurs parents (sauf s'ils n'habitent pas avec leurs parents, sont mariés ou ont la garde d'un mineur), leur état civil et s'ils ont des enfants. Pour être éligibles aux bénéficiaires, les étudiants doivent être des citoyens finlandais. Il en va de même pour l'accès à l'éducation gratuite. Selon ces critères, par exemple, un étudiant en institution secondaire ou post-secondaire âgé de 18 ans et plus habitant seul a droit à 253,69 EUR par mois. Le versement minimal correspond à celui des étudiants âgés de 19 ans et moins habitants avec leurs parents, qui ont droit à 39,19 EUR par mois.

La place des enseignants est aussi un point important du système d'éducation finlandais. Les enseignants doivent obligatoirement avoir complété une maîtrise (comportant des études pédagogiques, de l'expertise sociale et éthique et de la recherche) pour accéder à la profession. Les études en vue d'une carrière d'enseignement sont populaires, avec seulement 10% des candidats retenus. Les enseignants jouissent d'un haut niveau d'autonomie dans leurs méthodes et matériels pédagogiques et participent au processus décisionnel dans les réformes et initiatives impactant le système éducatif et le curriculum, au niveau local et national (via une participation à des groupes d'experts impliqués dans ces initiatives). La qualité de l'enseignement est supervisée par les directeurs des écoles et non pas par une évaluation de plus grande envergure."

Source: Comité de promotion de Finlande -- Ministère des Affaires étrangères

Nom du programme *Projet Abecedarian*
Pays États-Unis

Description

"Le projet *Abecedarian* est un programme d'éducation de petite enfance qui a eu lieu de 1972 à 1982. Les 111 participants étaient décrits comme à risque de retards développementaux et de difficultés académiques, entre autres dus à un critère de faible revenu, et la plupart étaient d'ethnicité afro-américaine.

À la naissance, les enfants ont été divisés en deux groupes: un groupe participant au programme d'éducation et un groupe contrôle.

Le programme d'éducation commençait auprès de nourrissons et se poursuivait jusqu'à l'âge de 5 ans. Les enfants fréquentaient le centre d'éducation 5 jours par semaine. Le programme ciblait le développement social, émotionnel, cognitif et surtout du langage. Les méthodes utilisées comprenaient notamment la lecture conversationnelle et, de façon importante, le jeu (avec une assignation individualisée de jeux pour chaque enfant). Par ailleurs, les participants recevaient également des soins de santé pédiatriques.

Le programme représentait un coût d'environ 19 000\$US par enfant. Des études de suivi longitudinal ont démontré un retour de 2.50\$US pour chaque dollar dépensé dans le cadre du programme, notamment sous la forme de dépenses évitées de services gouvernementaux et de dépenses évitées de soins de santé."

Source: Frank Porter Graham Child Development Institute

Nom du programme *Head start*

Pays États-Unis

Description

"Le programme Head Start vise la préparation à l'école des nourrissons, des tout-petits et des enfants d'âge préscolaire issus de familles à faibles revenus. Le programme Head Start engage également les parents ou d'autres membres clés de la famille dans des relations positives, en mettant l'accent sur le bien-être de la famille.

Le programme Head Start soutient la croissance des enfants dans un environnement d'apprentissage positif par le biais d'une variété de services, qui incluent : l'apprentissage et le développement des jeunes enfants, la santé et le bien-être des familles.

Tous les enfants bénéficient d'examens de santé et de repas nutritifs, et le programme assure un contact avec les services médicaux, dentaires et de santé mentale afin que les enfants reçoivent les soins et l'attention dont ils ont besoin.

Les parents et les familles se voient offrir des services de programme pour soutenir le bien-être de la famille et atteindre les objectifs familiaux, tels que la stabilité du logement, la poursuite des études et la sécurité financière. Les programmes soutiennent et renforcent les relations parents-enfants et font participer les familles à l'apprentissage et au développement de leur enfant.

Les programmes Head Start sont accessibles gratuitement aux enfants âgés de 0 à 5 ans issus de familles à faibles revenus. Les programmes peuvent fournir le transport vers les centres afin que les enfants inscrits puissent participer régulièrement."

Source : U.S. Department of Health & Human Services

Nom du programme *National School lunch program*

Pays États-Unis

Description

"Le National School Lunch Program (NSLP) est un programme de repas subventionné par le gouvernement fédéral qui fonctionne dans les écoles publiques et privées à but non lucratif et dans les établissements de garde d'enfants. Il fournit aux enfants des repas équilibrés sur le plan nutritionnel, peu coûteux ou gratuits chaque jour d'école.

Le Food and Nutrition Service (FNS) de l'USDA administre le NSLP et rembourse les écoles et les établissements d'accueil pour les repas servis aux élèves. Tout élève d'une école participante peut bénéficier d'un repas du NSLP. Les élèves issus de foyers dont les revenus sont :

- égaux ou inférieurs à 130 % du seuil de pauvreté fédéral peuvent bénéficier d'un repas gratuit.
- Entre 130 et 185 % du seuil de pauvreté fédéral peuvent bénéficier d'un repas à prix réduit.
- Au-dessus de 185 % du seuil de pauvreté fédéral peuvent recevoir un déjeuner à prix réduit.

En moyenne, le NSLP a fourni des déjeuners à faible coût ou gratuits à 29,6 millions d'enfants chaque jour d'école au cours de l'année fiscale 2019, pour un coût total de 14,2 milliards de dollars." Cela correspond à un coût moyen de 480\$ par enfant.

Source : U.S department of agriculture

Description des politiques étrangères en vue de la journée de consultation (Famille).

Nom du programme	<i>National School lunch program</i>
Pays	États-Unis
Description	<p>"Le National School Lunch Program (NSLP) est un programme de repas subventionné par le gouvernement fédéral qui fonctionne dans les écoles publiques et privées à but non lucratif et dans les établissements de garde d'enfants. Il fournit aux enfants des repas équilibrés sur le plan nutritionnel, peu coûteux ou gratuits chaque jour d'école.</p> <p>Le Food and Nutrition Service (FNS) de l'USDA administre le NSLP et rembourse les écoles et les établissements d'accueil pour les repas servis aux élèves. Tout élève d'une école participante peut bénéficier d'un repas du NSLP. Les élèves issus de foyers dont les revenus sont :</p> <ul style="list-style-type: none">• égaux ou inférieurs à 130 % du seuil de pauvreté fédéral peuvent bénéficier d'un repas gratuit.• Entre 130 et 185 % du seuil de pauvreté fédéral peuvent bénéficier d'un repas à prix réduit.• Au-dessus de 185 % du seuil de pauvreté fédéral peuvent recevoir un déjeuner à prix réduit. <p>En moyenne, le NSLP a fourni des déjeuners à faible coût ou gratuits à 29,6 millions d'enfants chaque jour d'école au cours de l'année fiscale 2019, pour un coût total de 14,2 milliards de dollars." Cela correspond à un coût moyen de 480\$ par enfant.</p> <p>Source : U.S department of agriculture</p>

Nom du programme	<i>Système de garderie de Qualité</i>
Pays	Suède
Description	<p>"En Suède, la garde d'enfants et l'éducation sont combinées dans un système intégré connu sous le nom d'Educare. Educare est un réseau national d'établissements préscolaires subventionnés qui offrent des services de garde et d'éducation aux enfants de tous les parents qui travaillent, dès l'âge d'un an. Les municipalités sont tenues de fournir un enseignement préscolaire aux enfants âgés de 1 à 5 ans.</p> <p>Les enseignants et le personnel de soutien sont bien formés et encouragent activement l'apprentissage et le développement des enfants grâce à un programme national ciblé, mis en œuvre en 1998. En 2011, des exigences ont été introduites relativement aux titres de compétences des enseignants du préscolaire afin de pouvoir être employés sans limites de temps (diplôme universitaire). Chaque établissement doit avoir au moins un enseignant avec un diplôme en éducation préscolaire. Les assistants suivent une formation professionnelle de trois ans de niveau secondaire supérieur dans le domaine de la garde d'enfants et des loisirs (ISCED 3A), qui leur permet de travailler en tant que personnel de soutien dans les centres de la petite enfance pour les enfants âgés de 1 à 5 ans et dans les structures de garde d'enfants d'âge scolaire.</p> <p>En Suède, les établissements préscolaires fonctionnent généralement de 6h30 à 18h30 tous les jours de la semaine, mais nombre d'entre eux ont désormais des horaires étendus pour répondre aux besoins des travailleurs ayant un horaire irrégulier, y compris la nuit et le week-end.</p> <p>Les frais du service sont proportionnels au revenu des parents et plafonnés à un maximum mensuel à moins de 190\$ (CA)."</p>
Source	: ChildcareCanada.org

Nom du programme *Congé parental*

Pays Islande

Description

"La loi islandaise ne fait pas de distinction entre les congés de maternité, les congés de paternité et les congés parentaux. Le terme *fæðingarorlof* ("congé de naissance") est utilisé en droit pour désigner le congé parental rémunéré.

Le père et la mère ont droit de prendre 6 mois de congés chacun à l'intérieur d'une période de 24 mois, mais la mère biologique est obligée de prendre au moins deux semaines après la naissance de l'enfant. La mère peut également débiter son congé 1 mois avant la date prévue de naissance. Chaque parent peut transférer 6 semaines au conjoint. Les parents qui adoptent ont droit au même congé que les parents biologiques sans égard au statut matrimonial ou l'orientation sexuelle. Les parents peuvent prendre leur congé en même temps ou séparément. Les congés peuvent être pris à temps plein ou à temps partiel, de façon continue ou à intervalle.

En Islande, le congé parental permet d'obtenir 80% du salaire moyen lors des 12 mois se terminant 6 mois avant la naissance (ou l'adoption). Le montant maximal alloué est de 4 080,52 € par mois (environ 5848,78\$). Les montants maximums diffèrent toutefois pour les travailleurs à temps partiel et les étudiants.

Dans la situation où il y a un seul parent (mort du conjoint, insémination artificielle), le parent peut avoir droit à 12 mois de congé parental. Un parent peut également transférer ses droits de congés à l'autre parent dans certaines circonstances spéciales, dont une incarcération, une hospitalisation ou une maladie."

Source : 17th International Review of Leave Policies and Related Research 2021

Nom du programme *Head start*

Pays États-Unis

Description

"Le programme Head Start vise la préparation à l'école des nourrissons, des tout-petits et des enfants d'âge préscolaire issus de familles à faibles revenus. Le programme Head Start engage également les parents ou d'autres membres clés de la famille dans des relations positives, en mettant l'emphase sur le bien-être de la famille.

Le programme Head Start soutient la croissance des enfants dans un environnement d'apprentissage positif par le biais d'une variété de services, qui incluent : l'apprentissage et le développement des jeunes enfants, la santé et le bien-être des familles.

Par exemple, tous les enfants bénéficient d'examen de santé et de repas nutritifs, et le programme assure un contact avec les services médicaux, dentaires et de santé mentale afin que les enfants reçoivent les soins et l'attention dont ils ont besoin.

Les parents et les familles se voient offrir des services de programme pour soutenir le bien-être de la famille et atteindre les objectifs familiaux, tels que la stabilité du logement, la poursuite des études et la sécurité financière. Les programmes soutiennent et renforcent les relations parents-enfants et font participer les familles à l'apprentissage et au développement de leur enfant.

Les programmes Head Start sont accessibles gratuitement aux enfants âgés de 0 à 5 ans issus de familles à faibles revenus. Les programmes peuvent fournir le transport vers les centres afin que les enfants inscrits puissent participer régulièrement."

Source : U.S. Department of Health & Human Services

Nom du programme	Family working time model
Pays	Allemagne
Description	<p>"En Allemagne, il existe trois types différents d'allocations parentales : Allocation parentale de base, allocation parentale plus et la prime de partenariat</p> <p>La prime de partenariat est une prestation destinée aux parents qui partagent équitablement leurs responsabilités familiales et professionnelles. En tant que prime de partenariat, chaque parent peut demander deux, trois ou quatre mois supplémentaires de prestations d'allocation parentale Plus. Les conditions suivantes doivent être remplies.</p> <p>D'abord, les deux parents demandent la prime de partenariat en même temps. Les parents doivent demander la prime de partenariat pour deux mois au moins et quatre mois au plus. Ces primes doivent être consécutives. Ensuite, pendant cette période, les deux parents doivent travailler à temps partiel, à raison de 24 heures au minimum et de 32 heures au maximum par semaine. Les personnes monoparentales peuvent également demander la prime de partenariat à titre individuel. Pour cela, le parent doit travailler entre 24 et 32 heures par semaine.</p> <p>Les montants de l'allocation parentale plus varient de 150 € à 900 € (environs entre 215\$ et 1290\$) mensuellement en fonction du revenu déclaré durant l'année avant la naissance."</p> <p>Source : Federal Ministry for Family Affairs, Senior Citizens, Women and Youth (Germany)</p>

Description des politiques étrangères en vue de la journée de consultation (Sécurité du revenu et de l'emploi).

Nom du programme	<i>New Hope</i>
Pays	États-Unis
Description	<p>"Le <i>New Hope Project</i> est une politique multilatérale anti-pauvreté qui a été implantée dans deux régions urbaines à faible revenu du Wisconsin de 1994 à 1998. Les participants devaient être âgés de 18 ans et plus, avoir un revenu inférieur à 150% de la limite fédérale de pauvreté et être prêts à travailler au minimum 30 heures par semaine. La participation au programme était limitée à 3 ans.</p> <p>Le programme a offert des opportunités d'emploi communautaire à temps plein ou à temps partiel (dans le cas de participants ayant déjà un autre emploi à temps partiel), en combinaison avec un accès à des services d'aide à l'emploi (dont l'aide à la recherche d'emploi et des services de garde d'enfants). Dans le cas où un participant travaille au moins 30 heures par semaine, le participant recevait également les bénéfices suivants: un supplément de revenu mensuel sous la forme d'une déduction d'impôt (en moyenne 911\$ sur une période de 2 ans), une assurance-maladie subventionnée (partiellement payée par les participants) et des subventions de garde d'enfants pour les enfants de moins de 13 ans (avec des copaiements par les parents, établis selon leur revenu: pouvant aller d'un minimum de 50\$ par mois jusqu'au coût complet si leur revenu atteignant 2 fois la limite de pauvreté ou 28 000\$ annuellement).</p> <p>Le coût du programme a été couvert par des organismes locaux ainsi que gouvernementaux. Ainsi, le projet a représenté un coût annuel pour les citoyens contribuables (par l'imposition) de 7250\$US en 2009 (l'équivalent de 9270\$US aujourd'hui) par famille."</p> <p>Source: RAND Corporation</p>

Nom du programme Programmes d'activation pour assistés sociaux *Flere skal*

med 2

Pays

Danemark

Description

"Le programme Flere Skal med 2 consiste à offrir un soutien personnalisé et axé sur l'emploi à des bénéficiaires de l'assistance sociale âgés de plus de 30 ans et qui sont prêts à prendre part à un emploi.

Le programme comprend trois grandes étapes. L'objectif de la première étape est la visite et le démarrage de l'effort orienté vers l'emploi. L'étape 1 regroupe deux éléments essentiels. D'abord, le citoyen se voit attribuer un médiateur personnel pour l'emploi qui fait le pont vers le marché du travail. Le deuxième élément central est l'orientation de l'insertion qui est définie par l'objectif professionnel du citoyen: le travail sur le CV et les objectifs professionnels commence avec le citoyen. Si l'objectif de travail n'est pas clairement défini, le facilitateur de travail doit aider le citoyen à les identifier grâce à une approche centrée sur les ressources.

L'objectif de l'étape 2 consiste à établir un jumelage d'emploi personnalisé en mettant l'accent sur les heures rémunérées. L'étape 2 se compose également de deux éléments principaux. D'abord, le CV du citoyen est consolidé sur le réseau d'emploi et le citoyen trouve le bon profil d'emploi personnel avec une entreprise. Les citoyens et les entreprises concluent un accord clair sur les heures rémunérées ou les stages en entreprise. Une fois l'adéquation trouvée, le facilitateur d'emploi doit aider le citoyen et l'entreprise à conclure un accord concret sur l'emploi/stage.

Le but de l'étape 3 est que le citoyen soit maintenu en emploi/stage et progresse vers des heures rémunérées par l'intermédiaire d'un suivi continu. Si le citoyen interrompt le processus, le travail est lancé pour trouver un nouvel emploi. L'étape 3 est terminée lorsque le citoyen a commencé un emploi ou une formation indépendante. Un suivi mensuel est réalisé pendant au moins 3 à 6 mois après qu'il a obtenu un emploi.

Par rapport à son prédécesseur, Flere Skal med 2 a été ajusté et complété par la possibilité de lancer une action multidisciplinaire spéciale "step up action", si le modèle principal échoue."

Source : Danish Agency for Labour Market and Recruitment

Nom du programme	<i>Salaire minimum</i>
Pays	France, Nouvelle-Zélande
Description	<p>En France, le salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) réfère au salaire horaire minimum légal que le salarié a le droit de percevoir. Des abattements sont néanmoins applicables dans certaines circonstances (apprentis et salariés de moins de 18 ans). Le salaire minimum horaire brut actuel est de 10,48 €.</p> <p>Selon les données de l'OCDE, la France figure parmi les pays d'Europe ayant le salaire minimum réel le plus élevé.</p> <p>"Le SMIC est revalorisé chaque 1er janvier, en considérant les changements de l'indice mensuel des prix à la consommation hors tabac des ménages du premier quintile de la distribution des niveaux de vie. Il est augmenté de la moitié du gain de pouvoir d'achat du salaire horaire moyen des ouvriers et des employés. Il est également revalorisé lorsque cet indice des prix à la consommation augmente d'au moins 2 % par rapport à l'indice constaté lors de l'établissement du SMIC précédent."</p> <p>Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion</p>

Nom du programme Allocation garantie de revenu

Pays Belgique

Description

"En Belgique, un chômeur qui reprend un travail à temps partiel a droit de percevoir une allocation en plus de la rémunération. Cette allocation appelée allocation de garantie de revenus (AGR), vise à garantir un revenu global (rémunération + allocation) qui est au moins égal à une allocation de chômage si l'emploi à temps partiel ne dépasse pas 1/3 temps et est supérieur à l'allocation de chômage si l'emploi à temps partiel dépasse 1/3 temps. Plus l'horaire de travail est élevé, plus l'écart est important.

Les travailleurs sont éligibles à l'AGR uniquement si la rémunération mensuelle brute normale moyenne ainsi que pour le mois concerné est inférieure à 1.658,23 euros.

Le travailleur à [temps partiel avec maintien des droits](#) (TPMD) est un travailleur qui travaille à temps partiel, mais qui est assimilé à un travailleur à temps plein. Dans ce cas, le travailleur à seulement droit à l'AGR s'il (1) demeure inscrit comme demandeur d'emploi à temps plein et demeure disponible sur le marché de l'emploi pour un emploi à temps plein (2) a demandé à son employeur d'obtenir un emploi à temps plein qui deviendrait vacant dans l'entreprise et (3) a demandé à son employeur d'adapter son contrat de travail s'il fournit régulièrement un nombre d'heures supérieur à celui prévu dans ce contrat de travail. Le montant alloué dans cette situation correspond au montant de l'allocation complète normalement perçu en tant que chômeur complet au premier jour indemnisable du mois concerné.

Un travailleur à [temps partiel volontaire](#) n'est pas assimilé à un travailleur à temps plein (les critères varient en fonction du groupe d'âge). Dès lors, en tant que [chômeur complet](#), il ne perçoit pas d'allocations complètes, mais des demi-allocations en fonction de l'horaire de travail dans lequel il était occupé. Dans ce cas, le travailleur a droit à l'AGR que s'il (1) demeure inscrit comme demandeur d'emploi et demeure disponible sur le marché de l'emploi pour un emploi convenable (2) a demandé à son employeur d'obtenir un emploi convenable qui deviendrait vacant dans l'entreprise et (3) a demandé son employeur d'adapter son contrat de travail s'il travaille régulièrement un nombre d'heures supérieur à celui prévu dans ce contrat de travail. Dans ce cas, le travailleur à temps partiel a droit au montant de la demi-allocation devant être perçu en tant que chômeur complet au premier jour indemnisable du mois concerné, multiplié par le nombre de demi-allocations auquel il peut prétendre par semaine et divisé par six.

Un emploi est considéré convenable pour un travailleur à temps partiel volontaire lorsque le nombre hebdomadaire moyen d'heures de travail de l'emploi offert n'est pas supérieur au nombre d'heures sur la base duquel il a pu bénéficier du droit aux demi-allocations, augmenté de 6."

Source : Office national de l'emploi (Belgique)

Nom du programme *Workplaces with Stipends*

Pays Lettonie

Description

"En réponse à une croissance importante de personnes non éligibles à l'assurance chômage suivant la crise financière de 2008, la Lettonie a mis sur pied le programme d'urgence de travaux publics « Workplaces with stipends » entre 2009 et 2011. Le programme consiste à offrir des emplois temporaires ayant une valeur sociale aux personnes qui ont manifesté leur intérêt pour le programme en s'inscrivant sur la liste d'attente (Ex. Entretien des infrastructures publiques, nettoyage de l'environnement, services sociaux, etc.). La participation au programme est limitée à six mois, avec une exigence minimale de deux semaines, et les emplois étaient fournis sur la base du premier arrivé, premier servi.

Le montant de l'allocation mensuelle était de 142 EUR nets d'impôts, soit 80 % du salaire minimum net en 2009. Ce montant correspondait à moins de 60 % de la valeur du panier de consommation. En 2011, ce montant a été réduit à 114 EUR, ce qui renvoie à 55 % du salaire minimum net et 46 % de la valeur du panier de consommation minimum."

Source : Mehtabul Azam, Céline Ferré and Mohamed Ihsan Ajwad (2013)

Description des politiques étrangères en vue de la journée de consultation (Pauvreté et exclusion)

Nom du programme	<i>New Hope</i>
Pays	États-Unis
Description	<p>"Le <i>New Hope Project</i> est une politique multilatérale anti-pauvreté qui a été implantée dans deux régions urbaines à faible revenu du Wisconsin de 1994 à 1998. Les participants devaient être âgés de 18 ans et plus, avoir un revenu inférieur à 150% de la limite fédérale de pauvreté et être prêts à travailler au minimum 30 heures par semaine. La participation au programme était limitée à 3 ans.</p> <p>Le programme a offert des opportunités d'emploi communautaire à temps plein ou à temps partiel (dans le cas de participants ayant déjà un autre emploi à temps partiel), en combinaison avec un accès à des services d'aide à l'emploi (dont l'aide à la recherche d'emploi et des services de garde d'enfants). Dans le cas où un participant travaille au moins 30 heures par semaine, le participant recevait également les bénéfices suivants: un supplément de revenu mensuel sous la forme d'une déduction d'impôt (en moyenne 911\$ sur une période de 2 ans), une assurance-maladie subventionnée (partiellement payée par les participants) et des subventions de garde d'enfants pour les enfants de moins de 13 ans (avec des co-paiements par les parents, établis selon leur revenu: pouvant aller d'un minimum de 50\$ par mois jusqu'au coût complet si leur revenu atteignant 2 fois la limite de pauvreté ou 28 000\$ annuellement).</p> <p>Le coût du programme a été couvert par des organismes locaux ainsi que gouvernementaux. Ainsi, le projet a représenté un coût annuel pour les citoyens contribuables (par l'imposition) de 7250\$US en 2009 (l'équivalent de 9270\$US aujourd'hui) par famille."</p>
Source:	RAND Corporation

Nom du programme	<i>National School Lunch Program</i>
Pays	États-Unis
Description	<p>"Le National School Lunch Program (NSLP) est un programme de repas subventionné par le gouvernement fédéral qui fonctionne dans les écoles publiques et privées à but non lucratif et dans les établissements de garde d'enfants. Il fournit aux enfants des repas équilibrés sur le plan nutritionnel, peu coûteux ou gratuits chaque jour d'école.</p> <p>Le Food and Nutrition Service (FNS) de l'USDA administre le NSLP et rembourse les écoles et les établissements d'accueil pour les repas servis aux élèves. Tout élève d'une école participante peut bénéficier d'un repas du NSLP. Les élèves issus de foyers dont les revenus sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Égale ou inférieure à 130 % du seuil de pauvreté fédérale peuvent bénéficier d'un repas gratuit. • Entre 130 et 185 % du seuil de pauvreté fédérale, ils peuvent bénéficier d'un repas à prix réduit. • Au-dessus de 185 % du seuil de pauvreté fédérale, ils peuvent recevoir un déjeuner à prix réduit. <p>En moyenne, le NSLP a fourni des déjeuners à faible coût ou gratuits à 29,6 millions d'enfants chaque jour d'école au cours de l'année fiscale 2019, pour un coût total de 14,2 milliards de dollars." Cela correspond à un coût moyen de 480\$ par enfant.</p>
Source	U.S Department of Agriculture

Nom du programme	<i>Hope Growing Account</i>
Pays	Corée du Sud
Description	<p>"Le Hope Growing Account est un programme d'encouragement à l'épargne implanté en 2010.</p> <p>Les participants peuvent mettre de côté 50\$US ou 100\$US d'épargne mensuellement. Ce montant est complété par une contribution gouvernementale équivalente. Le programme inclut une option de transferts automatiques mensuels vers le «Hope Account », des rappels mensuels du montant d'épargne accumulé par messagerie texte, ainsi qu'un accès à de l'éducation financière et des services de gestion de cas personnalisés. Les participants doivent également déclarer et faire approuver leurs buts d'épargne (logement, éducation, entreprise, etc.) et comment ils utilisent les montants. Ils peuvent retirer les montants au minimum 3 ans après le début de leur participation. Le programme inclut aussi un supplément de revenu, calculé selon le degré d'augmentation du revenu lié à la participation au marché du travail (p. ex., une augmentation de revenu de 10\$US par mois sera reflétée par un versement de 10.50\$US).</p> <p>Les participants éligibles doivent être inscrits au programme de bien-être social <i>National Basic Livelihood Security (NBLs)</i>, mais doivent quitter ce programme au cours de leur participation au <i>Hope Growing Account</i> pour pouvoir retirer les montants totaux accumulés. Ainsi, s'ils sont encore inscrits au NBLs, ils ne peuvent retirer que les montants personnellement contribués avec intérêts. Suivant leur départ du NBLs, ils peuvent continuer leur participation au <i>Hope Growing Account</i> tant que leur revenu demeure sous le seuil de pauvreté officiel coréen."</p>
Source:	Korea Institute for Health and Affairs & Department of Health and Human Services, Ministry of Health and Welfare (Corée du Sud)

Nom du programme *Head start*

Pays États-Unis

Description

"Le programme Head Start vise la préparation à l'école des nourrissons, des tout-petits et des enfants d'âge préscolaire issus de familles à faibles revenus. Le programme Head Start engage également les parents ou d'autres membres clés de la famille dans des relations positives, en mettant l'accent sur le bien-être de la famille.

Le programme Head Start soutient la croissance des enfants dans un environnement d'apprentissage positif par le biais d'une variété de services, qui incluent : l'apprentissage et le développement des jeunes enfants, la santé et le bien-être des familles.

Tous les enfants bénéficient d'examens de santé et de repas nutritifs, et le programme assure un contact avec les services médicaux, dentaires et de santé mentale afin que les enfants reçoivent les soins et l'attention dont ils ont besoin.

Les parents et les familles se voient offrir des services de programme pour soutenir le bien-être de la famille et atteindre les objectifs familiaux, tels que la stabilité du logement, la poursuite des études et la sécurité financière. Les programmes soutiennent et renforcent les relations parents-enfants et font participer les familles à l'apprentissage et au développement de leur enfant.

Les programmes Head Start sont accessibles gratuitement aux enfants âgés de 0 à 5 ans issus de familles à faibles revenus. Les programmes peuvent fournir le transport vers les centres afin que les enfants inscrits puissent participer régulièrement."

Source : U.S. Department of Health & Human Services

Nom du programme	Assistance sociale: Centre public d'action sociale (CPAS)
Pays	Belgique
Description	<p>"Le système des Centres publics d'action sociale (CPAS) est un programme qui fournit une aide à l'emploi, une assistance au revenu et plusieurs autres services visant la population dans le besoin. Il y a un CPAS dans chaque commune de Belgique (pour un total de 589).</p> <p>Pour être éligible, un participant doit être adulte (au moins 18 ans), avoir des ressources insuffisantes (définies comme étant un revenu moindre que les allocations financières offertes par le CPAS; voir plus bas), vouloir travailler (démontrer par des critères tels que des preuves de recherche d'emploi et l'inscription comme demandeur d'emploi) et ne pas avoir d'autres sources de revenus possibles (p. ex., d'autres prestations de systèmes sociaux).</p> <p>Ce programme d'assistance sociale consiste en plusieurs services. Principalement, le CPAS offre une aide financière nommée revenu d'intégration sociale (RIS). Ce revenu prend la forme soit d'un accès à l'emploi, soit à un versement mensuel déterminé par l'appartenance à une des trois catégories suivantes: personnes seules (recevant 1024,39 €), personnes cohabitantes (recevant chacune 682,99 €) et personnes vivant avec leur famille à charge (recevant 1384,54 €). Le calcul prend également en compte d'autres sources de revenus soustraits des montants mentionnés. Le CPAS offre aussi une aide financière occasionnelle, c'est-à-dire un versement exceptionnel pour des dépenses imprévues (ex.: remboursement de dette face à la menace de perdre un service essentiel).</p> <p>Les CPAS fournissent au besoin des services non-monétaires, tels que des dons alimentaires, des fournitures scolaires, l'accès au chauffage, une adresse de référence pour les personnes sans-abris, des garanties locatives, des services de gestion financière et des services de santé mentale."</p> <p>Source: Service public fédéral belge & Bruxelles-J, dispositif d'information de la région Bruxelles Capitale</p>

Nom du programme	<i>Supplemental Nutrition Assistance Program</i>
Pays	États-Unis
Description	<p>"Le <i>Supplemental Nutrition Assistance Program</i> (SNAP) est le plus grand programme d'assistance alimentaire fédéral aux États-Unis.</p> <p>Pour être éligible, un ménage doit avoir un revenu brut mensuel inférieur à 130% du seuil de pauvreté et un revenu net mensuel inférieur au seuil de pauvreté du pays. Les participants doivent aussi remplir certains critères liés à l'emploi: ils doivent s'inscrire à un emploi, accepter une offre d'emploi, ne pas volontairement quitter un emploi ou réduire leurs heures de travail à moins de 30 heures par semaine sans raison valide, et participer à des programmes de formation et d'emploi (ceci peut différer selon l'état). Ils doivent aussi travailler ou participer à un programme de travail au minimum 80 heures par mois, à l'exception les femmes enceintes, les enfants, les personnes âgées et des individus avec certains problèmes de santé physique ou mentale.</p> <p>Le programme verse des bénéfices mensuels aux ménages participants, qui peuvent être dépensés auprès de vendeurs alimentaires autorisés. Il est attendu que les ménages dépensent 30% de leurs ressources sur l'alimentation. À la lumière de cela, le montant versé est calculé en soustrayant 0.3 fois le revenu net du ménage du montant maximal versé. Ce montant maximal varie selon le nombre de personnes constituant le ménage. Par exemple, il est de 250\$ pour une personne, 459\$ pour deux et de 835\$ pour quatre personnes."</p> <p>Source: US Department of Agriculture</p>

Grille de discussion des groupes de discussion

1. Mot de bienvenue
2. Rappel du déroulement de la discussion
3. Questions
4. Suivi
5. Glossaires

1.1 Nous voudrions aborder avec vous les besoins spécifiques du Québec en matière de politiques sociales dans le domaine [NOM DU DOMAINE]. Quels sont les besoins les plus urgents à combler dans ce domaine afin de réduire la pauvreté et les inégalités de richesse? *Prévoir une période de 30 minutes de discussion.*

Questions de relance :

Vous avez mentionné [NOM DU BESOIN]. Selon vous, quels moyens seraient efficaces pour répondre à ce besoin?

Vous avez mentionné [NOM DU BESOIN]. Selon vous, quels seraient les facteurs importants à considérer dans la mise en œuvre de cette solution?

Outre les considérations budgétaires, y a-t-il selon vous d'autres facteurs pouvant expliquer pourquoi les politiques actuelles n'ont pas été en mesure de combler ce besoin?

1.2 Vous trouverez une liste de 5 politiques au Québec dans le domaine de [NOM DU DOMAINE]. Selon votre expérience, laquelle de ces politiques devrait être

prioritairement bonifiée pour réduire la pauvreté et les inégalités de revenu? Prévoir une question interactive et une période de 40 minutes de discussion.

Questions de relance :

Qu'est-ce qui rend cette politique prioritaire par rapport aux autres?

Qu'est-ce qu'il faudrait concrètement faire pour améliorer cette mesure? Qu'est-ce qui pourrait être fait différemment?

Quels sont les facteurs qui devraient être considérés pour que la transformation de cette politique produise les effets attendus?

Quels seraient les principaux défis à affronter dans la bonification d'une telle politique?

1.3 Préalablement à cette séance de discussion, nous vous avons envoyé un bref document sur certaines politiques sociales présentes dans d'autres juridictions. Sur la base de ce document et de votre expérience, comment évaluez-vous la pertinence et la faisabilité de [NOM DE LA POLITIQUE] au Québec? Prévoir deux ou trois questions interactives et une période de 30 minutes de discussion.

Questions de relance :

Connaissiez-vous bien cette politique avant de recevoir les informations que nous vous avons fait parvenir à son sujet?

Dans l'ensemble avez-vous une opinion plutôt positive ou négative de cette politique?

Selon vous cette politique pourrait-elle être mise en œuvre au Québec, dans sa forme originale ou avec certaines modifications?

Quels seraient selon vous les principaux obstacles à la mise en œuvre de cette politique au Québec et, si possible, comment pourrait-on les neutraliser?

Est-ce que le Québec aurait les capacités (expertises, évaluations, ressources) d'adopter une telle politique?

Y a-t-il des groupes sociaux déjà vulnérables qui pourraient être pénalisés par une telle mesure?

1.4 Selon vous, existe-t-il d'autres politiques ou programmes non abordés jusqu'à présent qui devraient être considérés pour réduire la pauvreté et les inégalités de revenu au Québec? Prévoir une période de 10 minutes de discussion.

Résultats des groupes de discussion

1. Les besoins

Les participants aux groupes de discussion ont soulevé de nombreux besoins en matière de politiques sociales ou programmes au Québec afin de réduire les inégalités de revenu et la pauvreté. Ces derniers s'articulent autour de deux catégories : des besoins ciblés et des besoins transversaux.

1.1 Les besoins ciblés

Bien que l'emphase sur des besoins spécifiques ait pu varier selon les journées de consultations, certains enjeux de politiques sociales au Québec ont été soulevés par différents groupes et faisaient l'objet d'un consensus élevé parmi les participants. C'est notamment le cas des besoins relativement aux services de garde, au logement, à l'éducation aux adultes, à l'aide sociale, aux conditions d'emploi, au salaire minimum et aux services communautaires. Il convient de noter que la réitération de certains enjeux par différents groupes n'est pas étrangère à une plus grande couverture médiatique qui peut rendre plus saillants ces problèmes.

1.1.1 Les services de garde à la petite enfance

Les participants de la majorité des groupes s'entendaient sur l'importance centrale de l'intervention précoce dans les parcours de vie pour réduire la pauvreté et les inégalités

de richesse. Ce constat est reflété par l'emphase sur les besoins quant aux services de garde émergeant lors des groupes de discussion portant non seulement sur l'éducation et la famille, mais également lors de ceux de la sécurité du revenu et de l'emploi. Les participants ont noté un enjeu d'importance contribuant à l'exacerbation des inégalités sociales et de santé parmi les populations en situation de vulnérabilité : l'iniquité d'accès aux services de garde, particulièrement en ce qui concerne leur qualité.

« Ça concerne pas nécessairement l'éducation [...], mais peut-être une des priorités, c'est, je pense, c'est au niveau des services de garde éducatifs à l'enfance. En termes d'accessibilité puis de qualité. » (Participant 2 – Éducation)

« Il y a des, des questions de ces objectifs en termes éducatifs. Plus [...] d'égalité des chances ben, ils sont souvent manqués parce que il y a vraiment des [...] secteurs des services de garde qui sont de faible qualité, donc il y a beaucoup de marge de progression encore à ce niveau-là et en plus bon pour la participation au marché du travail des, des familles aussi, là c'est quelque chose de criant. » (Participant 6 – Famille)

Au-delà de ces préoccupations générales, des constats concrets ont également été signalés, notamment au niveau de l'inégalité d'accès due aux coûts élevés de certains services de garde à la petite enfance:

« On parle beaucoup des grèves en CPE et tout ça, mais c'est un frein aussi à plusieurs personnes. C'est, quand vous devez payer 40\$ la journée pour aller travailler, si vous êtes au salaire minimum, ben il y a plusieurs personnes qui vont décider finalement de

pas aller travailler et de rester dans la pauvreté. » (Participant 14 – Sécurité du revenu et de l'emploi)

Les préoccupations au niveau de la qualité s'expriment quant à elles au niveau de la répartition géographique inéquitable des services de garde de qualité.

*« Il y a une réalité aussi à savoir que les milieux de garde, qui sont de moins bonne qualité, sont pas répartis également sur tout le territoire et se retrouvent davantage en milieu défavorisé. Donc tantôt on parlait de mixité sociale, ça serait peut-être un moyen d'assurer aussi une plus grande uniformité dans la qualité des services de garde. »
(Participant 8 – Famille)*

Les participants ont également fourni des pistes pour améliorer cette situation. L'accent a été mis ici sur des interventions pour soutenir les services de garde dans leur fonction éducative et de prévention, passant par l'amélioration de la formation et de la qualification des éducatrices, des repas de qualité ainsi que des espaces verts.

« Oui ben ça prend, c'est sûr que ça, ça prend des équipes de direction qui sont vraiment dévouées, dédiée vers eh vers le bien-être des enfants et pas nécessairement vers la recherche de profit. Ça prend des forma-, des des' éducatrices qualifiées, ça prend aussi du, un nombre suffisant donc des ratios aussi qui soient raisonnables pour avoir des interventions de qualité. » (Participant 6- Famille)

Enfin, lors de la journée de consultation portant sur la famille, les services de garde éducatifs, de qualité et subventionnés ont été unanimement identifiés parmi les mesures à bonifier au Québec. Il est important de préciser que cette recommandation

venait du constat que les CPE constituent un fleuron du système public, et qu'il est important de concentrer les investissements à en améliorer l'accès et la qualité plutôt que d'envisager un nouveau programme.

« Oui, ben moi aussi, je vais y aller pour les services de garde subventionnés, mais [...] Je vais être encore plus radicale parce que c'est des CPE, c'est vraiment les CPE qui sont the best dans les services de garde subventionnés. » (Participant 5 – Famille)

1.1.2 Le logement

Un autre besoin pressant soulevé dans plusieurs groupes concerne le logement. Les participants ont notamment fait ressortir l'importance de donner davantage de leviers aux villes et aux municipalités en matière de logement, d'une réglementation plus sévère et une surveillance plus étroite auprès du marché locatif, une mise à jour du programme HLM et de l'allocation au logement, d'assurer une plus grande dispersion des logements sociaux dans les différents quartiers ainsi que l'augmentation des logements abordables et même à prix modique.

« C'est clair qu'en ce moment, on a un sérieux problème [...] d'accès au logement. Il y a une flambée des loyers absolument hallucinante qui fait en sorte que eh, le, le logement abordable, ça signifie avoir payé 30% de ses revenus pour un logement, ben c'est pas le cas du tout en ce moment. Ça a des effets domino sur le travail des banques alimentaires en ce moment. » (Participant 5 – Famille).

« Si j'ai absolument à choisir quelque chose, je choisiraï un programme de, d'accès au logement parce que clairement c'est un, c'est un problème, puis on parle beaucoup d'itinérance. Je pense que c'est assez concret, l'accès au logement. » (Participant 11 – Pauvreté et exclusion)

« En termes de richesse, là, c'est salaire minimum, registre des loyers, c'est pas compliqué, on la connaît cette solution-là, là. Je veux dire, c'est pas, donc la crise du logement, je m'excuse pour Monsieur Legault, elle existe, c'est un problème fondamental. » (Participant 15 – Sécurité du revenu et de l'emploi)

En dépit du fait que les discussions soient centrées sur les besoins pour réduire les inégalités de richesse et de pauvreté, la justification de plusieurs besoins évoqués reposait souvent sur les conséquences délétères de ces déterminants. Le discours des participants dénotait alors une sensibilité à la pléthore de retombées que ces besoins engendrent. C'est notamment le cas du logement, reconnu comme étant étroitement imbriqué avec l'insécurité alimentaire et les déterminants environnementaux de la santé qui sont aussi inégalement distribués parmi la population. Ainsi, certains ont évoqué les difficultés pour des familles cumulant plusieurs autres facteurs de vulnérabilité d'avoir accès à des logements salubres au Québec.

« Les contaminants environnementaux, qui touchent beaucoup plus les enfants de familles défavorisées par exemple: des logements sont des vieux logements qui ont encore de la peinture au plomb là-dedans. » (Participant 6 – Famille)

« C'est une problématique que les gens qui vivent soit pas de logement ou complètement insalubre. Donc je pense que ça devrait être aussi une priorité, là, parce

que ça a des impacts surtout, hein, par après, sur le, on parlait de la santé physique, mais de la santé mentale. » (Participant 14 – Sécurité du revenu et de l'emploi)

1.1.3 L'éducation des adultes

Les besoins quant à l'éducation des adultes s'avèrent un autre thème récurrent dans les différents groupes de discussion. Si l'enfance est considérée comme une étape névralgique d'intervention selon plusieurs, il demeurerait néanmoins nécessaire d'accroître la valorisation et l'accès à l'éducation aux adultes afin que celle-ci puisse véritablement servir de tremplin pour la mobilité sociale, notamment pour les populations en situation de vulnérabilité.

« L'éducation des adultes a été une éducation de la seconde chance et dans ce sens-là on peut on peut se rattraper et donc il faut penser effectivement des choses. Euh non pas uniquement en termes [...] d'intervention au début de la vie à tous, tout ne se joue pas avant 6 ans là. » (Participant 1 – Éducation).

« Y aurait cette préoccupation-là de permettre aux femmes monoparentales qui ont pour toutes sortes de raisons qui sont tombées enceintes quand il était toute jeune, puis que ils ont pas compléter leurs leurs études. Mais ça serait comme intéressant de trouver un moyen de le faire. » (Participant 5 – Famille)

« Je pense que le renforcement du filet social, que c'est un truc très large. Là-bas, on pourrait jouer, parce que là-bas, on pourrait mettre la formation, parce qu'on peut dire: "Ok, quelqu'un qui, par exemple, il, parce qu'il a perdu son travail, parce qu'il n'y a pas

assez de travail, comment on va l'aider pour qu'il se forme, pour faire un autre travail?
» (Participant 13 – Sécurité du revenu et de l'emploi)

La formation aux adultes est ainsi non seulement perçue comme un outil à privilégier pour réduire la pauvreté, mais elle a également été présentée comme un moyen d'inclusion sociale.

« Moi, je vois, j'ai, dans les données, des personnes qui commençaient avec 18 ans, 16 ans, avec l'aide sociale, et ils, ils vont à la retraite avec l'aide sociale. Ça, une société, elle devrait intégrer ces personnes. Et peut-être ce n'est pas le travail comme nous, on le conçoit, sinon, l'intégration à travers des formations d'intégration, de volontariat, d'autres types. » (Participant 13 – Sécurité du revenu et de l'emploi)

Afin de pleinement accomplir ce potentiel de mobilité sociale, l'éducation aux adultes devrait néanmoins surmonter des lacunes au niveau de l'arrimage entre les besoins des personnes et du marché de l'emploi en matière de formation ainsi que de l'équité quant à l'accès.

« Les obstacles à l'éducation des adultes sont beaucoup plus variés que les que certains obstacles en formation [...] au primaire au secondaire donc à ce niveau-là, c'est des éléments qu'il faut tenir compte » (Participant 1 – Éducation)

« Parce que il y a quand même des besoins en termes de formation professionnelle également, puis de de diplôme technique là y'a des grands besoins dans un contexte de pénurie de main-d'oeuvre, aussi là comme on vit actuellement » (Participant 3 - Éducation)

« Et la pénurie de main-d'œuvre, ce n'est pas pour les changements démographiques seulement, c'est aussi parce qu'il y a des [...] problèmes entre qu'est-ce que les employeurs demandent et qu'est-ce que les travailleurs ils, ils veulent ou ils peuvent travailler, ça dépend de la formation. » (Participant 13 - Sécurité du revenu et de l'emploi)

1.1.4 L'aide sociale

De par la nature du projet et du thème abordé lors des discussions, la question de l'aide sociale a été rapidement soulevée dans différents groupes jusqu'à être un point focal de la discussion dans les groupes sur la sécurité du revenu et de l'emploi ainsi que la pauvreté et l'exclusion. Ces discussions ont permis de mettre en exergue plusieurs lacunes du programme actuel et des nombreux besoins qui demeurent à combler.

Avant de se pencher sur les besoins issus directement du programme de l'aide sociale, il est également à noter que l'un des participants a souligné que la multiplication des programmes destinés aux populations en situation de pauvreté en conjonction avec l'aide sociale, notamment pour les familles avec enfants, est un élément de complexité qui peut masquer l'étendue du soutien accordé aux dites familles.

« Au fil des années, chacun a ajouté, permettez-moi l'expression, mais sa patente, là. Donc Jean Chrétien a fait une patente, l'autre après a fait une autre patente, puis là c'est les patentes qui s'accumulent, puis, on a toutes l'impression que c'est des petits montants, mais la somme de tout ça fait un montant massif. Mais j'ai l'impression que

si c'est un programme unique qui gérait ça, les gens verraient mieux l'importance de l'aide qui est accordée. » (Participant 10 – Pauvreté et exclusion).

Revenant au programme d'aide sociale, de nombreux participants ont souligné la nécessité de bonifier les montants puisqu'ils ne permettent actuellement pas de répondre aux besoins de base de plusieurs groupes d'individus. En ce sens, l'aide sociale ne remplirait pas de façon efficiente sa principale fonction.

*« Je pense qu'il faut se rappeler que l'aide sociale, c'est un droit, c'est pas un privilège, là, je veux dire, c'est un droit. On a estimé à un moment donné qu'en tant que société, on donnait un minimum décent à tout le monde. Il est indécent aujourd'hui. »
(Participant 15 – Sécurité du revenu et de l'emploi)*

« On parle de 55% de la mesure du panier de consommation, des prestations d'aide sociale, donc ça a aucun sens. Il y a 2 familles monoparentales sur 10 au Québec qui couvrent pas leurs besoins en ce moment. Puis la plupart de ces familles-là évidemment sont assistées sociales donc ça prendrait des revenus, des, des protections publiques qui, qui assurent un meilleur revenu. » (Participant 5 – Famille)

« Je pense qu'il faut augmenter les montants qui, qui sont loin de suffire, en ce moment. » (Participant 17 – Pauvreté et exclusion).

En plus d'une bonification de l'aide sociale, plusieurs participants ont identifié la nécessité d'une plus grande flexibilité dans le programme, mais également de revoir le

taux de réduction et les catégories de prestataires et de mieux soutenir les transitions vers l'emploi.

« Je pense que le régime d'aide sociale mériterait, de façon très urgente, une réforme fondamentale, notamment pour enlever les catégories, pour réduire l'effet de trappe, ce qu'on appelle la trappe à l'aide sociale, là, c'est-à-dire le moment où la personne commence à travailler un petit peu, puis le moment où elle se met assez à travailler pour être capable d'en vivre, il y a une, une trappe d'inactivation qui existe, qui, qui est super pénalisante pour des gens qui veulent se remettre en mouvement. » (Participant 16 – Sécurité du revenu et de l'emploi)

« Euh, si justement on [...] réussit, où les intervenants réussissent à amener quelqu'un travailler 7h/semaine, puis qui se fait couper 7h l'autre bord? On s'aide pas, en tant que société, on s'aide pas, [...] on se nuit. » (Participants 12 – Pauvreté et exclusion)

« Il y aurait sûrement un assouplissement des règles, tu sais, on voit des gens qui essaient de s'en sortir, mettons en vivant à 2, 3, dans le logement, mais ils sont pénalisés, comme s'ils fraudaient, alors que ils essaient juste de s'en sortir. » (Participant 17 – Pauvreté et exclusion)

Certains participants reprochaient le fait que sous sa forme actuelle et combinée avec une forte fiscalisation du filet social, le calcul économique coûts-bénéfices de l'activation penchait souvent en faveur d'un maintien sur l'aide sociale en considérant les emplois souvent précaires et les incitatifs d'activation trop décalés et difficiles à prévoir. Corollairement, cela contribuerait à maintenir les gens dans la pauvreté, avec les problèmes qui en découlent. Or, le succès de l'aide sociale dans le processus d'activation

serait tributaire d'une prise en considération des conditions de travail souvent précaires offertes à ces populations.

« Tu sais, la personne qui fait le choix de se mettre en mouvement, de faire, vers un emploi, faut que ça soit clair, qu'elle va faire plus d'argent, minimum, là. [...] Puis en ce moment peut-être que oui peut-être que non, ça dépend de la, la situation, c'est super compliqué (Participant 16 – Sécurité du revenu et de l'emploi)

« Quand on va travailler chez Walmart ou que on travaille, puis là on nous demande de travailler 40h/semaine, mais on a peur que rendu au mois de janvier, on va nous donner 6h/semaine, là on se dit: "Ah, j'y vas-tu vas ou j'y vas pas?" Peut-être que tu fais la gaffe une fois, puis après ça tu dis: "On m'y, on m'y reprendra plus. [...] Fait que tant qu'à moi, tant qu'on sera pas capable, tant que les gens ont pas une certaine sécurité de ce côté-là, ben, c'est extrêmement difficile [...] de faire le saut (Participant 15 – Sécurité du revenu et de l'emploi)

Il existerait également le besoin de mieux distinguer les personnes sur l'aide sociale pour des motifs économiques et ceux pour des motifs de santé, quitte à créer un programme distinct. À cet égard, en dépit de bonne volonté des prestataires, les répondants font état de la nécessité de considérer les capacités réelles des personnes à être en emploi, ce qui va au-delà d'une courte consultation médicale (dans la mesure où celle-ci est même disponible). Il ressort ainsi que les problèmes de santé physique et mentale deviennent incompatibles avec un programme qui sous-tend une norme de 35 ou 40 heures de travail par semaine pour espérer sortir de la pauvreté.

« Je remarque des personnes qui sont dans la trappe de l'aide sociale, même des familles, euh, c'est beaucoup lié à la santé, à la santé physique et à la santé mentale [...] Alors je pense que cette partie-là elle devrait être séparée de l'aide sociale parce qu'on ne peut pas traiter les personnes de la même façon. » (Participant 13 – Sécurité du revenu et de l'emploi)

« Tu sais, une personne qui est en situation de polytoxicomanie, puis qui a vécu des traumatismes à répétition, "oui, je veux travailler 40 h", ben non, ça se peut juste pas, c'est pas, c'est comme, elle n'a pas les capacités en ce moment, elle n'a pas la santé globale qui lui permet de porter ce rôle social là. » (Participant 11 – Pauvreté et exclusion)

Enfin, les participants ont souligné que les représentations sociales des personnes recevant de l'assistance sociale sous-tendent cette complexité du système d'aide sociale et pourraient être un frein à leur intégration. Ainsi plusieurs participants ont fait valoir la nécessité de déboulonner les mythes et préjugés qui persistent au sujet des prestataires à l'aide sociale, et de reconnaître qu'ils sont également entretenus par la structure du système actuel.

« Je pense qu'à un moment donné, il faut aussi se rappeler, là, toute notre système est fondé sur le bon pauvre et le mauvais pauvre, là, celui qui veut travailler, puis celui qui veut pas. » (Participant 15 – Sécurité du revenu et de l'emploi)

1.1.5 Le salaire minimum

Plusieurs groupes de discussion ont pointé la nécessité d'augmenter le salaire minimum pour permettre aux populations les plus vulnérables de sortir de la pauvreté et atteindre

un niveau de vie décent. Par ailleurs, l'augmentation du salaire minimum est également présentée par certains répondants comme une solution à d'autres problèmes liés à la pauvreté dont l'insécurité alimentaire, l'accès à un logement salubre ou accumuler suffisamment d'épargne pour la retraite.

« Et évidemment, il y a toujours [...] la question du salaire minimum, là, présentement, une personne qui travaille à temps plein au salaire minimum est en dessous du seuil de pauvreté. Ça prendrait un salaire minimum de 18\$ l'heure pour pour atteindre, pour sortir de la pauvreté en travaillant 35 h semaine. » (Participant 5 – Famille)

« C'est un peu comme mon prédécesseur que j'allais parler. Donc, nous on milite beaucoup pour une augmentation du salaire minimum, bien sûr, parce que les jeunes n'arrivent pas avec le salaire minimum, même à temps plein. » (Participant 13 – Sécurité du revenu et de l'emploi).

Un autre répondant souligne également que les écarts demeurent à combler au niveau de l'équité salariale entre les femmes et les hommes.

« C'est la question de l'équité salariale homme/femme. Euh, il y a une loi en 1995 au Québec, certains progrès ont été faits, elle s'applique pas partout, surtout dans le secteur public. Donc il faut qu'on revalorise les emplois, euh, à prédominance féminine, là. Donc ça pour moi, c'est important. » (Participant 15 – Pauvreté et exclusion)

Enfin, les participants ont également souligné qu'un lien étroit existe entre le salaire minimum et la précarité d'emploi. La prise en considération de cette intersectionnalité serait inadéquate dans les politiques de sécurité sociale actuelles.

« Il y a de plus en plus d'emplois atypiques de toutes sortes de façons et nos régimes de sécurité sociale ne sont absolument pas adaptés pour ça. Donc, je pense que ça ce serait quelque chose d'assez urgent aussi à faire pour réduire la pauvreté. » (Participant 16 – Sécurité du Revenu et emploi)

1.1.6 Les conditions d'emploi

Les discussions entourant les besoins ont fait ressortir la question des lacunes importantes des conditions d'emploi au Québec. À l'instar du salaire minimum, certains participants soulignent que l'étendue de la précarité des conditions d'emploi actuel constitue un frein important pour sortir de la pauvreté. Ainsi, tel qu'évoqué précédemment, la question de la pauvreté ne peut se résoudre uniquement par la bonification de l'aide sociale ou du salaire minimum, il faut envisager la situation dans son ensemble, en considérant également les effets issus du marché du travail et de sa réglementation (ou des lacunes à cet égard).

*« La réforme de, de la loi, de la santé et sécurité au travail qui a eu lieu ce printemps. Je veux dire c'est des, c'est, il y a des reculs majeurs qui ont eu lieu, donc, tu sais [...] contribue à accroître les inégalités de richesse, à, à, ben, pousser plus de gens dans la pauvreté. Quand une blessure au travail n'est pas reconnue, c'est compliqué. »
(Participant 15 – Sécurité du revenu et de l'emploi)*

« On assiste vraiment depuis plus qu'une dizaine d'années, là presque 20 ans à une précarisation du marché du travail, absolument important, ça, vraiment, il y a de plus en plus [...] d'emplois sur appel, d'emploi à temps partiel donc, même si ces emplois là

des fois, ils peuvent être un peu plus que le salaire minimum, il ça reste que si tu travailles 20h semaine t'arrives pas là.» (Participant 5 – Famille)

Par ailleurs, les conditions de travail actuelles, notamment en termes de temps de travail, ne seraient pas adaptées aux différentes réalités sociales des familles. Plusieurs participants ont aussi fait valoir la nécessité de bonification des programmes en matière de conciliation travail-famille ou de congé maladie.

*« On a des éléments, certaines politiques, congés parentaux, tout ça, mais tu sais beaucoup autour de la naissance des enfants autour, autour de la, vraiment, de la périnatalité, mais après, tu sais les besoins continuent d'exister quand même. »
(Participant 8 – famille)*

« Pour la réduction de la pauvreté, c'est sûr que des mesures de soutien financier, mais [...] la question de la conciliation travail famille, évidemment par, en ayant des salaires décents, un travail avec un salaire décent, mais aussi des conditions de travail qui font que on a moins de pression sur les familles. » (Participant 6 – famille)

« Des conditions de travail qui lui permettent de prendre un congé, s'arrêter pour investir le temps que son enfant a besoin, pour rétablir un équilibre en collaboration avec l'équipe école, soutenir son jeune pour leur mettre sur la traque comme on dit en bon québécois, ça peut être ça, ça peut être très salubre, mais c'est pas tous les parents qui sont dans des, qui sont dans des situations professionnelles qui le permettent. » (Participant 4 – Éducation)

1.1.7 Le soutien communautaire

Le rôle prédominant des organismes communautaires a été souligné à maintes reprises dans tous les groupes de discussion. À cet égard, il est intéressant de noter que ce constat était partagé non seulement par les acteurs des organismes communautaires, mais surtout par des acteurs des différents ministères ainsi que les experts. D'ailleurs, les organismes communautaires ont été représentés comme des intermédiaires importants entre les familles, l'école, les services de santé ou encore l'aide sociale.

« Je trouve que la question de l'accessibilité aux services de garde pour bon ultimement redistribuer la richesse, mais réduire les inégalités ça passe aussi beaucoup par [...] les organismes communautaires. » (Participer 6 – Famille)

« Oui, tu sais, je pense que c'est par et pour la communauté. C'est quand même, [...] qu'on inventera la roue, je veux dire oui, c'est vrai, on a une force au Québec, le communautaire. » (Participant 12 – Pauvreté et exclusion)

En dépit de ce rôle central reconnu, la nécessité de cohésion des services, de concertation et de financement se trouvait au cœur des besoins évoqués. Le temps consacré à « courir après le financement » ne permettrait pas aux organismes de remplir de façon efficiente leur rôle de lutte contre la pauvreté.

« L'enjeu de de cohérence là de l'ensemble des mesures politiques qui sont mises en place par les différents intervenants, que ce soit par les ministères et organismes, mais aussi par les organismes qui sont sur le terrain communautaire. » (Participant 3 – Éducation)

« Puis ça, ben ça passe par le financement des organismes communautaires, pour qu'ils puissent être pérennisés. Donc c'est quelque chose qui est mené beaucoup de l'avant par tous les regroupements des organismes communautaires au Québec là, mais c'est pas pour rien, là, c'est parce que c'est quelque chose de précieux qu'on a entre les mains. »

(Participant 11 – Pauvreté et exclusion)

« Faut leur donner les ressources d'agir, [...] c'est pas plus compliqué que ça, là. Ils savent quoi faire avec, je veux dire, y'a pas plus efficace qu'un organisme communautaire. »

(Participant 16 – Sécurité du revenu et de l'emploi)

En plus de ne pas pouvoir pleinement jouer leur rôle, le sous-financement des organismes communautaires aurait des retombées délétères en générant des problèmes au sein même des organismes qui tentent de sortir les populations vulnérables de la pauvreté.

« Le mouvement communautaire travaille, lutte, offre des services, fait toutes sortes de choses pour contribuer à réduire la pauvreté, et c'est le parent pauvre de, donc là encore là, on vient d'annoncer, je pense, 3.2 milliards pour aider les employeurs à avoir des personnes, là. Le gouvernement, le mouvement communautaire réclame des sommes beaucoup plus petites que ça pour pouvoir travailler bien. Et puis on se, c'est pas ça qui arrive, là, on coupe les budgets, on propose des augmentations un peu, ça. Et donc ça, c'est, ça nuit au travail qu'ils font, puis ça crée aussi de la pauvreté au sein même des travailleurs du mouvement communautaire qui sont mal payés. » (Participant 15 – Sécurité du revenu et de l'emploi)

« Ouais, puis on a, tu sais, les organismes communautaires, là, on a la même crise du logement, tu sais, les locaux sont de plus en plus chers pour les organismes. Et y a moins

de ressources, souvent, y a pas de, de, les employés sont pas, n'ont pas les mêmes protections que ceux qui travaillent pour le gouvernement, entre autres. » (Participant 17 – Pauvreté et exclusion)

1.2 Des besoins transversaux

Au-delà des besoins dans des domaines précis, les différents groupes de discussion ont permis de dégager certains besoins transversaux qui ont pu apparaître plus ou moins implicitement dans la section précédente. D'abord, il est possible de constater que la question de l'accessibilité représentait un besoin récurrent. Trop de services dans plusieurs domaines d'interventions du gouvernement souffrent actuellement d'un manque d'accessibilité ou d'un accès inégal pouvant contribuer à amplifier les inégalités. Ainsi, qu'il s'agisse par exemple de santé pour être traité par un spécialiste ou pour un problème de toxicomanie, des programmes particuliers en éducation, les logements abordables, des espaces verts ou naturalisés ou encore les services de gardes subventionnés, les participants mettent de l'avant les besoins quant à l'accès.

« Les programmes particuliers, les PPP, là c'est peut-être pas, c'est pas une mauvaise chose en soi, mais c'est la question de l'accès là qui devrait peut-être réfléchi, donc les barrières à l'accès financières. » (Participant 2, Éducation)

« Là, on parle aussi de, de services de garde c'est, c'est assez névralgique, là, avoir accès à des services de garde. » (Participant 5 – Famille)

« y'a un paquet de problématiques au niveau de la pauvreté, de l'exclusion, là, qu'on parle des soins de santé, qu'on parle de l'accès à l'éducation. » (Participant 12 – Pauvreté et exclusion)

« Mais ce qu'on constate de plus en plus, puis je pense que ça va vraiment augmenter dans les prochaines années, c'est toute la, la proportion de la population qui n'a pas accès aux politiques publiques existantes, donc je pense entre autres, à la RAMQ. »
(Participant 11 – Pauvreté et exclusion)

« Si on prend au niveau scolaire, avoir accès aux, à un psychologue, tout le monde va au privé, mais si vous avez pas les revenus pour aller au privé, mais votre enfant reste avec la problématique, il va grandir là-dedans. » (Participant 14 – Sécurité du revenu et de l'emploi)

Les participants de l'ensemble des groupes ont également fait valoir la nécessité d'adopter une perspective des parcours de vie et mieux couvrir les transitions dans la vie pour s'attaquer de façon efficiente à la réduction des inégalités de richesse et la pauvreté.

« Euh, et donc il y a, il y a d'une part l'importance de reconnaître l'éducation des adultes comme ayant le même, la même importance symbolique et en termes de ressources que l'enseignement primaire et secondaire aux jeunes, et aux enfants et aux jeunes » (Participant 1 – Éducation)

« Une chose à mon avis dans laquelle le gouvernement ou les politiques sociales devraient trouver le moyen d'investir, c'est de, le soutien au continuum de services. Ça a l'air un peu ésotérique parfois, mais dans le fond, ce qu'on dit, c'est comment

s'assurer qu'il y en a pas personne qui est échappé - de familles et de tout petits?
Comment éviter que ça devienne un espèce de jeu de serpents et échelles quand je
veux avoir accès à des services? » (Participant 7 – Famille)

*« La Commission Laurent aussi le dit, faut mettre les morceaux ensemble pour avoir
une approche de trajectoire peut être qu'on va remonter de parcours de vie hein. »
(Participant 6 – Famille)*

Les discussions quant aux besoins permettent également de mettre en exergue la vision
intersectionnelle et intersectorielle des participants envers les problématiques
rencontrées au Québec. À travers l'ensemble des politiques ou programmes sociaux au
Québec, il existerait ainsi le besoin de recourir à des solutions qui considèrent davantage
ces aspects.

*« Donc on sait que la réalité, là des des Autochtone est bien différente de de celle des
autres populations immigrantes, par exemple ou ou des d'autres types [...] de pauvreté.
Donc il faut vraiment, je pense ajuster les interventions en fonction des différentes
clientèles. » (Participant 3 – Éducation)*

*« C'est à dire que quand t'es monoparentale à l'aide sociale et que, entre autres, tu
viens peut-être d'une minorité visible, mais essayer de trouver un logement sans être
discriminé, là c'est assez difficile. » (Participant 5 – Famille)*

*« Ben c'est pas vrai que ça devrait être juste l'éducation, la santé de la famille qui se
parlent entre eux. Là, on vient de parler de la question du logement. » (Participant 6 –
Famille)*

« Je pense qu'il a une importance d'avoir une analyse intersectionnelle là-dedans aussi, puis d'adresser les personnes en situation de migration, les personnes qui ont un statut autochtone, les personnes, les femmes vieillissantes. » (Participant 11 – Pauvreté et exclusion)

L'accent sur la prévention a également été un besoin récurrent soulevé dans les différents groupes de discussion.

« J'irai beaucoup du côté de euh tout ce qui est un permet de renforcer euh l'agir tôt, c'est-à-dire tout ce qui est de la prévention. » (Participant 7 – Famille)

« Donc on on a un beau, un bon réseau quand même de services de garde au Québec qui est un réseau de CPM mais qui pourrait certainement être renforcé et qui pourrait avoir d'après moi un impact préventif pour beaucoup de choses. » (Participant 8 – Famille)

« Donc, on parle souvent d'agir en prévention, toutes les commissions et les rapports le nomment, la Commission Laurent, toutes les tables de concertation en petite enfance qui existent pas, avec la Fondation Chagnon et autres. Mais concrètement, ce qui se passe, c'est que ces personnes-là, en ce moment, on les laisse tomber. » (Participant 11 – Pauvreté et exclusion)

« On a bien, tu sais, abordé, je pense, la question de la famille, puis l'importance de la, de la prévention précoce en petite enfance, mais des fois, on oublie de tenir compte de la petite enfance comme faisant partie du ventre de la mère. » (Participant 11 – Pauvreté et exclusion).

2. L'acceptabilité et la transférabilité des politiques et programmes étrangers

La deuxième partie de la discussion portait sur l'acceptabilité et la faisabilité de l'implantation de politiques sociales identifiées dans d'autres juridictions et ayant démontré des retombées positives sur la réduction de la pauvreté et des inégalités de revenu. Les politiques soumises à la discussion avaient été sélectionnées à l'aide de la recension systématique des études adoptant une perspective causale ainsi que du sondage auprès des experts et des membres partenaires de l'Action concertée.

Malgré que certaines politiques puissent paraître intéressantes selon les participants, plusieurs des politiques ou programmes présentés ont néanmoins reçu des critiques ou fait l'objet de questionnements quant à la pertinence d'implantation au Québec. Les répondants affichaient ainsi souvent un scepticisme quant à la transférabilité de ces programmes en mettant de l'avant la particularité du contexte social québécois.

« Par ailleurs, moi aussi, je trouvais, c'est comme si je trouvais ça, un petit peu Big Brother, moi, le Family Working Time Model. On va regarder, on va vous, on va vous payer selon ce que vous vous...si la liste de « to do » est bien répartie. Je trouvais ça un peu weird » (Participant 7 – Famille)

Par ailleurs, alors que les besoins nommés étaient nombreux lors de la première phase de discussion, cet exercice a paradoxalement permis de mettre en lumière que le Québec avait déjà instauré plusieurs éléments s'apparentant à ces programmes. En

abordant ces politiques étrangères, les «bons coups» au Québec prenaient ainsi rapidement le dessus sur les besoins et les lacunes.

« Les deux programmes qui me paraissent les plus intéressants sont le système de garderie puis le congé parental, mais duquel on a rien à envier, en tout cas pas beaucoup. » (Participant 5 – Famille)

« Pour moi, ça semble pas, euh, tant différent de ce qui est en place au Québec. C'est juste que c'est des noms différents, puis ça se décline de façon différente, mais on est encore dans une politique de workfare. » (Participant 11 – Pauvreté et exclusion)

« Moi je trouve que tu sais, le programme danois par exemple, ou New Hope ressemblent beaucoup à ce qu'on a au Québec. » (Participant 16 – Sécurité du revenu et de l'emploi)

Considérant que la majorité des programmes présentés avaient été sélectionnés sur la base de leurs effets avérés sur la réduction de la pauvreté ou des inégalités de revenu, le Québec aurait ainsi déjà emprunté des voies gagnantes à cet égard. C'est le cas notamment des programmes destinés à la petite enfant ou aux familles avec des enfants, dont les effets positifs sur la réduction des inégalités au Québec ont été démontrés (van den Berg et al., 2017). Ainsi, la discussion a évolué vers la considération des améliorations qui pourraient être apportées aux politiques ou programmes déjà présents au Québec plutôt que de soutenir une démarche d'importation de politiques ou de programmes étrangers *de novo*. Cette perspective, partagée par de nombreux participants, est bien illustrée par la métaphore du tricot.

« Quand on tricote, des fois on en échappe, là, ben c'est ça qui s'est passé au Québec, on s'est tricoté un beau chandail, puis là de temps en temps: "Oh j'ai échappé ma maille!" Mais on l'a pas rattrapée, on a juste continué à tricoter. » (Participant 11 – Pauvreté et exclusion)

2.1 Comblent les trous par l'émulation ou l'inspiration

Devant des défis inhérents au transfert des politiques, les groupes de discussion ont fait ressortir qu'aucune mesure présentée ne semble importable à 100% au Québec soit en termes d'acceptabilité ou de transférabilité. Or, dans certains cas, les participants concevaient plutôt le transfert de ces politiques ou programmes sous le mode proche de l'«émulation» ou de l'«inspiration» (Dolowitz et Marsh, 2000). Ces concepts réfèrent aux différents degrés de transfert de politiques entre différentes juridictions. L'émulation implique le transfert des idées sous-tendant la politique ou le programme. Pour sa part, l'inspiration réfère au fait que la politique ou le programme d'une autre juridiction peut inspirer un changement de politique, mais sans nécessairement chercher à copier les résultats de la politique originale. On retrouve ainsi dans les propos des participants l'idée d'emprunter des éléments précis qui ne sont pas nécessairement au cœur du programme étranger afin de les intégrer et de peaufiner ce qui existe déjà au Québec.

« Je pense qu'il faut voir là le Québec quand même est particulier là à la fois dans les allocations, le système d'éducation, le système d'éducation à l'enfance. Là, donc qui c'est, c'est pas, c'est pas exportable à 100% je pense ces modèles là, mais il y a peut-être des éléments qu'on peut aller chercher ici là. » (Participant 3 – Éducation)

« Je trouve qu'il y a certainement des choses à apprendre dans un modèle comme ça. On parlait tantôt de bonifier notre système ici. Ben je pense que certainement peut être des choses à prendre là-dedans pour pour bonifier notre notre truc ici. » (Participant 8 – Famille).

2.1.1 Le système de garderie en Suède

Le système de garderie de qualité suédois a reçu un accueil favorable de la part des participants. Étant étroitement liés aux besoins évoqués quant aux services de garde du Québec, les participants ont vu certains éléments d'inspiration de ce modèle, dont la qualité de la formation des éducatrices, ainsi que la flexibilité des horaires. Bien que l'aspect de la formation soit cohérent avec les besoins du Québec, un des participants souligne que la formation des éducatrices ne devrait pas nécessairement être de niveau universitaire, mais une formation spécifique à la petite enfance.

« Entre autres, la formation de niveau universitaire des, des personnes qui travaillent en CPE avec, parallèlement à ça, comme des aides comme des assistantes là, ils ont pas nécessairement les formations universitaires, mais là donc ça je trouvais que c'était intéressant. » (Participant 8 – Famille)

« Il terminait avec les, tous les, tout le travail atypique tout la, toute, toute la flexibilité des services de garde ou là, il y a aussi de la marge de manœuvre. Je pense pour que ben les services de garde soient plus accueillants pour différentes familles, là, avec des, des modes de vie différents là, mais ça demande beaucoup d'efforts, beaucoup de travail. » (Participant 6 – Famille)

2.1.2 Le programme «*Head Start*»

Le programme «*Head Start*» aux États-Unis a également été pris comme source d'inspiration pour combler les besoins énoncés au Québec. Entre autres, les participants ont nommé les bienfaits des dimensions intersectorielles du soutien aux familles vulnérables qui sous-tendent le programme, la qualité et continuité des services de garde, ainsi que de l'accès au logement.

« Je trouve que c'est un modèle qui s'approche d'un espèce de mix entre ce qui est offert dans les maisons des familles, ce que la pédiatrie, ça, tu sais dans les maisons de la famille où il y a la pédiatrie sociale qui est associée en fait, puis évidemment bon enfin faque ça, moi je trouve ça intéressant puis je viendrai le greffer au système de garderie de qualité. » (Participant 7 – Famille)

« Dans le Head Start, il y a quand même des efforts, je pense aussi de fournir du logement qui a de l'allure ça, c'est vraiment un gros morceau, on en parlait en partant, on est toutes d'accord sur l'importance du logement là. » (Participant 5 – Famille)

Pour les participants, ce programme achoppe cependant au niveau du ciblage de la population qui pouvait avoir des effets néfastes et serait susceptible de nuire aux efforts d'intégrer les populations en situation de vulnérabilité au réseau de CPE. Afin de pallier cette critique, une solution serait de substituer l'élément de ciblage par de l'universalisme proportionné.

« Essayer de construire dans nos structures qu'on a déjà une espèce de gradins. Tu sais, comme dans le fond, un, un système qui s'inspirait de l'universalisme proportionné, là en santé publique, donc oui, on a un réseau, par exemple de services de garde de qualité qui s'adresse à l'ensemble des familles, l'ensemble des tout petits, mais à l'intérieur, peut-être de ça ou imbriquées, en tout cas d'une certaine manière, on pourrait se donner plus de moyens pour répondre à des clientèles d'enfants, de familles qui sont plus défavorisés et qui ont donc des besoins plus grands et que juste ce qui est offert actuellement à CPE sera pas suffisant. » (Participant 8 – Famille).

Enfin, il convient également de mentionner que les participants ont fait état de programmes similaires au Québec qui mériteraient d'être évalués plus systématiquement.

« Puis Il y en a des, y en a des modèles québécois là. Qui le font tu sais faque peut être qu'on gagnerait aller l'examiner un petit peu plus, je pense à un modèle à Saint-Hyacinthe. Je pense à Au coeur de l'enfance à ville Saint-Laurent et donc donc c'est. Ça, je trouve ça intéressant.» (Participant 7 – Famille)

2.1.3 Le système d'éducation finlandais

À l'instar du système de services de garde en Suède, la Finlande était perçue comme un modèle à suivre en matière d'éducation, notamment sur le plan de la valorisation de la profession de l'enseignement et du long tronc commun dans le parcours éducatif. Il faut néanmoins mentionner que les enjeux de faisabilité ont été soulevés d'emblée, considérant les transformations majeures qui seraient requises dans le système éducatif québécois pour adopter, ou même, adapter, ce modèle.

« Moi, parler des pertinences, donc le modèle finlandais toujours pertinent. Puis c'est surtout quand je regarde la question des enseignants, donc on on on réfléchit beaucoup nous présentement à toute la question de la valorisation de l'éducation, notamment des des métiers, les professions de d'en milieu scolaire, incluant la profession enseignante, donc le modèle finlandais est toujours intéressant donc pertinent, oui. » (Participant 2 – Éducation)

« Puis de cette idée aussi que le choix se fait un peut être un peu plus tard dans le parcours, c'est à dire il y a un long tronc commun aussi là. » (Participant 5 – Éducation)

La perspective d'un plus long tronc commun peut être mise en relation avec le besoin de diminuer la segmentation scolaire afin de réduire les inégalités. Cet aspect avait effectivement été identifié lors de la première phase de la discussion. Ce parcours plus homogène pourrait ainsi être bénéfique pour les jeunes avec des difficultés ou des retards dans l'apprentissage.

« Depuis les années 90 la segmentation à l'intérieur de l'enseignement secondaire ne fait que produire davantage d'inégalités scolaires, entre autres au niveau de l'accès au cégep, de l'accès à l'université » (Participant 1 – Éducation)

Par contre, le salaire étudiant offert dans ce programme a été jugé nettement insuffisant comparativement à celui que l'on retrouve au Danemark selon un participant.

« Il y a au Danemark ou [...], on donne en quelque sorte un salaire pour des étudiants, l'enseignement supérieur carrément là, un vrai salaire. Le salaire finlandais là, il y a une étudiante vit pas avec ça là. » (Participant 1 – Éducation)

2.1.4 Allocation garantie de revenu en Belgique

L'allocation garantie de revenu a reçu un accueil plutôt mitigé par les participants. D'une part, les éléments de complexité du programme pour certains constituaient un frein pour une implantation au Québec sous la forme d'une imitation.

« Pour être bien honnête, [...] je l'ai lu 2 fois, puis j'ai toujours pas compris comment ça marchait, donc je dirais que je le rejetterais parce que c'est ça, tant qu'à ça, on va garder notre assurance emploi, tu sais, tant qu'on va rester avec nos complexités à nous, on les connaît déjà » (Participant 16 – Sécurité du revenu et de l'emploi)

« J'ai l'impression que pour la personne qui se retrouve dans la situation qu'elle souhaiterait retourner sur le marché du travail, qu'elle soit en Belgique avec ce programme-là ou au Québec avec l'aspect fédéral et provincial, elle se retrouverait à peu près avec les mêmes opportunités ». (Participant 11 – Pauvreté et exclusion)

Il est à noter d'autre part, pour les participants qui considéraient seulement des parties du programme, que les ressemblances évoquées avec le crédit d'impôt pour la solidarité permettent néanmoins de faire le lien avec les enjeux de fiscalisation du filet social au Québec.

« Mais ce que j'allais dire, c'est qu'il y a quelque chose d'intéressant de, de ce que je comprends de leur modèle, c'est que, dans le fond, c'est que ton allocation de revenu ne, ne s'arrête pas nécessairement à partir du moment où tu retrouves un emploi, puis ça, ben ça ressemble un peu à la, au crédit d'impôt pour la solidarité qu'on a ici au Québec ». (Participant 16 – Sécurité du revenu et de l'emploi)

2.1.5 Programmes d'activation pour assistés sociaux «*Flere skal med 2*»

Le programme «*Flere skal med 2*» figure également sur la courte liste ayant reçu des commentaires favorables. Ce dernier a fait l'objet de certains parallèles avec les programmes au Québec à travers les différents groupes.

« Évidemment, comme c'est des Danois, c'est meilleur que nous, là, mais tu sais, c'est, c'est probablement mieux intégré que ce qu'on a ici, puis probablement que leur niveau de soutien à toutes les étapes sont meilleurs que ce qu'on a ici. Mais en termes de, de panier de service, ça ressemble beaucoup à ce qu'on a. » (Participant 16 – Sécurité du revenu et de l'emploi)

« Il faut aussi penser que la petite et moyenne entreprise a besoin d'un accompagnement beaucoup plus fort. Et, et ça je pense que les programmes d'activation il peut être intéressant si on les adapte à notre contexte. »

« Il parlait beaucoup d'accompagnement, de quelqu'un qui t'accompagne. Je pense que ça, c'est des programmes qu'on a besoin. » (Participant 13 – Sécurité du revenu et de l'emploi)

2.2. Le cas du revenu minimum garanti

Nous réservons une section particulière au revenu minimum garanti considérant que ce dernier n'a pas été identifié dans l'une des étapes précédentes de notre démarche (p. ex., revue systématique). Considérant la nature de ce projet, nous estimons qu'il est néanmoins essentiel d'adresser brièvement cette question qui a été abordée dans deux groupes. Bien qu'il ne s'agisse aucunement d'éléments détaillés puisque souvent à la marge des thèmes centraux, ces derniers peuvent être aussi considérés à la lumière d'un rapport récent sur le sujet (Boccanfuso, Cousineau et Fonseca, 2017).

« Je pense que mettre en place un revenu minimum garanti aurait été faisable et plus facile à faire en 1962 qu'en 2022, pour la seule et bonne raison qu'en 2022, on a plein d'autres patentes qu'on, qu'il va falloir, va falloir détricoter le chandail pour leur faire. Puis la principale crainte que j'ai, par rapport au revenu minimum garanti, c'est pas son coût, parce que le coût, il se gère bien par l'État, c'est-à-dire quand on va détricoter le chandail puis qu'on va le refaire pour améliorer le sort des moins nantis, qui on va défavoriser? » (Participant 10 – Pauvreté et exclusion)

« Le fait que, bon, une mesure de revenu minimum garanti ne diminue pas nécessairement les inégalités sociales, donc c'est pas non plus une panacée, là, à appliquer n'importe comment. » (Participant 11 – Pauvreté et exclusion)

« Ouais, mais je pense que dans, dans, dans le cas du RMG personnellement je trouve qu'il faut qu'il soit implanté dans un contexte favorable, parce que pas implanter dans un contexte favorable, ça risque d'être très dangereux » (Participant 15 – sécurité du revenu et de l'emploi)

Bibliographie des groupes de discussion

Boccanfuso, D., Cousineau, J-M., & Fonseca, R. (2017). Le revenu minimum garanti : une utopie. Une inspiration pour le Québec. Rapport final du comité d'experts sur le revenu minimum garanti. Vol 1. Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/RMG_Rapportfinal_volume1_v3_Acces_sible_FR.pdf

Van den Berg, A., Plante, C., Raïq, H., Proulx, C., & Faustmann, S. (2017). *Combating poverty: Quebec's pursuit of a distinctive welfare state* (Vol. 53). University of Toronto Press.

ANNEXE 8. REMERCIEMENTS

Les auteur.e.s de ce présent rapport voudraient remercier les personnes suivantes pour leur précieuse assistance aux différentes étapes de ce projet.

Michaela Bunakova
Kaitlin Conway
Lauren McAuley
Maya Mikutra-Cencora
Lucienne Talba Papité

Les participant.e.s de nos groupes de discussion et autres informateur.e.s clés consultés pour valider les résultats.

Les membres du comité de suivi de l'Action concertée, ainsi que les employées du FRQSC, Nathalie Roy et Audrey Asselin, qui ont respectivement animé et coordonné ces rencontres.

ANNEXE 9. Bibliographie de la revue systématique

Aratani, Y. (2010). Public housing revisited: Racial differences, housing assistance, and socioeconomic attainment among low-income families. *Social Science Research, 39*(6), 1108-1125.

Arteaga, I., & Heflin, C. (2014). Participation in the National School Lunch Program and food security: An analysis of transitions into kindergarten. *Children and Youth Services Review, 47*, 224-230.

Auten, G., & Carroll, R. (1999). The effect of income taxes on household income. *Review of economics and statistics, 81*(4), 681-693.

Autor, D. H., Houseman, S. N., & Kerr, S. P. (2017). The effect of work first job placements on the distribution of earnings: An instrumental variable quantile regression approach. *Journal of Labor Economics, 35*(1), 149-190.

Azam, M., Ferré, C., & Ajwad, M. I. (2013). Can public works programs mitigate the impact of crises in Europe? The case of Latvia. *IZA Journal of European Labor Studies, 2*(1), 1-21.

Behrenz, L., Delander, L., & Månsson, J. (2016). Is starting a business a sustainable way out of unemployment? Treatment effects of the Swedish start-up subsidy. *Journal of Labor Research, 37*(4), 389-411.

Berger, L. M., Heintze, T., Naidich, W. B., & Meyers, M. K. (2008). Subsidized housing and household hardship among low-income single-mother households. *Journal of Marriage and Family, 70*(4), 934-949.

- Bitler, M. P., Gelbach, J. B., & Hoynes, H. W. (2006). What mean impacts miss: Distributional effects of welfare reform experiments. *American Economic Review*, 96(4), 988-1012.
- Bitler, M. P., Gelbach, J. B., & Hoynes, H. W. (2008). Distributional impacts of the self-sufficiency project. *Journal of Public Economics*, 92(3-4), 748-765.
- Bitler, M. P., Gelbach, J. B., & Hoynes, H. W. (2017). Can variation in subgroups' average treatment effects explain treatment effect heterogeneity? Evidence from a social experiment. *Review of Economics and Statistics*, 99(4), 683-697.
- Blumenberg, E., & Pierce, G. (2014). A driving factor in mobility? Transportation's role in connecting subsidized housing and employment outcomes in the moving to opportunity (MTO) program. *Journal of the American Planning Association*, 80(1), 52-66.
- Bø, E. E., Lambert, P. J., & Thoresen, T. O. (2012). Horizontal inequity under a dual income tax system: principles and measurement. *International Tax and Public Finance*, 19(5), 625-640.
- Bolhaar, J., Ketel, N., & van Der Klaauw, B. (2019). Job search periods for welfare applicants: Evidence from a randomized experiment. *American Economic Journal: Applied Economics*, 11(1), 92-125.
- Boliver, V., & Swift, A. (2011). Do comprehensive schools reduce social mobility?
1. *The British journal of sociology*, 62(1), 89-110.
- Boockmann, B., L Thomsen, S., & Walter, T. (2014). Intensifying the use of benefit sanctions: an effective tool to increase employment?. *IZA Journal of Labor Policy*, 3(1), 1-19.

- Borland, J., & Tseng, Y. P. (2011). Does 'Work for the Dole'work?: an Australian perspective on work experience programmes. *Applied Economics*, 43(28), 4353-4368.
- Brouillette, D., & Lacroix, G. (2010). Heterogeneous treatment and self-selection in a wage subsidy experiment. *Journal of Public Economics*, 94(7-8), 479-492.
- Calnitsky, D., & Latner, J. P. (2017). Basic income in a small town: Understanding the elusive effects on work. *Social Problems*, 64(3), 373-397.
- Campbell, F. A., Pungello, E. P., Burchinal, M., Kainz, K., Pan, Y., Wasik, B. H., Barbarin, O. A., Sparling, J. J., & Ramey, C. T. (2012). Adult outcomes as a function of an early childhood educational program: an Abecedarian Project follow-up. *Developmental psychology*, 48(4), 1033.
- Cancian, M., & Levinson, A. (2006). Labor Supply Effects of the Earned Income Tax Credit: Evidence from Wisconsin's Supplemental Benefit for Families with Three Children. *National Tax Journal*, 59(4), 781-800.
- Cannon, J. S., Jacknowitz, A., & Painter, G. (2006). Is full better than half? Examining the longitudinal effects of full-day kindergarten attendance. *Journal of Policy Analysis and Management: The Journal of the Association for Public Policy Analysis and Management*, 25(2), 299-321.
- Card, D., & Hyslop, D. R. (2005). Estimating the effects of a time-limited earnings subsidy for welfare-leavers. *Econometrica*, 73(6), 1723-1770.
- Card, D., & Hyslop, D. R. (2009). The dynamic effects of an earnings subsidy for long-term welfare recipients: Evidence from the self sufficiency project applicant experiment. *Journal of Econometrics*, 153(1), 1-20.

- Casalone, G., & Sonedda, D. (2013). Evaluating the distributional effects of fiscal policies using quantile regressions. *Review of Income and Wealth, 59*(2), 305-325.
- Chandler, D. (2011). Work therapy: Welfare reform and mental health in California. *Social Service Review, 85*(1), 109-133.
- Chase-Lansdale, P. L., Sabol, T. J., Sommer, T. E., Chor, E., Cooperman, A. W., Brooks-Gunn, J., Yoshikawa, H., King, C., & Morris, A. (2019). Effects of a two-generation human capital program on low-income parents' education, employment, and psychological wellbeing. *Journal of Family Psychology, 33*(4), 433.
- Cheng, T. (2010). Financial self-sufficiency or return to welfare? A longitudinal study of mothers among the working poor. *International Journal of Social Welfare, 19*(2), 162-172.
- Chernozhukov, V., & Hansen, C. (2004). The effects of 401 (k) participation on the wealth distribution: an instrumental quantile regression analysis. *Review of Economics and statistics, 86*(3), 735-751.
- Chu, S. Y., & Chyi, H. (2015). Welfare use and children's longer-term achievement. *Applied Economics, 47*(39), 4200-4207.
- Cockx, B., Goebel, C., & Robin, S. (2013). Can income support for part-time workers serve as a stepping-stone to regular jobs? An application to young long-term unemployed women. *Empirical economics, 44*(1), 189-229.
- Collins, W. J., & Shester, K. L. (2013). Slum clearance and urban renewal in the United States. *American Economic Journal: Applied Economics, 5*(1), 239-73.

- Connolly, H., & Gottschalk, P. (2009). Do earnings subsidies affect job choice? The impact of SSP subsidies on job turnover and wage growth. *Canadian Journal of Economics/Revue canadienne d'économique*, 42(4), 1276-1304.
- Connolly, L. S., & Marston, C. E. (2005). Welfare reform, earnings, and incomes: New evidence from the Survey of Program Dynamics. *Contemporary Economic Policy*, 23(4), 493-512.
- Davis, E. E., Carlin, C., Krafft, C., & Forry, N. D. (2018). Do child care subsidies increase employment among low-income parents?. *Journal of Family and Economic Issues*, 39(4), 662-682.
- Deakin, S., Malmberg, J., & Sarkar, P. (2014). How do labour laws affect unemployment and the labour share of national income? The experience of six OECD countries, 1970–2010. *International Labour Review*, 153(1), 1-27.
- DePolt, R. A., Moffitt, R. A., & Ribar, D. C. (2009). Food stamps, temporary assistance for needy families and food hardships in three American cities. *Pacific Economic Review*, 14(4), 445-473.
- Doerrenberg, P., & Peichl, A. (2014). The impact of redistributive policies on inequality in OECD countries. *Applied Economics*, 46(17), 2066-2086.
- Doiron, D. J. (2004). Welfare reform and the labour supply of lone parents in Australia: A natural experiment approach. *Economic Record*, 80(249), 157-176.
- Doyle Jr, J. J. (2007). Child protection and child outcomes: Measuring the effects of foster care. *American Economic Review*, 97(5), 1583-1610.

- Duggan, M. G., & Kearney, M. S. (2007). The impact of child SSI enrollment on household outcomes. *Journal of Policy Analysis and Management: The Journal of the Association for Public Policy Analysis and Management*, 26(4), 861-886.
- East, C. N. (2018). Immigrants' labor supply response to Food Stamp access. *Labour Economics*, 51, 202-226.
- Edmark, K., Liang, C. Y., Mörk, E., & Selin, H. (2016). The Swedish earned income tax credit: Did it increase employment?. *FinanzArchiv/Public Finance Analysis*, 475-503.
- Eicher-Miller, H. A., Mason, A. C., Abbott, A. R., McCabe, G. P., & Boushey, C. J. (2009). The effect of Food Stamp Nutrition Education on the food insecurity of low-income women participants. *Journal of nutrition education and behavior*, 41(3), 161-168.
- Eissa, N., & Hoynes, H. W. (2004). Taxes and the labor market participation of married couples: the earned income tax credit. *Journal of public Economics*, 88(9-10), 1931-1958.
- Enayati, H., & Karpur, A. (2019). Impact of participation in school-to-work programs on postsecondary outcomes for youth with disabilities from low-income families. *Journal of Disability Policy Studies*, 29(4), 235-244.
- Fauth, R. C., Leventhal, T., & Brooks-Gunn, J. (2004). Short-term effects of moving from public housing in poor to middle-class neighborhoods on low-income, minority adults' outcomes. *Social science & medicine*, 59(11), 2271-2284.

- Feins, J. D., & Patterson, R. (2005). Geographic mobility in the housing choice voucher program: A study of families entering the program, 1995—2002. *Cityscape*, 21-47.
- Ferracci, M., & Martin, F. (2013). Évaluation par expérimentation aléatoire de dispositifs de reclassement innovants pour les demandeurs d'emploi. *Travail et emploi*, (135), 15-26.
- Flores, C. A., Flores-Lagunes, A., Gonzalez, A., & Neumann, T. C. (2012). Estimating the effects of length of exposure to instruction in a training program: the case of job corps. *Review of Economics and Statistics*, 94(1), 153-171.
- Fording, R. C., Schram, S. F., & Soss, J. (2013). Do welfare sanctions help or hurt the poor? Estimating the causal effect of sanctioning on client earnings. *Social Service Review*, 87(4), 641-676.
- Forry, N. D. (2009). The impact of child care subsidies on low-income single parents: An examination of child care expenditures and family finances. *Journal of family and economic issues*, 30(1), 43-54.
- Fortin, B., Lacroix, G., & Drolet, S. (2004). Welfare benefits and the duration of welfare spells: evidence from a natural experiment in Canada. *Journal of Public Economics*, 88(7-8), 1495-1520.
- Fowler, P. J., & Schoeny, M. (2015). The Family Unification Program. *Child Welfare*, 94(1), 167-188.
- Freedman, M., & McGavock, T. (2015). Low-income housing development, poverty concentration, and neighborhood inequality. *Journal of Policy Analysis and Management*, 34(4), 805-834.

- Galster, G. C., Santiago, A. M., Smith, R. J., & Leroux, J. (2019). Benefit–cost analysis of an innovative program for self-sufficiency and homeownership. *Evaluation review, 43*(1-2), 3-40.
- Gassman-Pines, A., & Yoshikawa, H. (2006). Five-year effects of an anti-poverty program on marriage among never-married mothers. *Journal Of Policy Analysis And Management: The Journal Of The Association For Public Policy Analysis And Management, 25*(1), 11-30.
- Gennetian, L. A., & Miller, C. (2002). Children and welfare reform: A view from an experimental welfare program in Minnesota. *Child development, 73*(2), 601-620.
- Gibson-Davis, C. M., & Foster, E. M. (2006). A cautionary tale: Using propensity scores to estimate the effect of food stamps on food insecurity. *Social Service Review, 80*(1), 93-126.
- Gonzales, L., Hudson, K., & Acker, J. (2007). Diverting dependency: The effects of diversion on the short term outcomes of TANF applicants. *Journal of poverty, 11*(1), 83-105.
- Graversen, B. K., & Jensen, P. (2010). A reappraisal of the virtues of private sector employment programmes. *Scandinavian Journal of Economics, 112*(3), 546-569.
- Greenhalgh-Stanley, N. (2012). Medicaid and the housing and asset decisions of the elderly: Evidence from estate recovery programs. *Journal of Urban Economics, 72*(2-3), 210-224.

- Groves, L. H. (2016). Welfare reform and labor force exit by young, low-skilled single males. *Demography*, 53(2), 393-418.
- Guardia, F., Hojman, A., & Larrañaga, O. (2011). Evaluating the Chile Solidario program: results using the Chile Solidario panel and the administrative databases. *Estudios de Economía*, 38(1), 129.
- Gubits, D., & Shroder, M. D. (2016). Sensitivity of treatment on treated effects in the housing vouchers welfare experiment to alternative measures of compliance. *Cityscape*, 18(3), 333-334.
- Gundersen, C., Kreider, B., & Pepper, J. V. (2017). Partial identification methods for evaluating food assistance programs: a case study of the causal impact of SNAP on food insecurity. *American Journal of Agricultural Economics*, 99(4), 875-893.
- Hanson, A. (2009). Local employment, poverty, and property value effects of geographically-targeted tax incentives: An instrumental variables approach. *Regional Science and Urban Economics*, 39(6), 721-731.
- Havnes, T., & Mogstad, M. (2015). Is universal child care leveling the playing field?. *Journal of public economics*, 127, 100-114.
- Hill, H. D. (2012). Welfare as maternity leave? Exemptions from welfare work requirements and maternal employment. *Social Service Review*, 86(1), 37-67.
- Hotz, V. J., Imbens, G. W., & Klerman, J. A. (2006). Evaluating the differential effects of alternative welfare-to-work training components: A reanalysis of the California GAIN program. *Journal of Labor Economics*, 24(3), 521-566.

- Hotz, V. J., Mullin, C. H., & Scholz, J. K. (2002). Welfare, employment, and income: Evidence on the effects of benefit reductions from California. *American Economic Review*, 92(2), 380-384.
- Hoynes, H. W., & Patel, A. J. (2018). Effective policy for reducing poverty and inequality? The Earned Income Tax Credit and the distribution of income. *Journal of Human Resources*, 53(4), 859-890.
- Hoynes, H. W., & Schanzenbach, D. W. (2012). Work incentives and the food stamp program. *Journal of Public Economics*, 96(1-2), 151-162.
- Huang, C. C., Kunz, J., & Garfinkel, I. (2002). The effect of child support on welfare exits and re-entries. *Journal of Policy Analysis and Management: The Journal of the Association for Public Policy Analysis and Management*, 21(4), 557-576.
- Huang, J., & Barnidge, E. (2016). Low-income Children's participation in the National School Lunch Program and household food insufficiency. *Social Science & Medicine*, 150, 8-14.
- Huffman*, S. K., & Jensen, H. H. (2005). Linkages among welfare, food assistance programmes and labour supply: evidence from the survey of programme dynamics. *Applied Economics*, 37(10), 1099-1113.
- Huffman, S. K., & Jensen, H. H. (2008). Food assistance programs and outcomes in the context of welfare reform. *Social Science Quarterly*, 89(1), 95-115.
- Huston, A. C., Duncan, G. J., Granger, R., Bos, J., McLoyd, V., Mistry, R., Crosby, D., Gibson, C., Magnuson, K., Romich, J., & Ventura, A. (2001). Work-based antipoverty programs for parents can enhance the school performance and social behavior of children. *Child Development*, 318-336.

- Huston, A. C., Duncan, G. J., McLoyd, V. C., Crosby, D. A., Ripke, M. N., Weisner, T. S., & Eldred, C. A. (2005). Impacts on children of a policy to promote employment and reduce poverty for low-income parents: new hope after 5 years. *Developmental psychology, 41*(6), 902.
- Ifcher, J. (2010). General Assistance Recipients and Welfare-To-Work Programs: Evidence from New York City. *Poverty & Public Policy, 2*(3), 171-193.
- Jackson, C. K., Johnson, R. C., & Persico, C. (2016). The effects of school spending on educational and economic outcomes: Evidence from school finance reforms. *The Quarterly Journal of Economics, 131*(1), 157-218.
- Janeski, I., & Whitacre, B. E. (2014). Long-term economic impacts of USDA water and sewer infrastructure investments in Oklahoma. *Journal of Agricultural and Applied Economics, 46*(1), 21-39.
- Jäntti, M., Kangas, O., & Ritakallio, V. M. (1996). From marginalism to institutionalism: Distributional consequences of the transformation of the Finnish pension regime. *Review of Income and Wealth, 42*(4), 473-491.
- Joseph, R., Potocky, M., Girard, C., Stuart, P., & Thomlison, B. (2019). Concurrent participation in federally-funded welfare programs and empowerment toward economic self-sufficiency. *Journal of Social Service Research, 45*(3), 319-335.
- Kaida, L. (2013). Do host country education and language training help recent immigrants exit poverty?. *Social Science Research, 42*(3), 726-741.
- Katz, L. F., Kling, J. R., & Liebman, J. B. (2001). Moving to opportunity in Boston: Early results of a randomized mobility experiment. *The quarterly journal of economics, 116*(2), 607-654.

- Kim, C. O. (2018). Can a temporary financial assistance scheme prevent a transition into poverty among individuals who experienced a life event crisis?. *Journal of Economic Policy Reform*, 21(1), 80-97.
- Kim, C. O., & Joung, W. O. (2014). Effect of the Crisis Assistance Program on poverty transition for seriously ill people in South Korea: A quasi-experimental study. *Social Science & Medicine*, 101, 28-35.
- Kim, H., Burgard, S. A., & Seefeldt, K. S. (2017). Housing assistance and housing insecurity: A study of renters in southeastern Michigan in the wake of the great recession. *Social Service Review*, 91(1), 41-70.
- Kim, S., & Kwon, S. (2015). Impact of the policy of expanding benefit coverage for cancer patients on catastrophic health expenditure across different income groups in South Korea. *Social Science & Medicine*, 138, 241-247.
- King, C. (2017). Informal assistance to urban families and the risk of household food insecurity. *Social Science & Medicine*, 189, 105-113.
- Kino, S., Sato, K., & Kawachi, I. (2018). Spillover benefit of improved access to healthcare on reducing worry about housing and meal affordability. *International Journal for Equity in Health*, 17(1), 1-9.
- Kjeldstad, R., & Rønsen, M. (2004). Welfare rules, business cycles, and employment dynamics among lone parents in Norway. *Feminist Economics*, 10(2), 61-89.
- Kluge, J., & Schmitz, S. (2018). Back to work: Parental benefits and mothers' labor market outcomes in the medium run. *ILR Review*, 71(1), 143-173.

- Koning, P., & Van Sonsbeek, J. M. (2017). Making disability work? The effects of financial incentives on partially disabled workers. *Labour Economics*, 47, 202-215.
- Kopf, E. (2013). Short training for welfare recipients in Germany: which types work?. *International Journal of Manpower*, 34(5), 486-516.
- Kreider, B., Pepper, J. V., Gundersen, C., & Jolliffe, D. (2012). Identifying the effects of SNAP (food stamps) on child health outcomes when participation is endogenous and misreported. *Journal of the American Statistical Association*, 107(499), 958-975.
- Kwon, E., Park, S., & McBride, T. D. (2018). Health Insurance and Poverty in Trajectories of Out-of-Pocket Expenditure among Low-Income Middle-Aged Adults. *Health services research*, 53(6), 4332-4352.
- Leahey, E. (2001). A help or a hindrance? The impact of job training on the employment status of disadvantaged women. *Evaluation Review*, 25(1), 29-54.
- Lee, B., Slack, K. S., & Lewis, D. A. (2004). Are welfare sanctions working as intended? Welfare receipt, work activity, and material hardship among TANF-recipient families. *Social Service Review*, 78(3), 370-403.
- Leigh, A. (2003). Employment effects of minimum wages: Evidence from a quasi-experiment. *Australian Economic Review*, 36(4), 361-373.
- Leung, C. W., Cluggish, S., Villamor, E., Catalano, P. J., Willett, W. C., & Rimm, E. B. (2014). Few changes in food security and dietary intake from short-term participation in the Supplemental Nutrition Assistance Program among low-

- income Massachusetts adults. *Journal of nutrition education and behavior*, 46(1), 68-74.
- Loeb, S., & Corcoran, M. (2001). Welfare, work experience, and economic self-sufficiency. *Journal of Policy Analysis and Management: The Journal of the Association for Public Policy Analysis and Management*, 20(1), 1-20.
- Lovett, N., & Xue, Y. (2017). Have electronic benefits cards improved food access for food stamp recipients?. *Journal of Economic Studies*, 44(6), 958-975.
- Mabli, J., & Ohls, J. (2015). Supplemental Nutrition Assistance Program participation is associated with an increase in household food security in a national evaluation. *The Journal of nutrition*, 145(2), 344-351.
- McAllister, S., Derrett, S., Audas, R., Herbison, P., & Paul, C. (2013). Do different types of financial support after illness or injury affect socio-economic outcomes? A natural experiment in New Zealand. *Social Science & Medicine*, 85, 93-102.
- McLoyd, V. C., Kaplan, R., Purtell, K. M., & Huston, A. C. (2011). Assessing the effects of a work-based antipoverty program for parents on youth's future orientation and employment experiences. *Child Development*, 82(1), 113-132.
- Metsch, L. R., Pereyra, M., Miles, C. C., & McCoy, C. B. (2003). Welfare and work outcomes after substance abuse treatment. *Social Service Review*, 77(2), 237-254.
- Meyer, D. R., & Cancian, M. (1998). Economic well-being following an exit from Aid to Families with Dependent Children. *Journal of Marriage and the Family*, 479-492.

- Milligan, K., & Stabile, M. (2007). The integration of child tax credits and welfare: Evidence from the Canadian National Child Benefit program. *Journal of public Economics, 91*(1-2), 305-326.
- Miltenburg, E. M., van de Werfhorst, H. G., Musterd, S., & Tieskens, K. (2018). Consequences of forced residential relocation: Early impacts of urban renewal strategies on forced relocatees' housing opportunities and socioeconomic outcomes. *Housing Policy Debate, 28*(4), 609-634.
- Moffitt, R. A., & Ribar, D. C. (2016). Rasch analyses of very low food security among households and children in the Three City Study. *Southern Economic Journal, 82*(4), 1123-1146.
- Mohan, G., & Nolan, A. (2020). The impact of prescription drug co-payments for publicly insured families. *The European Journal of Health Economics, 21*(2), 261-274.
- Mohan, G., Longo, A., & Kee, F. (2018). The effect of area based urban regeneration policies on fuel poverty: Evidence from a natural experiment in Northern Ireland. *Energy Policy, 114*, 609-618.
- Morris, P., & Michalopoulos, C. (2003). Findings from the Self-Sufficiency Project: Effects on children and adolescents of a program that increased employment and income. *Journal of Applied Developmental Psychology, 24*(2), 201-239.
- Mykerezi, E., & Mills, B. (2010). The impact of food stamp program participation on household food insecurity. *American Journal of Agricultural Economics, 92*(5), 1379-1391.

- Natticchioni, P., & Loriga, S. (2010). Short and long term evaluations of Public Employment Services in Italy. *Applied Economics Quarterly*, 57(3), 201-229.
- Noonan, M. C., & Heflin, C. M. (2005). Does welfare participation affect women's wages?. *Social Science Quarterly*, 86, 1123-1145.
- Nores, M., Belfield, C. R., Barnett, W. S., & Schweinhart, L. (2005). Updating the economic impacts of the High/Scope Perry Preschool program. *Educational Evaluation and Policy Analysis*, 27(3), 245-261.
- O'Brien, R. L., & Robertson, C. L. (2018). Early-life Medicaid coverage and intergenerational economic mobility. *Journal of health and social behavior*, 59(2), 300-315.
- Olsen, E. O., Tyler, C. A., King, J. W., & Carrillo, P. E. (2005). The effects of different types of housing assistance on earnings and employment. *Cityscape*, 8(2), 163-187.
- Owens, A. (2015). Housing policy and urban inequality: Did the transformation of assisted housing reduce poverty concentration?. *Social Forces*, 94(1), 325-348.
- Owens, A., & Clampet-Lundquist, S. (2017). Housing mobility and the intergenerational durability of neighborhood poverty. *Journal of Urban Affairs*, 39(3), 400-420.
- Platt, L. (2003). Ethnicity and inequality: British children's experience of means-tested benefits. *Journal of Comparative Family Studies*, 34(3), 357-377.

- Powers, E. T. (1998). Does means-testing welfare discourage saving? Evidence from a change in AFDC policy in the United States. *Journal of Public Economics*, 68(1), 33-53.
- Ratcliffe, C., McKernan, S. M., & Zhang, S. (2011). How much does the Supplemental Nutrition Assistance Program reduce food insecurity?. *American journal of agricultural economics*, 93(4), 1082-1098.
- Reeves, A., Karanikolos, M., Mackenbach, J., McKee, M., & Stuckler, D. (2014). Do employment protection policies reduce the relative disadvantage in the labour market experienced by unhealthy people? A natural experiment created by the Great Recession in Europe. *Social Science & Medicine*, 121, 98-108.
- Reynolds, A. J., Temple, J. A., Ou, S. R., Robertson, D. L., Mersky, J. P., Topitzes, J. W., & Niles, M. D. (2007). Effects of a school-based, early childhood intervention on adult health and well-being: A 19-year follow-up of low-income families. *Archives of pediatrics & adolescent medicine*, 161(8), 730-739.
- Reynolds, A. J., Temple, J. A., White, B. A., Ou, S. R., & Robertson, D. L. (2011). Age 26 cost-benefit analysis of the child-parent center early education program. *Child development*, 82(1), 379-404.
- Ribar, D. C. (2005). Transitions from welfare and the employment prospects of low-skill workers. *Southern Economic Journal*, 71(3), 514-533.
- Rice, L., & Bansak, C. (2014). The effect of welfare asset rules on auto ownership, employment, and welfare participation: A longitudinal analysis. *Contemporary Economic Policy*, 32(2), 306-333.

- Rivera, R. L., Dunne, J., Maulding, M. K., Wang, Q., Savaiano, D. A., Nickols-Richardson, S. M., & Eicher-Miller, H. A. (2018). Exploring the association of urban or rural county status and environmental, nutrition-and lifestyle-related resources with the efficacy of SNAP-Ed (Supplemental Nutrition Assistance Program-Education) to improve food security. *Public health nutrition, 21*(5), 957-966.
- Rivera, R. L., Maulding, M. K., Abbott, A. R., Craig, B. A., & Eicher-Miller, H. A. (2016). SNAP-Ed (Supplemental Nutrition Assistance Program–Education) increases long-term food security among Indiana households with children in a randomized controlled study. *The Journal of nutrition, 146*(11), 2375-2382.
- Rohe, W. M., & Kleit, R. G. (1997). From dependency to self-sufficiency: An appraisal of the gateway transitional families program. *Housing Policy Debate, 8*(1), 75-108.
- Rosenblatt, P., & DeLuca, S. (2017). What happened in Sandtown-Winchester? Understanding the impacts of a comprehensive community initiative. *Urban Affairs Review, 53*(3), 463-494.
- Rosholm, M., & Vejlin, R. (2010). Reducing income transfers to refugee immigrants: Does start-help help you start?. *Labour Economics, 17*(1), 258-275.
- Saloner, B. (2013). Does expanding public insurance prevent material hardship for families with children?. *Medical Care Research and Review, 70*(3), 267-286.
- Santiago, A. M., Galster, G. C., Santiago-San Roman, A. H., Tucker, C. M., Kaiser, A. A., & Grace, R. A. (2010). Foreclosing on the American dream? The financial

- consequences of low-income homeownership. *The International History Review*, 20(4), 707-742.
- Schels, B. (2013). Persistence or transition: young adults and social benefits in Germany. *Journal of Youth Studies*, 16(7), 881-900.
- Schochet, P. Z., Burghardt, J., & McConnell, S. (2008). Does job corps work? Impact findings from the national job corps study. *American economic review*, 98(5), 1864-86.
- Schøne, P. (2005). The effect of a family policy reform on mother's pay: A natural experiment approach. *Review of Economics of the Household*, 3(2), 145-170.
- Schweinhart, L. J. (2013). Long-term follow-up of a preschool experiment. *Journal of Experimental Criminology*, 9(4), 389-409.
- Shaefer, H., Grogan, C. M., & Pollack, H. A. (2011). Transitions from private to public health coverage among children: estimating effects on out-of-pocket medical costs and health insurance premium costs. *Health Services Research*, 46(3), 840-858.
- Shin, E., & Do, Y. K. (2015). Basic old-age pension and financial wellbeing of older adults in South Korea. *Ageing & Society*, 35(5), 1055-1074.
- Sosnaud, B. (2016). Living wage ordinances and wages, poverty, and unemployment in US cities. *Social Service Review*, 90(1), 3-34.
- Stanczyk, A. B. (2019). Does paid family leave improve household economic security following a birth? Evidence from California. *Social Service Review*, 93(2), 262-304.

- Stephens, M. (2007). Are there treatment duration differences in the Seattle and Denver income maintenance experiments?. *The BE Journal of Economic Analysis & Policy*, 7(1), article 58.
- St-Germain, A. A. F., Galloway, T., & Tarasuk, V. (2019). Food insecurity in Nunavut following the introduction of Nutrition North Canada. *CMAJ*, 191(20), E552-E558.
- Tatian, P. A., & Snow, C. (2005). The effects of housing assistance on income, earnings, and employment. *Cityscape*, 8(2), 135-161.
- Terracol, A. (2009). Guaranteed minimum income and unemployment duration in France. *Labour economics*, 16(2), 171-182.
- Thompson, O. (2018). Head Start's long-run impact evidence from the program's introduction. *Journal of Human Resources*, 53(4), 1100-1139.
- Thomsen, S. L., Walter, T., & Aldashev, A. (2013). Short-term training programs for immigrants in the German welfare system: do effects differ from natives and why?. *IZA Journal of Migration*, 2(1), 1-20.
- Vuri, D. (2018). Joint custody law and mothers' labor market outcomes: evidence from the USA. *Journal of Population Economics*, 31(4), 1203-1237.
- Weon, S., & Rothwell, D. W. (2017). The impact of the hope growing account program on participants' economic well-being in South Korea. *Asian Social Work and Policy Review*, 11(3), 244-256.

Wilkins, R., & Leigh, A. (2012). Effects of Temporary In-Work Benefits for Welfare Recipients: Examination of the Australian Working Credit Programme. *Fiscal Studies*, 33(3), 335-369.

Wu, C. F. (2008). Severity, timing, and duration of welfare sanctions and the economic well-being of TANF families with children. *Children and Youth Services Review*, 30(1), 26-44.

Wulfgramm, M., & Fervers, L. (2015). Unemployment and subsequent employment stability: Does labour market policy matter?. *Socio-Economic Review*, 13(4), 791-812.

Yen, S. T., Andrews, M., Chen, Z., & Eastwood, D. B. (2008). Food Stamp Program participation and food insecurity: an instrumental variables approach. *American Journal of Agricultural Economics*, 90(1), 117-132.

Yoshikawa, H. (1999). Welfare dynamics, support services, mothers' earnings, and child cognitive development: Implications for contemporary welfare reform. *Child Development*, 70(3), 779-801.

Yu, S. (2016). Retiree Welfare and the 2009 Pension Increase: Impacts from an Australian Experiment. *Economic Record*, 92(296), 67-80.

Zabel, J., Schwartz, S., & Donald, S. (2010). The impact of the Self-Sufficiency Project on the employment behaviour of former welfare recipients. *Canadian Journal of Economics/Revue canadienne d'économique*, 43(3), 882-918.

Zabel, J., Schwartz, S., & Donald, S. (2013). An analysis of the impact of the Self-Sufficiency Project on wages. *Empirical Economics*, 44(1), 231-259.

ANNEXE 10. Bibliographie complète

- Atkinson, A. (2015). *Inequality: What Can Be Done?*. Cambridge, MA and London, England: Harvard University Press. <https://doi.org/10.4159/9780674287013>
- Boccanfuso, D., Cousineau, J-M., & Fonseca, R. (2017). *Le revenu minimum garanti : une utopie. Une inspiration pour le Québec. Rapport final du comité d'experts sur le revenu minimum garanti. Vol 1. Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.*
https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/RMG_Rapportfinal_volume1_v3_Accessible_FR.pdf
- Borrell, C., Palència, L., Muntaner, C., Urquía, M., Malmusi, D., & O'Campo, P. (2013). Influence of macrosocial policies on women's health and gender inequalities in health. *Epidemiologic reviews*, 36(1), 31-48.
- Brennenstuhl, S., Quesnel-Vallée, A., & McDonough, P. (2012). Welfare regimes, population health and health inequalities: a research synthesis. *Journal of Epidemiology & Community Health*, 66(5), 397-409.
- Brunsek, A., Perlman, M., McMullen, E., Falenchuk, O., Fletcher, B., Nocita, G., Kamkar, N., & Shah, P. S. (2020). A meta-analysis and systematic review of the associations between professional development of early childhood educators and children's outcomes. *Early Childhood Research Quarterly*, 53, 217-248.
- Cheng, T. (2010). Financial self-sufficiency or return to welfare? A longitudinal study of mothers among the working poor. *International Journal of Social Welfare*, 19(2), 162-172.

- Cingano, F. (2014), "Trends in Income Inequality and its Impact on Economic Growth", *OECD Social, Employment and Migration Working Papers*, No. 163, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/5jxrjncwxv6j-en>.
- Deaton, A. (2021). Covid-19 and global income inequality. *LSE Public Policy Review*, 1(4), 1.
- Dolowitz, D. P., & Marsh, D. (2000). Learning from abroad: The role of policy transfer in contemporary policy-making. *Governance*, 13(1), 5-23.
- Esseau-Thomas, C., Galarraga, O., & Khalifa, S. (2022). Epidemics, pandemics and income inequality. *Health Economics Review*, 12(1), 1-15.
- Esping-Andersen, G. (1990). *The three worlds of welfare capitalism*: Princeton University Press.
- Finnie, R., & Mueller, R. (2017). Access to post-secondary education: How does Québec compare to the rest of Canada?. *L'Actualité économique*, 93(3), 441-474.
- Galster, G. C., Santiago, A. M., Smith, R. J., & Leroux, J. (2019). Benefit–cost analysis of an innovative program for self-sufficiency and homeownership. *Evaluation review*, 43(1-2), 3-40.
- Giordano, L. S., Jones, M. D., & Rothwell, D. W. (2019). Social Policy Perspectives on Economic Inequality in Wealthy Countries. *Policy Studies Journal*, 47(S1), S96-S118.
- Gornick, J. C., & Smeeding, T. M. (2018). Redistributive Policy in Rich Countries: Institutions and Impacts in Nonelderly Households. *Annual review of sociology*, 44, 441-468.
- Haslam, A., Nesbit, R., & Christensen, R. K. (2019). The Dynamic Impact of Nonprofit Organizations: Are Health-Related Nonprofit Organizations Associated with

Improvements in Obesity at the Community Level?. Nonprofit Policy Forum, 10(3).

Higgins, J. P., Altman, D. G., Gøtzsche, P. C., Jüni, P., Moher, D., Oxman, A. D., ... & Sterne, J. A. (2011). The Cochrane Collaboration's tool for assessing risk of bias in randomised trials. *British Medical Journal*, 343.

Hillier-Brown, F., Thomson, K., MCGowan, V., Cairns, J., Eikemo, T. A., Gil-González, D., & Bambra, C. (2019). The effects of social protection policies on health inequalities: evidence from systematic reviews. *Scandinavian journal of public health*, 47(6), 655-665.

Kim, H., Burgard, S. A., & Seefeldt, K. S. (2017). Housing assistance and housing insecurity: A study of renters in southeastern Michigan in the wake of the great recession. *Social Service Review*, 91(1), 41-70.

Lassi, Z. S., & Bhutta, Z. A. (2015). Community-based intervention packages for reducing maternal and neonatal morbidity and mortality and improving neonatal outcomes. *Cochrane database of systematic reviews*, (3).

Madigan Library. (2022). Evidence-Based Medicine: Levels of Evidence. Pennsylvania College of technology. [En ligne] <https://www.pct.edu/academics/madigan-library>

Maroy, C., & Kamanzi, P.C. (2017). Marché scolaire, stratification des établissements et inégalités d'accès à l'université au Québec. *Recherches sociographiques*, 58(3), 581-602.

Mosquera, I., Gonzalez-Rabago, Y., Bacigalupe, A., & Suhrcke, M. (2017). The impact of fiscal policies on the socioeconomic determinants of health: a structured review. *International Journal of Health Services*, 47(2), 189-206.

- Moulin, S. (2018). Une nouvelle génération d'inégalités dans les parcours de vie? Tensions sociales et genrées. *Revue Jeunes et Société*, 2(2), 23-49.
- Muntaner, C., Davis, O., McIsaack, K., Kokkinen, L., Shankardass, K., & O'Campo, P. (2017). Retrenched welfare regimes still lessen social class inequalities in health: a longitudinal analysis of the 2003–2010 EU-SILC in 23 European countries. *International Journal of Health Services*, 47(3), 410-431.
- Olson, C. M., Rennie, D., Cook, D., Dickersin, K., Flanagan, A., Hogan, J. W., Zhu, Q., Reiling, J., & Pace, B. (2002). Publication bias in editorial decision making. *JAMA*, 287(21), 2825–2828.
- Owens, A. (2015). Housing policy and urban inequality: Did the transformation of assisted housing reduce poverty concentration?. *Social Forces*, 94(1), 325-348.
- Parsons, P. L., Mezuk, B., Ratliff, S., & Lapane, K. L. (2011). Subsidized housing not subsidized health: health status and fatigue among elders in public housing and other community settings. *Ethnicity & disease*, 21(1), 85-90.
- Pelletier, G. (2013). Finlande-Québec au temps d'une décennie PISA: regards croisés de deux systèmes éducatifs. *Recherches en éducation*, (16).
- Phelan, J. C., Link, B. G., & Tehranifar, P. (2010). Social conditions as fundamental causes of health inequalities: theory, evidence, and policy implications. *Journal of health and social behavior*, 51(1_suppl), S28-S40.
- Pickett, K. E., & Wilkinson, R. G. (2015). Income inequality and health: a causal review. *Social Science & Medicine*, 128, 316-326.
- Quesnel-Vallée, A., Bilodeau, and, J., & Conway, K. (2021). Social policies and health inequalities. *The Wiley Blackwell Companion to Medical Sociology*, 322-345.
- Rao, N., Sun, J., Chen, E. E., & Ip, P. (2017). Effectiveness of early childhood interventions in promoting cognitive development in developing countries: A

systematic review and meta-analysis. *Hong Kong Journal of Paediatrics*, 22(1), 14-25.

Ruel, E., Oakley, D., Wilson, G. E., & Maddox, R. (2010). Is public housing the cause of poor health or a safety net for the unhealthy poor?. *Journal of Urban Health*, 87(5), 827-838.

Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS) (2020). Le milieu communautaire: un partenaire essentiel pour la réduction des inégalités sociales de santé.

https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/PAGAC_MR_01_CIUSSS_CCSM_TL_DSP.pdf

Santiago, A. M., Galster, G. C., Santiago-San Roman, A. H., Tucker, C. M., Kaiser, A. A., & Grace, R. A. (2010). Foreclosing on the American dream? The financial consequences of low-income homeownership. *The International History Review*, 20(4), 707-742.

Shahidi, F. V., Ramraj, C., Sod-Erdene, O., Hildebrand, V., & Siddiqi, A. (2019). The impact of social assistance programs on population health: a systematic review of research in high-income countries. *BMC public health*, 19(1).

Slopen, N., Fenelon, A., Newman, S., & Boudreaux, M. (2018). Housing assistance and child health: a systematic review. *Pediatrics*, 141(6).

Sun, S., Huang, J., Hudson, D. L., & Sherraden, M. (2021). Cash transfers and health. *Annual review of public health*, 42, 363-380.

Tanner, J. C., Candland, T., & Odden, W. S. (2015). Later impacts of early childhood interventions: a systematic review. Washington: Independent Evaluation Group, World Bank Group.

Tatian, P. A., & Snow, C. (2005). The effects of housing assistance on income, earnings, and employment. *Cityscape*, 8(2), 135-161.

van den Berg, G. J. & Siflinger, B. (2022). The effects of a daycare reform on health in childhood—Evidence from Sweden. *Journal of Health Economics*, 81.

Wells, G. A., Shea, B., O'Connell, D., Peterson, J., Welch, V., Losos, M., & Tugwell, P. (2000). The Newcastle-Ottawa Scale (NOS) for assessing the quality of nonrandomised studies in meta-analyses.

Wood, L., Flatau, P., Zaretsky, K., Foster, S., Vallesi, S., & Miscenko, D. (2016). What are the health, social and economic benefits of providing public housing and support to formerly homeless people?. Australian Housing and Urban Research Institute.

World Bank. Global economic prospects, January 2022. The World Bank, 2022.

ANNEXE 11. LISTE D'ACRONYMES

AC : action concertée

AFDC : Aid to Families with Dependent Children

CPC : Child-Parent Center

CPE : Centre de la Petite Enfance

HLM : Habitation à Loyer Modéré

MSSS : Ministère de la Santé et des Services Sociaux

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économiques

PGPS : Politique Gouvernementale de Prévention en santé

SNAP : Supplemental Nutrition Assistance Program

TANF : Temporary Assistance for Needy Families